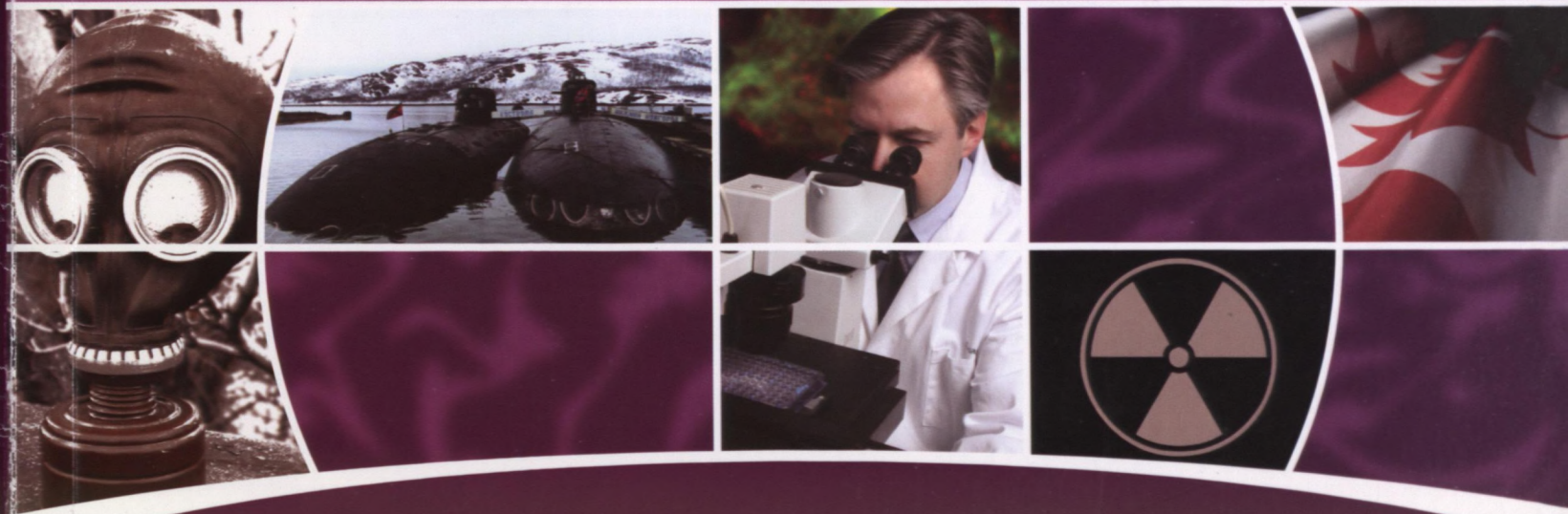




Ministère des Affaires étrangères  
et du Commerce international  
*(Affaires étrangères)*

Department of Foreign Affairs  
and International Trade  
*(Foreign Affairs)*

# Programme de partenariat mondial



## Assurer l'avenir

[www.partenariatmondial.gc.ca](http://www.partenariatmondial.gc.ca)

Canada



LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01042887 1

DOCS  
CA1 EA410 2005G46 EXF  
Global Partnership Program :  
securing the future  
17971513



## Table des matières

Message du ministre	9
Résumé	9
<b>Contexte</b>	<b>12</b>
Une réponse mondiale à un problème mondial	13
La menace internationale	13
Relever le défi	14
Le Partenariat mondial - un engagement	15
Principes	15
Directives	16
Financement	16
Moyens humains	17
Suivi des progrès	17
Orientation future	18
<b>Le Canada et le programme de partenariat mondial</b>	<b>19</b>
Préparer le terrain	19
Le rôle et les priorités du Canada	19
Formation de l'équipe	20
Mise en place du régime juridique	21
Autres accords importants	22
Interventions prioritaires dans les domaines prioritaires du Partenariat mondial	23
Domaine prioritaire 1 : destruction des armes chimiques	23
Domaine prioritaire 2 : démantèlement des sites nucléaires	24
Domaine prioritaire 3 : sécurité nucléaire et déchets	24
Domaine prioritaire 4 : emploi des spécialistes en matière de sécurité	25
Autres réalisations	26
Programme de non-prolifération biologique	26
Communications et diffusion de l'information de L'aviation	26
Promotion dans l'arène internationale	27
Coup d'œil sur l'avenir	27
Engagement du Canada	27
Projets en cours dans les domaines prioritaires	28
<b>Utilisation optimale des ressources</b>	<b>28</b>
Systèmes de gestion et de responsabilisation financières	28
Programme de partenariat mondial : sommaire des dépenses	28
Annexe A : Résumé des engagements des autres membres du Partenariat mondial	29
Annexe B : Résumé des engagements des autres membres du Partenariat mondial	29

# Programme de partenariat mondial

**Assurer  
l'avenir**



Programme  
de partenariat  
mondial

Assurer  
l'avenir

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Affaires étrangères, 2005

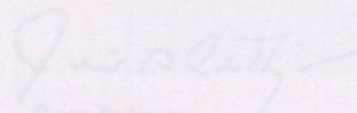
No de catalogue : FR 4-9/2005

ISBN : 0-662-69309-4



# Table des matières

Message du ministre .....	7
Résumé.....	9
<b>Contexte.....</b>	<b>12</b>
Une réponse mondiale à un problème mondial.....	13
La menace internationale .....	13
Relever le défi.....	14
Le <i>Partenariat mondial</i> : un aperçu .....	15
Principes .....	15
Directives .....	15
Financement du <i>Partenariat mondial</i> .....	16
Priorités pour une action commune .....	17
Suivi des progrès .....	17
Orientation future .....	18
<b>Le Canada et le programme de partenariat mondial.....</b>	<b>19</b>
Préparer le terrain.....	19
Le rôle et les priorités du Canada.....	19
Formation de l'équipe.....	20
Mise en place du régime juridique.....	21
Autres accords importants.....	22
Interventions canadiennes dans les domaines prioritaires du <i>Partenariat mondial</i> .....	23
Domaine prioritaire 1 : destruction des armes chimiques.....	23
Domaine prioritaire 2 : démantèlement des sous-marins nucléaires.....	28
Domaine prioritaire 3 : sécurité nucléaire et radiologique .....	32
Domaine prioritaire 4 : réemploi des spécialistes en armement désaffectés .....	35
Autres réalisations.....	38
Programme de non-prolifération biologique.....	38
Communications et diffusion de l'information au Canada .....	40
Promotion dans l'arène internationale.....	41
Coup d'œil sur l'avenir .....	42
Engagement du Canada .....	42
Projets entrepris dans les domaines prioritaires .....	43
<b>Utilisation optimale des ressources .....</b>	<b>45</b>
Systèmes de gestion et de responsabilisation financière.....	45
Programme de partenariat mondial : sommaire des dépenses .....	46
Annexe A : Résumé des engagements des autres membres du <i>Partenariat mondial</i> .....	47
Acronymes.....	49

  
Tara Fitzgerald  
ministre des Affaires étrangères



## Message du ministre

Je suis très heureux de présenter au Parlement ce rapport inaugural sur la participation du Canada au *Partenariat mondial du G8 contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes*. Cette initiative illustre ce que les États peuvent accomplir lorsqu'ils acceptent de collaborer pour atteindre leur objectif commun, qui consiste à assurer la sécurité internationale.

En 2002, au Sommet du G8 à Kananaskis, le Canada a joué un rôle de premier plan dans la création du *Partenariat mondial du G8* et s'est engagé à verser jusqu'à un milliard de dollars sur dix ans pour dissiper les menaces que suscitent les armes de destruction massive et les matières connexes héritées de la guerre froide, concentrant d'abord ses efforts sur la Russie. Prendre cet engagement est une chose, le tenir en est une autre. Au cours des trois dernières années, nous avons travaillé sans relâche et nous avons pu mettre en place une initiative – le Programme de partenariat mondial du Canada – qui constitue un apport important à la sécurité nationale et internationale.

Le Programme de partenariat mondial est l'un des principaux programmes créés par le Canada pour renforcer la sécurité. On trouve également parmi ces

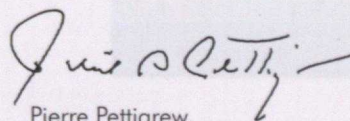
programmes le nouveau Fonds pour la paix et la sécurité dans le monde, le Landmine Action Task Force, le Programme de renforcement des capacités antiterroristes

et le Programme pour la sécurité humaine. Ils constituent une nouvelle génération de mécanismes de financement qui donnent une forme concrète à la politique en réalisant des projets directement. Ensemble, ils reflètent les priorités fixées dans l'Énoncé de politique internationale du Canada, publié en avril 2005, et rappellent éloquentement que le Canada a un rôle important à jouer dans les affaires internationales.

Je me réjouis tout particulièrement des réalisations accomplies par le Canada dans le cadre du *Partenariat mondial* depuis le Sommet de Kananaskis. À partir d'un programme sommaire d'aide à la non-prolifération en 2002, nous avons réussi à établir un cadre juridique avec la Russie, à créer

une direction générale chargée de gérer le Programme de partenariat mondial et à traduire nos engagements en mesures concrètes. J'invite donc tous les Canadiens à lire le présent rapport et à être fiers de la manière dont nous respectons nos obligations internationales.





Pierre Pettigrew,  
ministre des Affaires étrangères



## Résumé

« Il est indéniable qu'au XXI<sup>e</sup> siècle, la sécurité est dans l'intérêt de tous et qu'il s'agit d'une responsabilité commune. »

— *Fierté et influence : notre rôle dans le monde – Énoncé de politique internationale du Canada, avril 2005*



« Il n'existe aucune contradiction entre un Canada qui réussit bien et un Canada qui fait le bien. Le Canada est directement avantage dans un monde plus sécuritaire. [...] Si nous prenons au sérieux nos responsabilités à l'égard de nous-mêmes et des générations canadiennes à venir, nous devons également prendre au sérieux nos responsabilités envers la communauté internationale. »

— *Fierté et influence : notre rôle dans le monde – Énoncé de politique internationale du Canada, avant-propos du Premier ministre Paul Martin, avril 2005*

La dissolution de l'Union soviétique en 1991 représente un point tournant capital et mémorable dans l'histoire récente, mais elle n'a pas mis fin à la menace la plus sérieuse issue de l'époque de la guerre froide. En fait, elle a même suscité de nouvelles difficultés, en particulier celles qui découlent de l'héritage redoutable laissé par les programmes soviétiques d'armes de destruction massive (ADM). Cet héritage s'étend au-delà de l'arsenal soviétique et comprend les matières et les connaissances techniques liées aux ADM, qui continuent de poser des risques graves pour la sécurité. Les installations réparties dans l'ex-Union soviétique abritaient environ 600 tonnes d'uranium hautement enrichi et de plutonium militaire, sans compter des quantités considérables de

ces matières déjà incorporées dans les armes nucléaires. D'autres installations renfermaient les plus grands stocks déclarés d'armes chimiques au monde, soit quelque 40 000 tonnes. En plus de cela, près de 200 sous-marins nucléaires déclassés et vulnérables des flottes russes du Nord et du Pacifique attendaient d'être démantelés. Ces bâtiments, dont plusieurs avaient à bord du combustible nucléaire irradié, posaient non seulement des menaces de prolifération nucléaire et radiologique, mais aussi des risques pour l'environnement. Au-delà de cet héritage matériel, la dissolution de l'Union soviétique a aussi eu un impact humain car des dizaines de milliers de chercheurs spécialisés en armement se trouvaient soudainement sans emploi ou sous-employés. Le climat d'instabilité politique et économique qui a sévi dans cette région et dans d'autres régions de la planète a aggravé les difficultés auxquelles ces scientifiques faisaient face.

La gestion de cet héritage de la guerre froide représentait une tâche énorme qui dépassait largement la capacité de la Russie et des autres pays issus de l'ex-Union soviétique. Certains pays ont réagi à cette situation au cours des années 1990 en mettant en place de nombreux projets bilatéraux et multilatéraux pour aider à faire face aux risques liés aux ADM et à l'infrastructure qui en facilitait la production. Des progrès ont été accomplis, tout particulièrement grâce au programme de réduction





concertée des menaces (Cooperative Threat Reduction Program) lancé par les sénateurs américains Sam Nunn et Richard Lugar. Mais il restait encore beaucoup à faire. Les attentats terroristes survenus aux États-Unis le 11 septembre 2001 ont rappelé de façon tragique la gravité des menaces terroristes et souligné l'urgence d'empêcher les groupes terroristes et les États soupçonnés de se livrer à des activités de prolifération d'ajouter à leurs arsenaux les armes de destruction massive et les matières connexes. Ces attentats ont également joué un rôle de catalyseur dans la création du *Partenariat mondial du G8 contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes*<sup>1</sup>.

Le *Partenariat mondial* a des assises solides au Canada. Il a été lancé au Sommet du G8 à Kananaskis en juin 2002 pour témoigner d'un appui politique vigoureux et établir un cadre de coopération élargi en vue de la réduction des menaces à travers le monde. Lors du sommet, les dirigeants du G8 se sont engagés à consacrer jusqu'à 20 milliards de dollars US sur dix ans au financement de projets visant à gérer l'héritage des ADM de la guerre froide.



Dernière session des négociations sur le *Partenariat mondial* à Kananaskis, juin 2002

En tant qu'hôte du Sommet de Kananaskis, le Canada a joué un rôle crucial dans la formulation du *Partenariat*, en particulier dans la rédaction des principes et des directives qui doivent guider ses activités. À titre de premier président du Groupe des hauts fonctionnaires du *Partenariat mondial*, le Canada a dirigé l'initiative au cours des premières étapes de sa mise en place, s'employant

notamment à obtenir les engagements financiers initiaux, à faciliter la mise au point de projets multilatéraux et bilatéraux et à élargir le *Partenariat* afin d'y inclure des participants extérieurs au G8.

Au moment où s'est déroulé le Sommet de Sea Island en juin 2004, 13 autres pays s'étaient joints au *Partenariat* et le montant total des engagements se chiffrait à environ 19 milliards de dollars US. Ces engagements ciblaient un éventail de projets qui se concentraient tout particulièrement dans quatre domaines considérés prioritaires par les dirigeants du G8 :

- la destruction des armes chimiques;
- le démantèlement des sous-marins nucléaires;
- l'élimination des matières fissiles;
- le réemploi des spécialistes armement désaffectés.

Le Programme de partenariat mondial du Canada est né en septembre 2002. On a d'abord concentré les efforts sur la mise en place de l'organisation, la définition de la structure du programme et le recrutement d'experts. Une fois cette structure initiale mise en place, on a pu négocier les accords bilatéraux et multilatéraux ainsi que les ententes contractuelles spécifiques qui donnent une forme concrète aux projets. Le Programme de partenariat mondial du Canada est maintenant pleinement opérationnel. Il réalise des projets dans tous les domaines prioritaires et œuvre de concert avec la Direction de la vérification et de l'évaluation du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) afin de veiller à ce que les systèmes nécessaires pour respecter ou dépasser les normes canadiennes de responsabilisation et de contrôle soient en place.

Voici un résumé des principales étapes et réalisations du Programme de partenariat mondial du Canada :

- La Direction générale du Programme de partenariat mondial a été créée en septembre 2002 au sein du MAECI. La Direction générale a d'abord réuni une équipe d'experts et établi à l'étranger l'infrastructure nécessaire pour surveiller la mise en place et la concrétisation du programme dans les quatre domaines prioritaires du *Partenariat*.

<sup>1</sup> Aussi appelé *Partenariat mondial*, ou tout simplement, *Partenariat*.



- Pour respecter l'engagement qu'il avait pris à Kananaskis de contribuer jusqu'à un milliard de dollars sur dix ans aux programmes du *Partenariat*, le gouvernement du Canada a autorisé le financement de projets à partir de l'exercice 2003-2004.
- Un protocole d'entente signé par le Canada et le Royaume-Uni en novembre 2003 permet au Canada de financer la construction d'une grande usine de destruction d'armes chimiques en Russie dans le cadre d'un accord bilatéral conclu entre le Royaume Uni et la Russie.
- La signature d'un autre protocole d'entente en décembre 2003 a permis au Canada de contribuer, par l'intermédiaire du Centre international des sciences et de la technologie (CIST), situé à Moscou, à des projets de recherche et des programmes complémentaires appuyant la réorientation des anciens spécialistes soviétiques de l'armement vers des emplois durables servant des fins pacifiques.
- En mars 2004, le Canada est devenu membre à part entière du CIST. En mars 2005, il avait déjà engagé environ 10,6 millions de dollars dans 38 projets mobilisant 881 chercheurs en armement désaffectés.
- En mars 2004, le Canada a conclu des accords avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et l'Agence internationale de l'énergie atomique en vue de financer des projets destinés à mettre en sûreté des matières nucléaires et d'autres matières radioactives.
- L'accord bilatéral Canada–Russie a été signé en juin 2004. Il prévoit des projets de coopération dans les domaines de la sécurité nucléaire, de la destruction des armes chimiques et du démantèlement des sous-marins. Cet accord couvre une part importante de l'engagement financier du Canada envers le *Partenariat mondial*.
- À l'automne 2004, le Canada a financé ou organisé six ateliers et conférences visant à promouvoir le dialogue entre les scientifiques et chercheurs canadiens et leurs homologues de l'ex-Union soviétique. Ces activités avaient pour but d'encourager d'autres collaborations dans des projets s'inscrivant dans les priorités du *Partenariat mondial*.
- En juin 2004, le Canada a signé un accord visant à retirer le combustible de trois sous marins nucléaires soviétiques déclassés et à démanteler ces bâtiments.
- En janvier 2005, le Canada et le Royaume-Uni ont signé à Moscou un deuxième protocole en vue d'établir un cadre pour les contributions additionnelles du Canada à la construction de l'usine de destruction d'armes chimiques de Shchuch'ye. Cette entente prévoit un premier apport de 10 millions de dollars pour de grands projets d'infrastructure industrielle.
- En février 2005, le Canada a signé un accord avec un organisme non gouvernemental (ONG) basé aux États-Unis, Nuclear Threat Initiative (NTI). Par l'entremise du Canada, NTI versera un million de dollars US au projet de construction d'une voie ferrée menant à l'usine de destruction d'armes chimiques de Shchuch'ye. C'est là la première contribution importante d'une ONG aux programmes du *Partenariat*.
- En mars 2005, le Canada et les États-Unis ont signé un protocole d'entente en vue d'accélérer la fermeture du réacteur nucléaire de Zheleznogorsk, l'un des trois derniers réacteurs produisant du plutonium militaire en Russie.
- Les décaissements du Programme de partenariat mondial du Canada dans les quatre domaines prioritaires ont totalisé 59,7 millions de dollars en 2003-2004, et un peu plus de 27,3 millions de dollars en 2004-2005.



## Activités du Partenariat mondial



Masques fabriqués en Russie pour protéger contre les agents chimiques



Coque de sous-marin n° 643 en cale sèche



Clôtures de sécurité pour empêcher les terroristes d'avoir accès aux matières nucléaires dangereuses  
Photo : Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN)



La science au service de la non prolifération

## Contexte

« En 2003, le contexte mondial de la sécurité a atteint un niveau d'instabilité qui ne s'était pas vu depuis des années. De toute évidence, des individus, des groupes et des États sont prêts à recourir à la violence pour appuyer leurs objectifs politiques, religieux, idéologiques et territoriaux. [...] Les cibles de choix sont les endroits où une attaque fera le plus de dégâts et de victimes possibles, et les risques que des armes de destruction massive soient utilisées demeurent une grande source de préoccupation. »

— Service canadien du renseignement de sécurité, Rapport public 2003



# Une réponse mondiale à un problème mondial

## La menace internationale

Plus de 15 ans après la chute du mur de Berlin, les problèmes que posent les armes de destruction massive (ADM) fabriquées et entreposées au cours de la guerre froide continuent de poser une menace grave à la sécurité mondiale. Les attentats coordonnés menés contre les États-Unis le 11 septembre 2001 ont montré à quel point les réseaux terroristes sont bien organisés et financés et à quel point le monde serait vulnérable si des ADM tombaient entre les mains de groupes terroristes. L'importance des stocks de ces matières, le caractère imprévisible et l'ampleur des attentats subséquents perpétrés contre des populations civiles et la sophistication grandissante des organisations terroristes au XXI<sup>e</sup> siècle confirment l'urgence de prendre les moyens nécessaires pour mettre en sûreté et éliminer les stocks d'ADM.

Il s'agit là d'une tâche complexe et pleine d'embûches. Depuis la dissolution de l'Union soviétique, c'est en Russie qu'a été centralisé l'entreposage de ces quantités considérables d'ADM et de matières destructives et dangereuses connexes, dont :

- environ 40 000 tonnes d'armes chimiques;
- des stocks importants de matières fissibles, y compris de l'uranium hautement enrichi et du plutonium militaire (les principaux ingrédients des armes nucléaires);
- des sous-marins nucléaires déclassés ayant du combustible nucléaire irradié (CNI) à bord.

De plus, des dizaines de milliers de spécialistes de l'armement qui travaillaient dans la région ont perdu leur principale source de revenu lorsqu'ils se sont retrouvés sans emploi ou sous-employés. Les connaissances monnayables de ces chercheurs et l'avenir difficile auquel bon nombre d'entre eux faisaient face les rendaient très vulnérables aux offres de groupes terroristes ou de pays soupçonnés de se livrer à des activités de prolifération. Il ne suffirait que d'un nombre relativement restreint d'experts prêts à transmettre leur expertise en ADM à des parties mal intentionnées pour que cela ait de graves répercussions sur la sécurité mondiale.



Kofi Annan, secrétaire général des Nations Unies

*« Nous vivons dans un monde où il y a surabondance de matières dangereuses et un grand savoir technologique, et où certains terroristes affirment clairement leur intention de commettre des attentats aux proportions catastrophiques. Si une*

*attaque de ce genre avait lieu, non seulement elle ferait un grand nombre de morts et causerait de vastes destructions, mais encore elle ébranlerait l'économie mondiale et plongerait des dizaines de millions de gens dans la misère. »*

— Discours du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan à la séance de clôture plénière du Sommet international sur la démocratie, le terrorisme et la sécurité, Madrid, le 10 mars 2005



## Relever le défi

« La menace liée à la prolifération des armes de destruction massive (ADM) – nucléaires, chimiques et biologiques et à leurs vecteurs – est complexe et universelle et mine à la fois la sécurité du Canada et la stabilité internationale. »

— Service canadien du renseignement de sécurité,  
Rapport public 2003

L'ampleur et l'étendue de l'héritage des ADM issues de la guerre froide en Russie et dans les autres pays de l'ancienne Union des républiques socialistes soviétiques (ex-URSS) ont dicté la nécessité d'une coopération véritablement multilatérale. Les initiatives de la communauté internationale lancées au début des années 1990 par les sénateurs américains Sam Nunn et Richard Lugar ont jeté les bases d'une intervention plus concertée, le Cooperative Threat Reduction Program. Cette initiative, lancée en 1991, comprend maintenant des programmes mis en œuvre par les départements de la défense et de l'énergie, par le département d'État et par d'autres organismes, et concentre son attention sur la gamme complète des préoccupations liées à la prolifération. Les États-Unis ont investi environ 7,9 milliards de dollars US sur 12 ans pour aider la Russie et les autres États issus de l'ex-URSS à réduire les risques créés par leurs stocks d'ADM.

Le Canada a lui aussi mené une action multilatérale au cours des années 1990 pour répondre aux préoccupations suscitées par les ADM chimiques, biologiques et nucléaires dans le cadre de nombreux instruments et organismes internationaux, notamment la Convention sur les armes

chimiques, la Convention sur les armes biologiques et à toxines, le Traité de non-prolifération nucléaire et l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Malgré les progrès considérables qui avaient été réalisés, il s'avérait nécessaire d'adopter une approche méthodique et déterminée pour gérer les risques que suscitaient les ADM vulnérables, surtout en Russie et dans les autres pays de l'ex-URSS. C'est aux pays du G8 qu'il incombait de prendre les devants et de fournir le cadre et les appuis politiques nécessaires pour mettre en place une nouvelle initiative coordonnée de réduction des menaces.

Grâce à l'impulsion donnée par le Canada, le *Partenariat mondial du G8 contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes* a été lancé à la réunion des dirigeants du G8 tenue à Kananaskis en juin 2002. Le G8 a convenu de consacrer jusqu'à 20 milliards de dollars US sur dix ans au financement de projets portant sur la non-prolifération, le désarmement, la lutte antiterroriste et la sûreté nucléaire. Les initiatives du *Partenariat* se sont concentrées au départ sur la Russie, mais le G8 a aussi indiqué qu'il était prêt à entreprendre des négociations avec d'autres pays, notamment ceux de l'ex-URSS, afin d'obtenir leur adhésion au *Partenariat*.

« Il faut s'attendre à ce que les terroristes se servent des armes de destruction massive si on leur en donne la chance. Pour être vainqueur dans cette guerre, il faudra au minimum empêcher les cellules terroristes d'obtenir des armes ou des matières de destruction massive. Nous devons veiller à ce que toutes les sources d'ADM soient recensées et systématiquement mises en sécurité ou détruites. »

[Traduction libre]

— The Lugar Survey on Proliferation Threats and Responses, juin 2005

« ... tous les pays font face à des défis aussi nouveaux que divers. Les terroristes exploitent avec des conséquences dévastatrices les outils modernes de la mondialisation et nos sociétés ouvertes. »

— Fierté et influence : notre rôle dans le monde  
— Énoncé de politique internationale du Canada,  
avril 2005



Photo : Bureau du sénateur Lugar

Lors d'une visite au dépôt d'armes chimiques de Shchuch'ye (Russie) en décembre 2000, le sénateur Lugar illustre le risque de prolifération en plaçant un obus chimique de 85 mm dans une mallette ordinaire



# Le Partenariat mondial : un aperçu

## Principes

Le *Partenariat mondial* repose sur six principes qui ont pour objet d'empêcher les groupes terroristes d'acquérir ou de mettre au point des armes nucléaires, chimiques, radiologiques et biologiques ainsi que les matières, le matériel, la technologie et l'expertise qui s'y rattachent.

Ces principes, mis au point par le Canada en vue du Sommet de Kananaskis, invitent les États à :

- renforcer les démarches de non-prolifération de la communauté internationale par l'adoption et le respect intégral de traités multilatéraux et d'autres instruments internationaux pertinents;
- mettre au point et appliquer des mesures efficaces pour comptabiliser les matières servant à la fabrication d'ADM et assurer une manutention sécuritaire au moment de leur utilisation, de leur entreposage et de leur transport;
- construire et entretenir des installations d'entreposage sûres pour les matières utilisées dans la production d'ADM;
- renforcer les contrôles frontaliers, les mécanismes légaux et la coopération internationale afin de

décourager, détecter et empêcher le trafic illicite d'ADM;

- renforcer les systèmes nationaux de contrôle des exportations et des transbordements visant les substances qui pourraient servir à la mise au point ou à la production d'ADM;
- renforcer les mesures destinées à réduire les stocks d'ADM et de matières connexes.

L'Assemblée générale des Nations Unies a par la suite appuyé ces six principes en adoptant à l'unanimité une résolution à cet effet à l'automne de 2002<sup>2</sup>. L'application de ces principes engageait la communauté internationale à venir en aide aux pays ne disposant pas des ressources nécessaires pour faire face aux problèmes liés aux ADM.

« Nous demandons à tous les pays de se joindre à nous en adoptant la série de principes sur la non-prolifération que nous avons annoncée aujourd'hui. »

— Déclaration des dirigeants du G8,  
Sommet de Kananaskis, juin 2002

## Directives

Au Sommet de Kananaskis, les dirigeants ont également convenu d'un ensemble de directives destinées à faciliter la réalisation de projets de coopération bilatéraux et multilatéraux financés par l'entremise du *Partenariat mondial*. Ces directives reposaient sur des pratiques dont la valeur avait été démontrée dans le cadre d'autres travaux de coopération. Elles stipulent que tous les projets financés dans le cadre du *Partenariat mondial* doivent :

- être transparents et sujets à des mesures de surveillance et de vérification;
- respecter les normes reconnues en matière de protection de l'environnement et de sécurité;
- comporter des étapes clairement définies;
- se conformer aux dispositions relatives aux utilisations pacifiques et appliquer des mesures adéquates de protection physique;

- accorder l'exonération complète des taxes, droits, prélèvements et autres impositions;
- être réalisés conformément aux normes internationales relatives à l'approvisionnement;
- assurer au personnel et aux sous-traitants des projets une protection adéquate en matière de responsabilité légale;
- accorder les privilèges et immunités appropriés aux représentants des pays donateurs travaillant dans le cadre des projets de coopération;
- assurer une protection efficace des renseignements stratégiques et de la propriété intellectuelle.

L'intégration de ces directives nécessite habituellement un régime juridique bilatéral ou multilatéral régissant les activités des partenaires, complété par des ententes contractuelles relatives à l'exécution des projets.

<sup>2</sup> Résolution 57/68, « Réduction bilatérale des armes nucléaires stratégiques et le nouveau cadre stratégique », adoptée à l'unanimité le 22 novembre 2002.



## Financement du Partenariat mondial

### Pays donateurs du G8



Canada



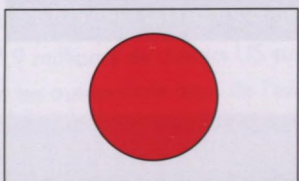
France



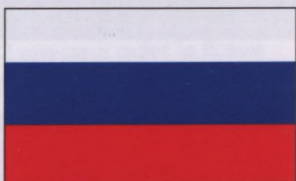
Allemagne



Italie



Japon



Russie



Royaume-Uni



États-Unis



Union européenne

Les membres du G8 ont engagé les sommes suivantes en faveur du Partenariat mondial (les montants sont indiqués dans la devise de l'engagement) :

- Canada : 1 milliard de dollars canadiens<sup>3</sup>;
- France : 750 millions d'euros;
- Allemagne : 1,5 milliard d'euros;
- Italie : 1 milliard d'euros;
- Japon : 200 millions de dollars US;
- Russie : 2 milliards de dollars US;
- Royaume-Uni : 750 millions de dollars US;
- États-Unis : 10 milliards de dollars US.
- Union européenne : 1 milliard d'euros;

### Participation mondiale à la promotion de la sécurité mondiale

« Reconnaissant que le Partenariat mondial renforcera la sécurité et la sûreté à l'échelle internationale, nous invitons les autres pays disposés à adopter ses lignes directrices et ses principes communs à entamer des discussions avec nous en vue d'y participer et d'y contribuer. »

— Déclaration des dirigeants du G8,  
Sommet de Kananaskis, juin 2002

<sup>3</sup> Dans le reste du rapport, les montants en dollars canadiens sont indiqués simplement par le mot « dollars ».



Depuis sa création, le *Partenariat mondial* comporte un volet de promotion destiné à encourager et faciliter la participation de pays extérieurs au G8 à l'initiative de réduction concertée des menaces. Le Canada a joué un rôle de premier plan dans les efforts en vue d'encourager d'autres pays à se joindre aux donateurs du *Partenariat*. En 2003, six pays – Finlande, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Suède et Suisse – ont scellé leur adhésion en s'engageant à verser 200 millions de dollars US à des projets particuliers. Au Sommet du G8 de Sea Island en 2004, on a accueilli l'Australie, la Belgique, le Danemark, l'Irlande, la Nouvelle-Zélande, la République de Corée et la République tchèque en tant que nouveaux partenaires, et l'Ukraine s'est jointe au *Partenariat* plus tard la même année en tant que bénéficiaire.

L'annexe A renferme un résumé des engagements des membres du *Partenariat mondial*.

« La prolifération des armes de destruction massive est une menace réelle et imminente [...] Nous devons avoir la force de confronter directement cette menace en prenant des mesures concrètes et non en nous contentant d'en parler. » [Traduction libre]

— Alexander Downer, ministre australien des affaires étrangères, allocution à la séance d'ouverture de l'assemblée plénière annuelle du Groupe de l'Australie, Sydney, le 18 avril 2005

## Priorités pour une action commune

Au Sommet de Kananaskis en 2002, les pays du G8 ont retenu quatre domaines prioritaires qui devaient être appuyés dans le cadre de cette initiative :

- 1) la destruction des armes chimiques;
- 2) le démantèlement des sous-marins nucléaires;
- 3) l'élimination des matières fissibles;
- 4) le réemploi des anciens spécialistes soviétiques de l'armement.

Les membres du *Partenariat mondial* ont pris des engagements spécifiques envers des projets qui s'inscrivent dans un ou plusieurs de ces domaines prioritaires. Par exemple, le Japon se concentre sur le démantèlement des sous-marins nucléaires et sur l'élimination du plutonium, tandis que le Canada, le Royaume-Uni et les États-Unis financent des activités dans les quatre domaines prioritaires. Le Canada et ses partenaires ont également créé des programmes destinés à appuyer des projets axés sur la non-prolifération des armes biologiques dans plusieurs pays de l'ex-URSS.

## Suivi des progrès

Le G8 a formé le Groupe des hauts fonctionnaires du *Partenariat mondial* (GHFPM) en 2002 pour faciliter la mise en œuvre des projets, mettre au point et communiquer des pratiques efficaces, suivre les progrès de façon continue, assurer l'harmonisation des priorités du programme avec les obligations et les objectifs internationaux en matière de sécurité et préparer un rapport d'étape à l'intention des dirigeants du G8. Les membres de ce groupe ont également aidé à déceler les lacunes et les chevauchements de projets possibles.

Les groupes du G8 ont été restructurés en 2004. Le Groupe de haut niveau a été formé pour superviser

l'éventail complet des questions relatives à la non-prolifération. La responsabilité de l'exécution des projets du *Partenariat* a été confiée au nouveau Groupe de travail du *Partenariat mondial* (GTPM). Ce dernier, qui comprend des représentants de pays extérieurs au G8, relève désormais du Groupe de haut niveau du G8. Le GTPM est chargé d'examiner les directives et les problèmes liés à la réalisation des projets, de mettre au point et lancer des projets et de mener des activités de promotion visant à étendre le *Partenariat* à des pays extérieurs au G8. Le GTPM fait aussi une synthèse des rapports d'activité des projets et prépare un rapport d'étape annuel à l'intention des dirigeants du G8.



## Orientation future

Le *Partenariat mondial* n'écarte pas la possibilité d'élargir son action pour mener des activités de réduction des menaces dans d'autres pays. Plusieurs pays de l'ex-URSS se sont montrés intéressés à participer au *Partenariat* en qualité d'États bénéficiaires, et l'Ukraine a été officiellement accueillie à ce titre à la fin de 2004. Au-delà de l'ex-URSS, le *Partenariat* peut aussi servir de modèle pour la création de programmes similaires dans d'autres régions où l'évolution de la situation laisse entrevoir de nouvelles possibilités de mettre en place des projets de

coopération pour la réduction des risques et la non-prolifération. Il a été question de la Libye et de l'Irak à cet égard en 2004 pendant la présidence américaine du G8. Bien que certains pays aient entrepris des activités dans d'autres régions, les membres du G8 conviennent que les matières et l'expertise qui se trouvent en Russie et dans les autres pays issus de l'ex-URSS représentent toujours la menace la plus grave à la sécurité internationale et que ces pays conservent donc leur caractère prioritaire pour le *Partenariat mondial*.

### Le G8 élargit son mandat

« Nous réaffirmons notre volonté de traiter le problème de la prolifération à l'échelle mondiale [...] Nous soutenons également des projets pour faire cesser à terme l'utilisation de combustible à uranium hautement enrichi dans les réacteurs de recherche dans le monde, sécuriser et enlever le combustible hautement enrichi frais et irradié, contrôler et sécuriser les sources radioactives, renforcer les contrôles des exportations et la sécurité des frontières, et renforcer la sécurité biologique. Nous utiliserons le *Partenariat mondial* pour coordonner nos efforts dans ces domaines. »

— Plan d'action du G8 sur la non-prolifération, Sea Island, Géorgie, 9 juin 2004

« Peu importe où vous habitez, le principe fondamental en matière de sécurité au XXI<sup>e</sup> siècle devrait être la nécessité de prévenir la propagation ou l'utilisation d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive. Pour accomplir cette mission, nous avons besoin de tous les outils dont nous disposons dans nos arsenaux collectifs. [...] Nous sommes engagés dans une course entre la coopération et la catastrophe. » [Traduction libre]

— Sénateur Sam Nunn, président et directeur général, Nuclear Threat Initiative, allocution à la Conférence internationale de l'Agence internationale de l'énergie atomique sur la sécurité nucléaire (« Global Directions for the Future »), Londres, 16 mars 2005





Signature du traité historique établissant la coopération bilatérale entre le Canada et la Russie dans le cadre du Partenariat mondial, juin 2002

## Le Canada et le Programme de partenariat mondial

Pour donner suite aux engagements pris lors du Sommet du G8 à Kananaskis en 2002, le gouvernement a autorisé la création du Programme de partenariat mondial du Canada, doté d'une enveloppe pouvant atteindre un milliard de dollars sur dix ans. Le financement des projets a débuté en 2003.

### Préparer le terrain

#### Le rôle et les priorités du Canada

En sa qualité d'hôte du Sommet du G8 de 2002 à Kananaskis et de premier président du GHFPM, le Canada a joué un rôle crucial dans la création et la formulation du *Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes*. À titre d'hôte du sommet, il a rédigé les principes et les directives qui constituent le cadre opérationnel du *Partenariat*. Depuis, il a joué un rôle de premier plan dans les activités de transition visant à convertir un engagement politique vigoureux en un programme concret et bien ciblé, qui s'accompagne d'accords juridiques et d'engagements financiers envers des projets précis de la part des membres du G8 et des autres partenaires.

À titre de président du GHFPM en 2002 et, par la suite, pour appuyer la présidence française en 2003, le Canada a contribué aux efforts visant à encourager des

pays extérieurs au G8 à participer au *Partenariat mondial*. Dès le milieu de l'année 2003, six nouveaux adhérents avaient pris des engagements financiers considérables, ce qui représentait un appui très significatif aux principes, directives et priorités du *Partenariat* et mettait en relief son rôle de modèle en matière de coopération internationale.

Le Canada a d'abord concentré ses efforts sur deux éléments : (1) la création des cadres juridiques internationaux et accords d'application nécessaires pour valider la réalisation des projets prévus en Russie; (2) la mise sur pied au sein du pays des structures de soutien et mécanismes de surveillance requis pour contribuer de façon efficace et responsable à la réalisation des objectifs poursuivis dans les quatre domaines prioritaires définis par le G8.



## Travailler ensemble à la promotion du partenariat international

« La conférence organisée par l'Initiative pour la coopération dans le domaine de la non-prolifération et du désarmement, accueillie par la Commission européenne à Bruxelles sous la présidence de l'UE, des États-Unis et du Canada, a également servi les objectifs du Partenariat mondial, en facilitant les échanges d'informations, la sensibilisation d'autres pays et la coordination des projets. »

— Groupe des hauts fonctionnaires du G8, Le Partenariat mondial du G8 contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes, rapport annuel, 2003

## Formation de l'équipe

En septembre 2002, le gouvernement du Canada a établi la Direction générale du Partenariat mondial au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), dont le mandat consiste expressément à gérer le Programme de partenariat mondial du Canada. Grâce à la création d'une équipe chargée de la mise au point, la coordination et la réalisation du projet, le Canada a pu lancer des projets sans tarder et veiller à ce que les fonds servent directement à atteindre les objectifs fixés à Kananaskis.

La Direction générale du Partenariat mondial compte 30 employés. On y trouve une gamme de compétences techniques correspondant aux quatre axes prioritaires du *Partenariat*, ainsi que des experts sectoriels possédant de l'expérience dans le domaine de la non-prolifération. La direction générale a également ouvert à l'ambassade du Canada à Moscou un bureau comptant quatre employés (dont deux ont été recrutés sur place); ce bureau traite directement avec le gouvernement russe et avec les membres du *Partenariat*.



Équipe de la Direction générale du Programme de Partenariat mondial, 2005

Photo : Jean-Marc Carisse, Ottawa



## Mise en place du régime juridique

La réduction des menaces posées par les ADM est une tâche complexe qui nécessite un cadre juridique détaillé afin d'assurer un fonctionnement efficace et de bien gérer les risques. Ce régime comprend divers instruments – accords multilatéraux et bilatéraux, ententes avec des tiers – auxquels s'ajoutent des accords d'application régissant le versement des fonds. Dans tous les cas, ces instruments doivent respecter le droit national et international, ainsi que les autres accords internationaux auxquels le Canada est partie.

Pour réaliser efficacement un vaste éventail de projets de coopération axés sur la réduction des risques, le Programme de partenariat mondial du Canada fait appel à différents mécanismes de prestation établis et protégés par le régime d'accords et d'ententes. Ces mécanismes permettent au Canada de tirer parti des ressources de ses collaborateurs au sein du *Partenariat*, ce qui fait de ce dernier un programme international à base de coopération véritable et faisant appel efficacement aux ressources disponibles.

### Accord bilatéral entre le Canada et la Russie

*Domaines prioritaires : démantèlement des sous-marins nucléaires, sécurité nucléaire et radiologique, destruction des armes chimiques*

Les paramètres juridiques de la coopération bilatérale entre le Canada et la Russie ont été mis en place le 9 juin 2004 grâce à la signature d'un traité bilatéral – l'*Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Fédération russe concernant la coopération en matière de destruction d'armes chimiques, le démantèlement de sous-marins nucléaires hors service et la protection, le contrôle et la comptabilisation des matières nucléaires et radioactives*. La signature de cet

accord constitue un jalon important dans les activités du Programme de partenariat mondial du Canada car l'accord donne au Canada les garanties nécessaires pour négocier et réaliser des projets bilatéraux en Russie.

### Accords multilatéraux

*Centre international des sciences et de la technologie  
Domaine prioritaire : réemploi des anciens spécialistes de l'armement*

Le Canada est devenu membre à part entière du Centre international des sciences et de la technologie (CIST) le 1<sup>er</sup> mars 2004. Cet organisme intergouvernemental, dont le siège se trouve à Moscou, se consacre au réemploi des anciens spécialistes de l'armement dans des activités de recherche pacifique. Le Canada est à l'heure actuelle le troisième bailleur de fonds en importance (à hauteur de 18 millions de dollars par an) et fait partie de tous les organes décisionnels de l'organisme. Un protocole d'entente signé le 16 décembre 2003 établit les conditions régissant le soutien que le Canada accorde au CIST. Le Canada a commencé à engager des fonds dans des propositions et des projets de recherche en mars 2004.

*Groupe multilatéral pour l'élimination du plutonium  
Domaine prioritaire : sécurité nucléaire et radiologique*

Le Canada fait partie du Groupe multilatéral pour l'élimination du plutonium, un organe du G8 qui travaille à la mise au point du cadre nécessaire pour que les travaux en vue de l'élimination de 34 tonnes de plutonium militaire en Russie puissent aller de l'avant. Les principaux objectifs à cette étape du programme consistent à régler les questions de coûts, à obtenir un financement international suffisant et à convenir d'une structure de gestion adéquate.



## Autres accords importants

### *Protocoles d'entente Canada-Royaume-Uni*

#### *Domaine prioritaire : destruction des armes chimiques*

Le 19 novembre 2003, le Canada et le Royaume-Uni signaient un protocole d'entente relatif à l'aide à la destruction des armes chimiques en Russie. Ce document englobe les dispositions régissant le financement des activités de destruction entreprises dans le cadre de l'accord bilatéral que le Royaume-Uni avait déjà conclu avec la Russie. En guise de contribution initiale au *Partenariat mondial*, le Canada a versé 33 millions de dollars à la construction d'un tronçon ferroviaire sécurisé entre le dépôt de munitions et l'usine de destruction à Shchuch'ye.

Cette première entente a été suivie, le 18 janvier 2005, d'un deuxième protocole qui permettra au Canada de déboursier des fonds supplémentaires pour la construction de l'usine de Shchuch'ye, y compris un premier apport de 10 millions de dollars destiné à d'importants projets d'infrastructure industrielle.

### *Agence internationale de l'énergie atomique*

#### *Domaine prioritaire : sécurité nucléaire et radiologique*

Le 16 mars 2004, le Canada a conclu avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) un accord de contribution visant à affecter 4 millions de dollars au Fonds de sécurité nucléaire (FSN) de l'Agence pour appuyer des projets de sécurité nucléaire et radiologique dans l'ex-URSS.

### *Nuclear Threat Initiative (NTI)*

#### *Domaine prioritaire : destruction des armes chimiques*

Le 7 février 2005, le Canada a conclu avec l'ONG américaine Nuclear Threat Initiative un accord supplémentaire qui a permis à cette dernière de verser une contribution d'un million de dollars US pour aider le Canada à construire un pont ferroviaire à l'usine de destruction d'armes chimiques de Shchuch'ye. L'accord constituait la première contribution importante d'une ONG au *Partenariat mondial*.



Mohamed ElBaradei,  
directeur général, AIEA

« Je suis heureux d'accepter votre contribution et j'exprime la sincère reconnaissance du Secrétariat pour l'appui que votre gouvernement apporte aux activités approuvées de l'Agence en matière de protection contre des actes de terrorisme nucléaire. »  
[Traduction libre]

Photo : Dean Calma, AIEA

— Mohamed El Baradei, directeur général de l'AIEA, dans une lettre adressée le 22 mars 2004 au ministre des Affaires étrangères du Canada, dans laquelle il accepte la contribution canadienne de 4 millions de dollars au Fonds de sécurité nucléaire de l'AIEA

### *Département américain de l'énergie*

#### *Domaine prioritaire : sécurité nucléaire et radiologique*

Le 30 mars 2005, le Canada et les États-Unis ont annoncé la signature d'un protocole d'entente qui précise les modalités régissant une contribution de 9 millions de dollars que le Canada versera à un projet mené par les États Unis en vue de faciliter la fermeture d'un des derniers réacteurs nucléaires russes produisant du plutonium militaire, à Zheleznogorsk.

« Cette entente est essentielle pour arrêter la production de matériaux pouvant servir à la fabrication d'armes nucléaires [...] Nous sommes heureux de pouvoir collaborer avec nos partenaires américains à cette importante initiative de sécurité. »

— Pierre Pettigrew, ministre des Affaires étrangères, remarques sur le projet de Zheleznogorsk, 30 mars 2005





Masque servant à prévenir l'inhalation d'agents chimiques

## Interventions canadiennes dans les domaines prioritaires du *Partenariat mondial*

### Domaine prioritaire 1 : destruction d'armes chimiques

L'arsenal déclaré d'armes chimiques de la Russie, qui se chiffre à environ 40 000 tonnes, est le plus vaste au monde. Ces armes sont entreposées dans sept sites différents. Deux sites abritent des agents vésicants : moutarde, lewisite et mélange lewisite/moutarde (environ 5 500 tonnes, soit 20 % de l'arsenal total). Cinq autres sites sont des entrepôts d'agents organophosphorés mortels (neurotoxiques) comme le sarin, le soman et l'agent VX (environ 32 500 tonnes, soit 80 % de l'arsenal). Les quelque 4 millions d'obus contenant un agent neurotoxique entreposés à Shchuch'ye (province de Kourgan) et à Kizner (république Oudmourte) suscitent tout particulièrement les inquiétudes. Ces obus de petit calibre posent un risque particulier car ils sont robustes et peuvent être portés dans une mallette – deux caractéristiques qui en font une arme particulièrement attrayante aux yeux des terroristes.



Aux termes de la Convention sur les armes chimiques (CAC), qui est entrée en vigueur en avril 1997, la Russie avait convenu de détruire son arsenal d'armes chimiques d'ici 2007. La Russie ayant toutefois manqué de ressources pendant dans les premières années qui ont suivi l'adoption de la convention, elle sera incapable de respecter cette échéance. La Russie a demandé que le délai soit reporté de cinq ans, ce que la CAC permet, mais il est clair que l'aide internationale restera nécessaire pour mener à bien cette tâche importante.

### Le respect de la Convention sur les armes chimiques

La CAC exige de tous les pays qui possèdent des armes chimiques qu'ils les détruisent au plus tard dix ans après l'entrée en vigueur de la convention (donc, d'ici le 29 avril 2007). Même si les États parties sont libres de choisir leurs propres méthodes de destruction, ils sont tenus « d'accorder la plus haute priorité à la sécurité des personnes et à la protection de l'environnement », selon les termes de la CAC.

De plus, la convention détermine le rythme et la séquence de la destruction, et celle-ci fait l'objet de vérifications par des inspecteurs de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, qui sont présents sur les lieux en permanence. L'échéance de 2007 pour la destruction finale des arsenaux nationaux peut être reportée à 2012 si des circonstances exceptionnelles le justifient.

L'appui de la communauté internationale aux efforts de la Russie en vue de détruire ses armes chimiques a débuté avant la création du *Partenariat mondial*. La première usine russe de destruction d'armes chimiques a été construite à Gorny grâce à une aide importante reçue de l'Allemagne. Cette usine, qui détruit des agents vésicants, est entrée en service en décembre 2002. La Russie prévoit compléter la construction de deux autres usines, à Kambarka et Maradykovskiy, ce qui lui permettra de détruire 20 % de son arsenal d'ici 2007. La construction de quatre autres usines est prévue ou en cours. L'usine de Shchuch'ye, que le Canada aide à financer, devrait être en service en 2008.

« La destruction des armes chimiques est une grande priorité pour le Canada dans le cadre du *Partenariat mondial*. Non seulement la destruction des stocks russes d'armes chimiques renforce la sécurité internationale en aidant à faire en sorte que des terroristes, ou ceux qui leur donnent asile, n'acquièrent pas de telles armes, mais en plus, elle aide la Russie à respecter ses obligations aux termes de la Convention sur les armes chimiques et contribue donc aux efforts multilatéraux en matière de non-prolifération, de contrôle des armements et de désarmement. »

— Forum national de Green Cross, déclaration du Canada, Moscou, 12 novembre 2003



Image générée par ordinateur de l'usine de destruction d'armes chimiques de Shchuch'ye

Photo : Defense Threat Reduction Agency (DTRA) des États-Unis

### La coopération internationale à l'œuvre

« De nombreux pays du *Partenariat mondial* soutiennent des projets liés à la destruction d'armes chimiques. Des projets de coopération commencés les années précédentes ont permis la destruction de plus de 640 tonnes d'armes chimiques. L'Allemagne, le Canada, les États Unis, la Finlande, la France, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Royaume-Uni, la Russie, la Suisse et l'Union européenne contribuent à la destruction d'armes chimiques sur des sites tels que Gorny, Shchuch'ye et Kambarka. »

— Groupe de haut niveau du G8, Rapport annuel du *Partenariat mondial* du G8, juin 2004



## Projet : Construction de l'usine de destruction d'armes chimiques de Shchuch'ye

Le Canada considère l'usine de destruction d'armes chimiques de Shchuch'ye comme la première priorité dans ce domaine car elle permettra de détruire les armes chimiques russes les plus mortelles et les plus susceptibles de contribuer à la prolifération. L'arsenal comprend 5 440 tonnes d'agents neurotoxiques mortels (sarin, soman et 'agent VX), stockés dans plus de 1,9 million d'obus et munitions lancés au moyen de roquettes. Ces obus posent un risque particulier étant donné qu'ils sont assez petits pour être transportés, ce qui les rend



Bâtiment de production : complexe russe de destruction d'armes chimiques

Photo : Défense Threat Reduction Agency (DTRA) des États-Unis

particulièrement attrayants pour les groupes terroristes. En volume, les stocks de Shchuch'ye représentent 13,6 % de l'arsenal russe d'agents neurotoxiques, tandis qu'en quantité, ils sont équivalents à près de 44 % du nombre total d'armes chimiques comprises dans l'arsenal déclaré (4,5 millions d'unités). Avant la création du *Partenariat mondial*, le Canada avait déjà octroyé 5,35 millions de dollars pour aider à la construction de l'infrastructure routière, de lignes électriques et d'un gazoduc pour alimenter l'usine de Shchuch'ye.

## Contribution antérieure du Canada à la construction de l'usine de Shchuch'ye

En 2000-2001, le Canada a versé 350 000 dollars pour financer les travaux d'ingénierie en vue de la construction d'une route d'accès vers le secteur industriel du site, ainsi que la conception et la construction partielle de lignes d'énergie électrique de 10 kV et de 110 kV servant à alimenter l'usine. En 2002, le Canada a versé directement à l'agence des munitions de Russie une somme de 5 millions de dollars qui a servi en partie à financer la construction d'un gazoduc pour alimenter l'usine. Le projet de gazoduc, qui a également reçu une aide de l'Italie, a été mené à bien en septembre 2003.



Le Canada, la Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis sont les principaux partenaires du projet de l'usine de Shchuch'ye et travaillent en étroite collaboration au sein du groupe de travail chargé de la coordination du projet, qui se réunit une fois par trimestre en Russie. Le groupe de travail a été mis sur pied en 2003 pour faciliter l'échange d'information et assurer le maximum de coopération dans les activités de construction. Les autres bailleurs de fonds du *Partenariat* pour le projet de Shchuch'ye comprennent l'Italie, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la République tchèque et l'Union européenne.

L'apport des États-Unis au financement du projet est le plus important, mais ceux du Canada et du Royaume-Uni sont également considérables. En réalisant ses projets à Shchuch'ye dans le cadre de l'accord bilatéral russo-britannique relatif à la destruction des armes chimiques, le Canada a sensiblement réduit les coûts administratifs liés au projet et facilité la coordination entre les principaux donateurs.

### Le respect de l'Convention sur l'élimination des armes chimiques



Illustration de la ligne de chemin de fer menant de l'entrée dans la zone industrielle de l'usine de destruction au bâtiment logeant les installations de destruction



Futur site du chemin de fer

Photo : Defense Threat Reduction Agency (DTRA) des États-Unis

Photo : Defense Threat Reduction Agency (DTRA) des États-Unis

### Projet de voie ferrée

Le Canada s'est engagé à verser 33 millions de dollars pour aider à financer la construction d'un élément essentiel du programme, un tronçon ferroviaire de 18 kilomètres qui fournira un lien sécurisé entre l'usine de Shchuch'ye et l'entrepôt d'armes chimiques de Planovy. Cette voie ferrée permettra d'abord de transporter les armes vers le lieu de destruction en toute sécurité, mais elle servira aussi à livrer des fournitures opérationnelles et à enlever les déchets. Le Canada a obtenu de l'ONG américaine Nuclear Threat Initiative une contribution d'un million de dollars US qui servira à la construction d'un pont ferroviaire sur la rivière Miass.

Des difficultés liées au processus de l'appel d'offres pour la sous-traitance ont retardé la mise en marche du projet en 2004, mais elles ont été réglées depuis. Le

Canada et le Royaume-Uni mettent actuellement au point les dernières modalités juridiques. À ce jour, le Canada a versé 4 millions de dollars au Royaume-Uni pour les travaux de planification préliminaires. La construction de la voie ferrée devrait commencer en novembre 2005 et se terminer de 20 à 24 mois plus tard.

### Autres projets d'infrastructure

En janvier 2005, le Canada et le Royaume-Uni ont signé un deuxième protocole d'entente pour couvrir d'autres projets d'infrastructure industrielle essentiels à l'usine de Shchuch'ye, notamment la construction d'une route d'accès longue de 3,8 kilomètres, un système d'alerte local à l'usine et des voies de communications intersites.

Le Canada reste à l'étape de planification et devrait être en service en 2008



« Je tiens à souligner la relation de travail très étroite et efficace que [le Royaume-Uni entretient] avec le Canada et la grande importance que nous y attachons. Ce partenariat permet à nos deux pays de fournir de l'aide d'une manière qui assure à nos contribuables et à la Fédération russe que les deniers publics sont dépensés à bon escient. » [Traduction libre]

— Adam Ingram, ministre d'État britannique aux forces armées, Édimbourg, 12 avril 2005

### Projet : Bureau d'information et de sensibilisation de Green Cross à Izhevsk

Green Cross International fournit un service complémentaire précieux au programme de destruction des armes chimiques russes en exploitant un réseau de bureaux d'information et de sensibilisation (BIC) du public sur le territoire russe. Ces bureaux aident à mieux faire comprendre aux populations locales l'importance et la réalité de la destruction des armes chimiques et à répondre à leurs préoccupations au sujet des effets sur la santé, l'environnement, l'économie et l'environnement social. Les BIS sont mis en place pour servir les populations vivant à proximité des entrepôts et des usines de destruction d'armes chimiques de la Russie.

En novembre 2004, par l'intermédiaire du Fonds des projets spéciaux du Programme de Partenariat mondial, le Canada s'est engagé à verser à Green Cross la somme de 100 000 dollars US par année pendant quatre ans pour installer et exploiter un BIS à Izhevsk. Ce bureau est situé près de deux sites d'entreposage d'armes chimiques, Kambarka et Kizner. Le BIS d'Izhevsk, qui a ouvert ses portes au début d'avril 2005, se joint à un réseau de dix bureaux de Green Cross.

Le Canada croit que le site de Kizner, dont l'arsenal s'établit à 5 680 tonnes d'agents neurotoxiques, est la deuxième usine d'armes chimiques en importance après Shchuch'ye; c'est pourquoi il envisage de contribuer à la destruction de ce stock lorsque la construction de l'usine de destruction des armes chimiques de Shchuch'ye sera terminée. L'ouverture du BIS d'Izhevsk vise à sensibiliser la population aux armes chimiques et à faciliter les travaux futurs dans cette région.



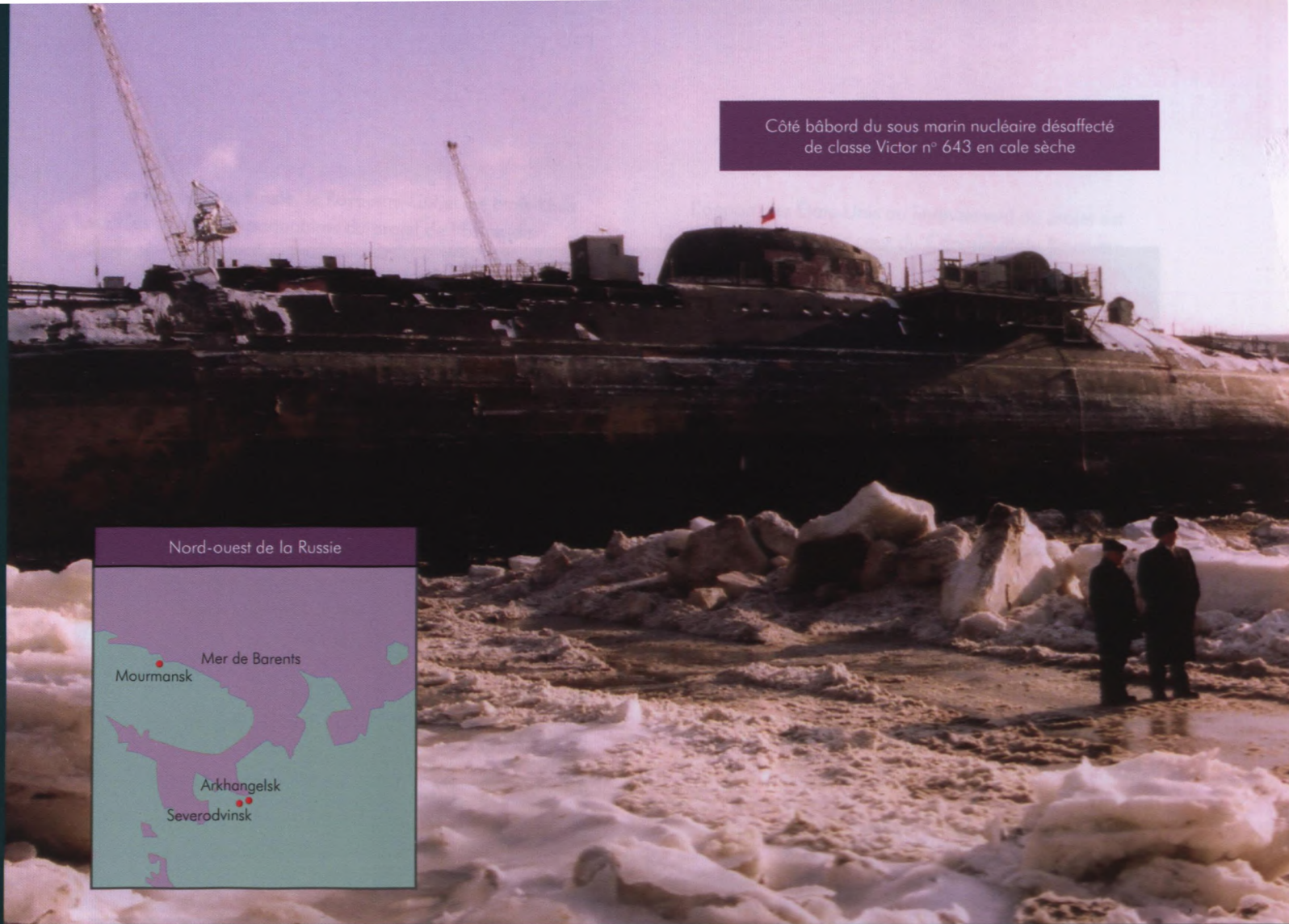
Panneau à l'extérieur du bureau d'information de Green Cross à Izhevsk, capitale de la république d'Oudmourtie. Le texte se lit : « Centre d'information et d'analyse de Green Cross en Russie, Izhevsk »

### Green Cross International

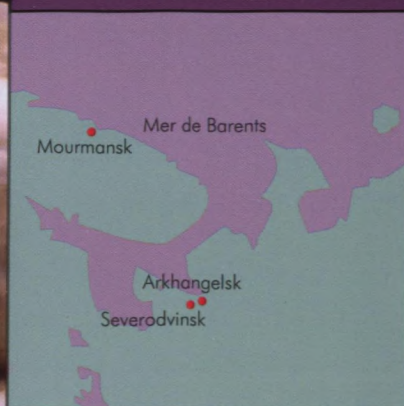
Fondée en 1994 par l'ancien président soviétique Mikhail Gorbachev et des leaders du Japon, des Pays-Bas, de la Russie et de la Suisse, Green Cross International s'emploie à promouvoir un nouveau sentiment d'interdépendance mondiale et de responsabilité commune dans les rapports de l'humanité avec la nature. L'organisme, dont le siège social est situé à Genève, gère plusieurs programmes environnementaux internationaux et compte maintenant plus de deux douzaines de chapitres nationaux à travers le monde.



Côté bâbord du sous marin nucléaire désaffecté de classe Victor n° 643 en cale sèche



Nord-ouest de la Russie



## Domaine prioritaire 2 : démantèlement des sous-marins nucléaires

À la suite de l'effondrement de l'Union soviétique, il fallait démanteler et détruire environ 200 sous-marins nucléaires des flottes russes du Nord et du Pacifique qui avaient été déclassés et mis hors de service. Souvent mal entretenus et mal protégés, ces sous-marins continuent de poser de graves risques de prolifération nucléaire et radiologique. Les matières contenues dans chaque sous marin, ou entreposées dans les chantiers navals en attendant leur élimination, sont exposées au risque de vol et de sabotage. Le combustible nucléaire irradié (CNI) est considéré comme une matière particulièrement attrayante aux yeux des terroristes. De plus, de graves problèmes de contamination environnementale peuvent découler de l'introduction de déchets radioactifs ou de CNI dans l'environnement des océans Arctique ou Pacifique. Sans aide internationale, on estime que la Russie ne pourra démanteler que trois ou quatre sous-marins par an.

Quinze ans après l'effondrement de l'Union soviétique, près de 60 sous-marins nucléaires déclassés de la flotte du Nord attendent d'être démantelés en toute sécurité; environ la moitié d'entre eux portent du combustible nucléaire à bord. L'élimination des risques que posent ces bâtiments âgés et fragiles doit se faire en 13 étapes, y compris le transport, le retrait du combustible, le démantèlement et l'entreposage sûrs des compartiments du réacteur. L'Allemagne, le Canada, le Japon, la Norvège, le Royaume-Uni et les États-Unis aident la Russie à s'attaquer à cet enjeu prioritaire du *Partenariat mondial*.

### Projet : Démantèlement de 12 sous-marins nucléaires russes déclassés

Dans le cadre de l'accord bilatéral conclu avec la Russie, le Canada s'est engagé à démanteler 12 sous-marins nucléaires déclassés de la flotte du Nord d'ici 2008, à un coût total d'environ 120 millions de dollars. Cet engagement constitue un apport considérable à la solution du problème et à la réduction des risques associés au CNI présent à bord de ces bâtiments.



## Certaines étapes du démantèlement d'un sous marin



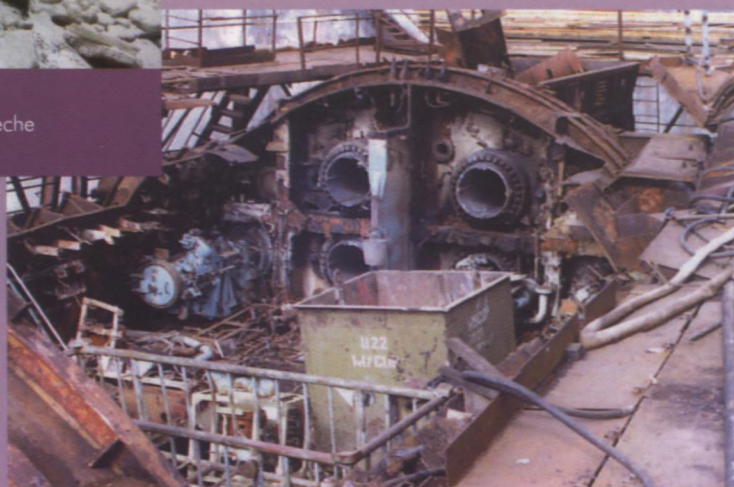
Vue aérienne du chantier Zvezdochka à Severodvinsk



Sous-marin désaffecté toué vers le chantier Zvezdochka par un remorqueur principal et des bâtiments auxiliaires



Poupe du sous-marin désaffecté n° 608 en cale sèche



Enveloppe du groupe réacteur avec conteneur pour l'entreposage des déchets radioactifs



La réalisation du projet canadien a été confiée à l'usine de génie de l'entreprise unitaire d'État fédérale (UGEUEF), désignée sous le nom de « chantier naval Zvezdochka » à Severodvinsk, dans la province d'Arkangelsk. Rosatom, l'agence russe d'énergie atomique, a confirmé que parmi les bâtiments qui doivent être démantelés dans le cadre de ce projet se trouvent 11 sous-marins d'attaque polyvalents de classe Victor et un sous-marin de classe Yankee-Pod (SPN).



M. Chris Westdal (centre), ambassadeur du Canada en Russie, en compagnie du directeur général du chantier Zvezdochka, M. N. Kalistratov (à droite)

Un accord d'application a été négocié en 2004 pour couvrir la première année de travail. En vertu de l'accord, le Canada a convenu de verser jusqu'à 24,4 millions de dollars pour financer le retrait du combustible et le démantèlement des trois premiers sous-marins. Le retrait du combustible nucléaire a commencé en octobre après qu'une évaluation environnementale eut été menée. Dès avril 2005, les trois sous-marins avaient été vidés de leur combustible, l'un d'entre eux avait été complètement démantelé et un deuxième était déjà en bonne voie de l'être. Un deuxième accord d'application, signé en mars 2005, prévoit le retrait du combustible de quatre autres sous-marins et le démantèlement de trois d'entre eux.

« La coopération avec le Canada pour le démantèlement de sous-marins nucléaires est un excellent exemple d'une combinaison harmonieuse des volontés politiques pour réaliser un objectif clairement défini et de l'approche pragmatique menant à son exécution concrète. »

[Traduction libre]

— S.V. Antipov, directeur adjoint, Rosatom, remarques, mars 2005



M<sup>me</sup> Marie Lucie Morin, sous ministre déléguée, des Affaires étrangères et M. Robert Fonberg, sous ministre du Commerce international, remettent le Prix d'excellence d'Affaires étrangères Canada à Michael Washer, gestionnaire principal du projet de démantèlement des sous-marins nucléaires

### Le Canada donne l'exemple : de la négociation à l'exécution des travaux

« ... manifester de l'intérêt est une chose, passer des intentions à des projets concrets et au financement est toute autre chose. Le Canada a persévéré et il finance actuellement le démantèlement de trois sous-marins nucléaires polyvalents de classe Victor au chantier 'Zvezdochka' [...] J'aimerais souligner particulièrement le délai très court [qui s'est écoulé] depuis la date de la signature du document prévoyant le financement du contrat jusqu'au début de son exécution. Cela prouve que des gens très professionnels et très motivés y travaillent du côté canadien [...] Nous espérons vraiment que notre expérience de coopération fructueuse avec le Canada encouragera d'autres pays à prendre des mesures concrètes pour appliquer les accords internationaux contre la prolifération des armes de destruction massive et que nous nous ferons de nouveaux alliés et partenaires. » [Traduction libre]

— N. Kalistratov, directeur général, UGEUEF, remarques, mars 2005



**Projet : Fonds de soutien du Partenariat pour l'environnement instauré dans le cadre de la Dimension septentrionale (volet « sûreté nucléaire ») de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement**

La gravité des risques de contamination environnementale et les inquiétudes qu'ils suscitent du point de vue de la sécurité font aussi partie de l'héritage des sous-marins nucléaires russes. Le Partenariat pour l'environnement instauré dans le cadre de la Dimension septentrionale (PEDS), établi en 2001, représente un effort de coopération innovateur qui répond aux appels lancés par la Russie et par la communauté internationale en faveur d'une action concertée pour régler certains des problèmes les plus urgents, y compris la gestion sûre et sécuritaire du combustible nucléaire irradié et des déchets radioactifs de la flotte du Nord. Les fonds affectés au volet de sûreté nucléaire du Fonds de soutien du PEDS servent explicitement à l'exécution de projets environnementaux liés au secteur nucléaire dans le nord-ouest de la Russie.

Le Canada a versé 32 millions de dollars à ce programme en mars 2004, à titre de complément logique au projet de démantèlement des sous-marins. La Banque

européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) gère le Fonds de soutien du PEDS au nom des donateurs (dont l'Allemagne, le Canada, la Finlande, la France, la Norvège, les Pays-Bas, la Russie, la Suède, le Royaume-Uni et l'Union européenne). L'entente de financement conclue entre le Canada et la BERD est valide jusqu'en mars 2006.

Le choix s'est arrêté sur cinq projets urgents à financer : quatre d'entre eux portent sur la manutention et l'entreposage sûrs et sécuritaires de CNI hautement instable, tandis que le cinquième vise à mettre en place un système de surveillance radiologique dans le nord-ouest de la Russie.



**Banque Européenne  
pour la Reconstruction et le Développement**





Le renforcement du périmètre de sécurité, par exemple l'érection de clôtures, est un élément important des efforts faits par le Canada pour améliorer la sécurité des matières nucléaires russes. Photo : Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN)

## Domaine prioritaire 3 : sécurité nucléaire et radiologique

On estime que 600 tonnes de matières nucléaires potentiellement vulnérables non intégrées à des armes nucléaires se trouvent dans des installations réparties à travers la Russie et l'ex-URSS.

À la fin de la guerre froide, la Russie a hérité de vastes stocks de matières servant à la fabrication d'armes nucléaires, dont la majeure partie a depuis été déclarée excédentaire par rapport aux besoins militaires. La Russie ne dispose pas des ressources financières nécessaires pour mettre ces matières en lieu sûr et les protéger de manière efficace. C'est pourquoi il faut de toute urgence, dans l'intérêt de la sécurité internationale, inventorier, mettre en lieu sûr et transformer ces matières pour qu'elles ne puissent plus être utilisées dans des armes nucléaires. Les matières fortement radioactives qui n'entrent pas dans la

fabrication d'armes nucléaires suscitent également des inquiétudes. Ces matières posent une grave menace en raison de l'utilisation malicieuse qu'on pourrait en faire dans un dispositif de dispersion radiologique, ou « bombe sale ». Une bombe sale pourrait être utilisée pour mettre en péril la santé humaine et l'environnement en dispersant, par exemple, des agents radioactifs dans une zone peuplée. Le Canada cherche à contrer ces menaces dans le cadre de plusieurs accords multilatéraux et bilatéraux.

### Projet : Remplacement du réacteur nucléaire de Zheleznogorsk

La centrale nucléaire de Zheleznogorsk, en Sibérie orientale, possède l'un des trois derniers réacteurs produisant du plutonium militaire en Russie. Ce réacteur produit assez de plutonium pour construire environ une bombe nucléaire par semaine. Construit dans les années 1960, il suscite de graves préoccupations au plan de la sécurité en raison de sa conception dépassée et de sa technologie vieillissante. La population locale souhaite vivement que ces menaces disparaissent, mais elle dépend aussi de la centrale, seule source de chauffage et d'électricité dans la région.

Le projet de Zheleznogorsk fait partie du programme créé par le département américain de l'énergie en vue de l'élimination du plutonium militaire en Russie. Le programme a pour objectif d'abandonner



La contribution canadienne à la construction par les États Unis d'une source d'énergie de remplacement permettra à la Russie de fermer son dernier réacteur plutonigène, situé à Zheleznogorsk

Photo : Département américain de l'énergie



« Mettre fin à la production de plutonium militaire a un caractère prioritaire dans le cadre des efforts de non-prolifération des États-Unis et de la communauté internationale [...] La signature de ce protocole d'entente avec nos partenaires canadiens représente une autre étape importante vers la réalisation de cette priorité. » [Traduction libre]

— Samuel Bodman, secrétaire américain de l'énergie, remarques au sujet du projet de Zheleznogorsk, 30 mars 2005

graduellement la production de plutonium militaire et de servir de complément au programme visant à éliminer complètement les stocks de plutonium (voir ci-dessous). Le projet comporte la construction d'une centrale à combustible fossile pour fournir une source d'énergie de rechange et permettre à la Russie de fermer le réacteur de Zheleznogorsk. Les bienfaits engendrés du point de vue de la sécurité et de l'environnement compenseront largement l'impact environnemental minime qu'il pourrait avoir. Le Canada versera 9 millions de dollars pour les travaux de conception en 2005, et la construction de la nouvelle centrale devrait débuter à l'été 2006.

#### Projet : Programme d'élimination du plutonium

L'élimination des matières fissibles est un des grands enjeux prioritaires du *Partenariat mondial*<sup>4</sup>. Le Canada s'est engagé à verser 65 millions de dollars pour appuyer le financement accordé par le G8 en faveur du programme russe d'élimination du plutonium. Ce programme découle de l'accord bilatéral signé en 2000 par les États-Unis et la Russie, et dans lequel chaque partie s'engage à éliminer 34 tonnes de plutonium militaire. La Russie aura besoin d'une aide internationale pour pouvoir s'acquitter de ses obligations.

Le Canada est membre du Groupe multilatéral du G8 pour l'élimination du plutonium, qui s'emploie à résoudre la question des coûts, à solliciter les fonds nécessaires auprès de la communauté internationale et à définir la structure de gestion du programme. Il faudra un accord multilatéral formel pour donner au programme le régime juridique nécessaire pour passer à l'étape de la mise en œuvre.

#### Projet : Soutien au Fonds de sécurité nucléaire de l'AIEA

Le Fonds de sécurité nucléaire (FSN) de l'Agence internationale de l'énergie atomique représente un véhicule efficace qui permet au Canada de contribuer au renforcement de la sécurité nucléaire et radiologique à travers la zone de l'ex-URSS. Le Canada et l'AIEA ont signé un accord de contribution de 4 millions de dollars en mars 2004, faisant du Canada le deuxième bailleur de fonds en importance du FSN. En vertu de cet accord, le Canada

s'est engagé à financer diverses activités liées à la sécurité d'ici à décembre 2006, y compris les missions du Service consultatif international sur la protection physique (SCIPP) de l'AIEA, la modernisation des systèmes de protection physique dans les centrales nucléaires, la tenue de séances de formation sur la protection physique, l'amélioration des processus de détection radiologique aux frontières internationales, des missions de récupération de sources radioactives, et des ateliers pour aider des États à mettre au point des systèmes nationaux de contrôle des sources radioactives. De plus, le Canada finance un poste au Bureau de la sécurité nucléaire de l'AIEA pour contribuer à la réalisation des projets du FSN.

Le FSN offre au Canada la possibilité de financer des activités de sécurité nucléaire et radiologique dans des pays de l'ex-URSS où il n'a pas encore mis en place les cadres juridiques pertinents. Jusqu'à présent, la contribution canadienne a servi à financer :

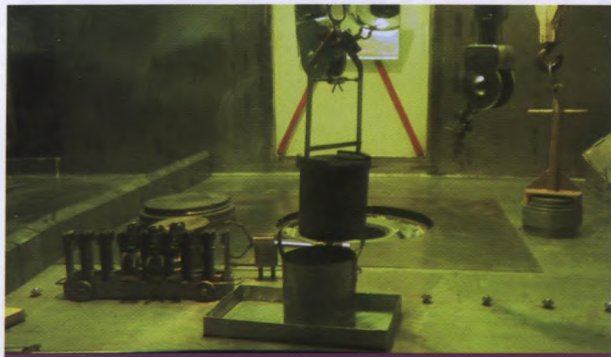
- une mission du SCIPP;
- des travaux dans la zone d'exclusion de Tchernobyl, y compris la fourniture de matériel et une formation sur la détection et l'identification d'actes malicieux et les interventions connexes;
- la récupération de sources hautement radioactives.



Dosimètre de fabrication canadienne servant à détecter les émissions de radiations

<sup>4</sup> Les dirigeants du G8 ont reconnu pour la première fois l'ampleur du risque que pose le plutonium militaire au Sommet d'Okinawa en 2000, au cours duquel ils ont cherché à établir un plan de financement international pour l'élimination du plutonium en Russie.





Une source de chaleur radioactive facile à transporter est retirée d'un GTR à l'intérieur d'une chambre chaude spéciale

Photo : Gouverneur de la région de Finnmark, en Norvège

### Projet : Protection physique de matières nucléaires

Le risque qu'une part, même infime, des énormes stocks russes de matières nucléaires soit volée et passe aux mains de groupes terroristes ou d'États soupçonnés de se livrer à des activités de prolifération représente un grave danger et une grande menace pour la sécurité internationale. En juillet 2004, le MAECI et Rosatom ont négocié d'importantes procédures visant l'accès et les transferts d'information dans le but de faciliter la coopération en matière de sécurité nucléaire. Le Canada collabore actuellement avec Rosatom pour améliorer les mesures de protection physique (barrières, cartes d'accès chiffrées, clôtures, etc.) dans deux sites nucléaires russes, et prévoit financer la modernisation des systèmes de protection physique dans deux ou trois centrales nucléaires russes par année à l'avenir.

### Projet : Protection de sources hautement radioactives dans le nord de la Russie

Depuis plusieurs décennies, les pays de l'ex-URSS se servent de matières radioactives pour production d'énergie électrique à petite échelle. Par exemple, des centaines de phares le long du littoral arctique de la Russie sont alimentés par des générateurs thermoélectroniques à radioisotopes (GTR). Ces sources hautement radioactives sont souvent mal protégées.

On a signalé des incidents impliquant des GTR, ce qui a suscité de graves préoccupations pour la sécurité et l'environnement. Comme on l'a dit plus haut, les matières radioactives qui tomberaient entre les mains de personnes malintentionnées pourraient servir à fabriquer une bombe sale. La protection de ces sources vulnérables ainsi que leur remplacement par une source d'énergie durable revêtent une importance prioritaire pour le Canada et les autres bailleurs de fonds du *Partenariat mondial*.

Le Canada a fait des progrès dans la mise au point de projets visant à protéger les GTR dans la région de la mer Blanche et dans l'Arctique dans le cadre de la coopération bilatérale avec la Russie et d'ententes avec ses autres partenaires. Pour assurer une coordination efficace des apports des bailleurs de fonds, Rosatom a formé un groupe de travail multilatéral sur les GTR.



Les panneaux solaires offrent une source durable d'énergie de remplacement pour les phares autrefois alimentés par des matières hautement radioactives

Photo : Gouverneur de la région de Finnmark, en Norvège



Des matières hautement radioactives susceptibles de servir à la fabrication de « bombes sales » alimentent actuellement les phares dans les régions éloignées du nord de la Russie

Photo : Gouverneur de la région de Finnmark, en Norvège



## Domaine prioritaire 4 : réemploi des spécialistes en armement désaffectés

Du jour au lendemain, la dissolution de l'Union soviétique a laissé sans emploi des dizaines de milliers de spécialistes de l'armement dans la zone de l'ex-URSS. Le Partenariat mondial a jugé qu'il s'imposait de trouver les moyens de réaffecter les compétences et les connaissances de ces chercheurs à des activités scientifiques ayant des fins pacifiques. La communauté internationale estimait qu'à moins qu'on leur offre des possibilités d'emploi durable dans leur domaine professionnel, ils risquaient de céder aux offres séduisantes venant de groupes terroristes ou d'États soupçonnés de se livrer à des activités de prolifération.

Le Centre international des sciences et de la technologie est un organisme intergouvernemental dont le siège se trouve à Moscou. Il est financé principalement par le Canada, les États-Unis et l'Union européenne.

Le CIST coordonne les efforts déployés par les gouvernements, les organismes internationaux et les industries du secteur privé pour donner aux spécialistes de l'armement désaffectés en Arménie, au Bélarus, en Géorgie, au Kazakhstan, en République kirghize, en Russie et au Tadjikistan la possibilité d'appliquer leurs connaissances et de participer à des partenariats internationaux à des fins pacifiques.



et du comité scientifique consultatif<sup>5</sup>. Le Canada s'est engagé à verser jusqu'à 18 millions de dollars par an pour appuyer les projets de recherche du CIST ainsi que divers programmes de réorientation et les activités courantes.

De mars 2004 à mars 2005, le Canada a engagé 10,6 millions de dollars pour 38 projets de recherche scientifique auxquels ont participé 881 chercheurs désaffectés dans diverses disciplines nucléaires, chimiques, biologiques et autres. Participaient également à ces projets, du côté canadien, des collaborateurs issus du gouvernement, de l'industrie et d'établissements universitaires de tout le pays.

Le CIST a créé un département de la sécurité mondiale et de la planification stratégique à la suite de l'adhésion du Canada. Le mandat de ce département recouvre les technologies liées à la sécurité des personnes et des lieux dans les instituts de recherche sur l'armement, de même qu'à la lutte antiterroriste et à des questions comme la non-prolifération, le contrôle des armements et le désarmement. En décembre 2004, le conseil de direction du CIST a approuvé la nomination d'un directeur exécutif adjoint canadien pour diriger le nouveau département.

*« Le mandat du CIST est très noble. Lorsque nous étions étudiants, bon nombre d'entre nous avons eu l'occasion de débattre de la dichotomie entre la guerre et la croissance économique ou de la transformation « des épées en socs de charrue ». Le CIST a poussé ce genre de discussion intellectuelle un peu plus loin pour en faire une réalité. »*

[Traduction libre]

— Allan Poole, coordonnateur principal,  
Direction générale du Partenariat mondial, MAECI,  
allocution au congrès tenu lors du 10<sup>e</sup> anniversaire  
du CIST, 28 octobre 2004

### Projet : Appui au Centre international des sciences et de la technologie

En devenant membre à part entière du CIST en mars 2004, le Canada devenait du même coup le troisième plus important bailleur de fonds des travaux du centre (derrière les États-Unis et l'Union européenne); il est également membre du conseil de direction, composé de six pays,



M. Didier Gambier (à gauche), directeur exécutif adjoint du CIST, et M. James R. Wright (à droite), d'AEC, après la signature du protocole d'entente entre le Canada et le CIST, mars 2004

<sup>5</sup> Le Canada apporte au CIST dix années d'expérience pertinente acquise grâce au programme appuyant le Centre des sciences et de la technologie de l'Ukraine. Ce dernier est actuellement géré par l'Agence canadienne de développement international.



## Comment le Canada étudie les propositions du CIST

Le MAECI coordonne un mécanisme en plusieurs volets pour l'examen des projets proposés par le CIST. Les projets pour lesquels un financement canadien est sollicité sont soumis au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG) afin d'obtenir une évaluation technique et scientifique. Un comité composé d'experts du gouvernement et de chercheurs universitaires classe les propositions selon leur mérite scientifique et se penche sur des éléments tels que les possibilités de commercialisation, le risque d'applications bivalentes et la dimension éthique des projets. Le MAECI soumet également ces propositions à des représentants des ministères et organismes canadiens à vocation scientifique afin de veiller à ce qu'elles soient compatibles avec les politiques et priorités scientifiques et technologiques du Canada et de trouver d'éventuels collaborateurs canadiens. Au cours de ce processus, on met d'abord l'accent sur le respect et la promotion des objectifs de non-prolifération du Canada et des objectifs du *Partenariat mondial*. On évalue également l'applicabilité des lois canadiennes sur l'environnement.



À la suite de la réorientation du programme du CIST, un scientifique montre fièrement les produits biologiques récemment développés par le centre



Scientifique travaillant avec de l'équipement financé par le CIST dans le laboratoire Pouchchino

## Le Centre international des sciences et de la technologie

Le CIST, un organisme qui se consacre à la non-prolifération et dont le siège se trouve à Moscou, a été créé en novembre 1992 dans le cadre d'un accord international conclu par les États-Unis, le Japon, la Russie et l'Union européenne. La Norvège et la République de Corée ont par la suite adhéré au centre à titre de bailleurs de fonds, et cinq pays issus de l'ex-URSS (Arménie, Bélarus, Géorgie, Kazakhstan, République kirghize et Tadjikistan) sont devenus membres du centre à titre de pays bénéficiaires. Dans le cadre de ses volets politique, juridique et financier, le centre permet aux membres d'appuyer des programmes qui réorientent les spécialistes en ADM vers des emplois durables servant à des fins pacifiques. Le CIST permet ainsi aux très nombreux chercheurs restés en Russie et dans les autres pays de l'ex-URSS d'apporter une contribution valable à l'avancement de la science, tout en réduisant le risque de prolifération de l'expertise en ADM.

Le CIST sert de centre d'échange en soumettant aux membres les demandes de financement de projets reçues des chercheurs désaffectés de l'ex-URSS. Les réunions consacrées aux demandes de financement ont lieu trois fois par année (en mars, juillet et octobre). Outre la gestion des projets de recherche, les activités du CIST comprennent également des initiatives pour appuyer la commercialisation des résultats, des mises à niveau de la technologie de l'information, la formation, le recrutement de partenaires et la tenue d'ateliers et de colloques pour aider les spécialistes en armement désaffectés à s'intégrer dans les réseaux scientifiques, techniques et industriels internationaux.

Le programme des partenaires du CIST permet aux gouvernements, aux institutions de recherche et aux ONG de recruter à un coût relativement faible des experts scientifiques capables de mener des activités de recherche et développement. Cette initiative vise surtout à examiner les problèmes mondiaux actuels par la lentille de la R-D dans de nombreux domaines, y compris la réhabilitation environnementale, les sources d'énergie de rechange et les sciences de la vie.



## Avantages pour le Canada

Le CIST a pour objectif d'atténuer les risques suscités par la dissémination des connaissances scientifiques liées aux armements, mais l'adhésion au Centre peut également apporter d'autres bienfaits. Par exemple, les particuliers et les organismes (publics et privés) qui participent aux projets de recherche du CIST à titre de collaborateurs ou partenaires peuvent bénéficier d'un accès privilégié et précoce à de nouvelles technologies mises au point à un coût modéré par des chercheurs de calibre mondial de la Russie et d'autres pays de l'ex-URSS. Cet accès peut contribuer aux objectifs de nombreux ministères et organismes de recherche (par exemple, ceux qui s'intéressent à la surveillance de l'atmosphère, à la protection des frontières ou la décontamination des sols) tout en permettant aux entreprises canadiennes d'améliorer leurs produits et, éventuellement, leur performance à l'exportation. En 2004, le conseil de direction du CIST a reconnu en Pratt & Whitney Canada son principal partenaire industriel canadien.

Les colloques parrainés par le CIST ont donné à des interlocuteurs canadiens l'occasion de rencontrer des chercheurs de l'ex-URSS, de procéder à des échanges d'information et d'explorer des domaines où pourrait s'établir une collaboration future. Certains exemples sont décrits ci-dessous.

- Le Canada a participé à la première Conférence annuelle sur la chimie et la commercialisation, qui a eu lieu à Moscou du 27 au 29 septembre 2004.

Au nombre des participants canadiens se trouvaient des représentants du secteur public (notamment d'Environnement Canada et du Conseil national de recherches) et des milieux universitaires et industriels. Grâce à cette rencontre, des chercheurs canadiens et russes collaborent actuellement à la mise au point de nouvelles propositions qui doivent être présentées au CIST.

- Un atelier sur la sûreté biologique, tenu à Winnipeg en octobre 2004, a permis à des experts du Canada et de l'ex-URSS de poursuivre les discussions sur leur collaboration actuelle et future par l'entremise du CIST. [Cet atelier est décrit de façon plus détaillée dans la section suivante, consacrée au Programme de non-prolifération des armes biologiques.]
- Après l'atelier de Winnipeg, les 13 chercheurs de l'ex-URSS se sont rendus à Ottawa et ont participé, les 18 et 19 octobre, au Troisième forum annuel sur les sciences de Santé Canada, qui a permis de poursuivre les discussions sur les activités de recherche conjointes de chercheurs de l'ex-URSS et d'homologues canadiens représentant un éventail de disciplines.

Ces activités et une foule d'autres ont mené à de nombreuses discussions relativement à des projets auxquels pourraient prendre part des scientifiques gouvernementaux, industriels et universitaires du Canada et de pays issus de l'ex-URSS.

## Les chercheurs russes s'expriment : le CIST est-il efficace?

D'après un sondage sur le rôle et le travail du CIST qui a été mené auprès de 602 chercheurs russes employés dans 20 instituts de recherche, 21 % des répondants envisageraient de travailler dans leur domaine de spécialisation dans un pays comme l'Iran, l'Irak, la République populaire démocratique de Corée ou la Syrie pendant un an. Le sondage a aussi révélé que ceux qui bénéficiaient de subventions du CIST et des pays occidentaux étaient moins susceptibles d'accepter un tel emploi. Dans l'ensemble, 90 % des répondants ont qualifié de « très utiles » les subventions de recherche du CIST; 48 % estimaient que l'aspect le plus utile du CIST est le financement de projets de recherche. La possibilité de se mettre en contact avec des collaborateurs étrangers et de pouvoir voyager constituait un autre élément positif à leurs yeux. De plus, environ 20 % des répondants avaient entrepris un projet de recherche conjoint avec une université ou une entreprise d'un pays occidental.

— Source : Deborah Yarsike Ball et Theodore P. Gerber, *A Survey of Russian Scientists: Is the ISTC Effective?* avril 2004; et *A Survey of Russian Scientists: Assessing Willingness to Work for Rogue States and the Effectiveness of Western Aid*, décembre 2004.



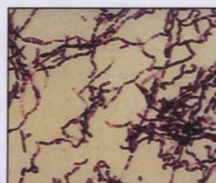
## Autres réalisations

### Programme de non-prolifération biologique

Un élément essentiel du *Partenariat mondial* consiste à freiner la prolifération des armes biologiques. Conformément à l'engagement pris par les dirigeants du G8 au Sommet de 2002 à Kananaskis, le Canada mène plusieurs initiatives en Russie et dans d'autres pays de l'ex-URSS pour empêcher des terroristes et des États soupçonnés de se livrer à des activités de prolifération d'acquérir ou de mettre au point des armes biologiques ou les matières, matériel et technologies connexes. La prolifération des armes biologiques soulève des préoccupations de plus en plus vives, notamment parce qu'un grand nombre d'installations n'ont pas les ressources nécessaires pour protéger convenablement les agents pathogènes et l'équipement servant à fabriquer ces armes mortelles. La vulnérabilité de ces installations réclame notre attention, car pour produire une arme biologique il ne faut qu'une quantité infime de l'agent qui sert à sa fabrication.

En guise de contribution à la non-prolifération des armes biologiques, le Canada est disposé, dans le cadre du *Partenariat mondial*, à aider les pays qui cherchent à :

- promouvoir l'adoption, l'universalisation, le respect intégral et le renforcement de la Convention sur les armes biologiques et à toxines, qui interdit la mise au point, la fabrication, l'acquisition, le stockage et la conservation d'armes biologiques;
- mettre au point et appliquer des mesures efficaces pour comptabiliser et protéger les substances biologiques (sûreté biologique);
- mettre au point et appliquer des mesures efficaces de protection physique dans les installations qui abritent des substances biologiques (sécurité biologique);
- mettre au point et appliquer des contrôles frontaliers, des mesures d'application de la loi et des mécanismes de coopération internationale efficaces de façon à pouvoir détecter, réprimer et interdire le trafic illicite des substances biologiques (par exemple en installant des systèmes de détection, en formant les douaniers et les agents de l'ordre et en coopérant avec d'autres pour suivre le cheminement de ces substances);
- mettre au point, passer en revue et appliquer des contrôles nationaux efficaces sur les exportations et les transbordements des substances qui figurent sur



Les terroristes pourraient s'intéresser à la brucella, un agent de plusieurs maladies chez l'homme et les animaux

les listes de contrôle multilatéral des exportations, de même que sur toute autre substance susceptible de contribuer à la mise au point, à la fabrication ou à l'utilisation d'armes biologiques;

- adopter et renforcer les mesures visant à réduire les stocks d'agents pathogènes et de toxines biologiques dangereux.

La Direction générale du Partenariat mondial du



Un financement est requis pour améliorer la sûreté et la sécurité biologiques dans cette installation où des pathogènes mortels sont stockés dans des conditions inadéquates

MAECI a mis au point une stratégie détaillée relative à la non-prolifération des armes biologiques, qui vient compléter et renforcer les activités entreprises par le Canada dans le cadre du CIST. Sur la base de consultations menées auprès de ses partenaires en Russie, dans l'ex-URSS et au sein de la communauté internationale, le Canada est prêt à mener des initiatives dans les domaines suivants :

- aider à la mise au point et à l'application de normes efficaces et pratiques de sûreté et sécurité biologiques;
- aider à la création d'associations nationales ou régionales de sûreté biologique en Russie et dans les autres pays issus de l'ex-URSS;
- offrir des services de formation sur la sûreté et la sécurité biologiques;
- accorder les fonds nécessaires pour assurer la modernisation des mesures de sûreté et de sécurité biologiques dans les établissements qui revêtent une importance prioritaire du point de vue des stratégies de non-prolifération.



En 2004, le Canada a financé un certain nombre de colloques et d'ateliers qui réunissaient des scientifiques et d'autres experts du Canada et des pays de l'ex-URSS pour discuter de leurs priorités communes et respectives, échanger des idées et étudier les possibilités de collaboration dans le secteur biologique.

- Le Colloque canadien sur les sciences biologiques, tenu à Moscou du 15 au 17 septembre, a permis à 17 représentants officiels et chercheurs du Canada de discuter des priorités de recherche canadiennes dans les secteurs de la biotechnologie et des sciences de la vie avec d'anciens spécialistes des armes biologiques venus d'Arménie, du Bélarus, de la Géorgie, du Kazakhstan, de la République kirghize, de la Russie et du Tadjikistan. Les représentants canadiens, issus des milieux gouvernementaux et universitaires ainsi que du secteur privé, ont rencontré près de 120 chercheurs des principaux instituts de recherche biologique de l'ex-URSS en vue d'élaborer des projets de collaboration.<sup>6</sup>
- L'Atelier sur la sûreté et la sécurité biologiques et la non-prolifération en Asie centrale et dans le Caucase a eu lieu à Almaty, capitale du Kazakhstan, les 20 et 21 septembre. Cet atelier de formation, organisé conjointement par le Monterey Institute of International Studies et le ministère de la santé publique du Kazakhstan, a attiré 70 chercheurs et représentants officiels de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, du Bélarus, de la Géorgie, du Kazakhstan, de la Moldova, de la République kirghize, de la Russie, du Tadjikistan et du Turkménistan, ainsi que des représentants du MAECI, de Santé Canada, de l'Organisation mondiale de la santé et du Monterey Institute.

- Un deuxième atelier a été organisé à Almaty par le Centre de recherche scientifique sur la quarantaine et les zoonoses du Kazakhstan, du 22 au 24 septembre 2004. L'Atelier international sur la surveillance de la peste a réuni pour la première fois depuis la dissolution de l'Union soviétique tous les instituts qui faisaient partie du système de lutte contre la peste dans les pays de l'ex-URSS. Les participants comprenaient des représentants de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, de la République kirghize, du Kazakhstan, de la Russie, du Tadjikistan, du Turkménistan, de l'Ukraine et de l'Ouzbékistan, ainsi que du MAECI, du Laboratoire national de microbiologie à Winnipeg (Manitoba) et de l'Organisation mondiale de la santé. Il s'agissait d'un premier pas vers le rétablissement de contacts entre les différents instituts de lutte contre la peste et la coordination de la surveillance de la maladie dans la région.
- L'Atelier sur la biosécurité dans les laboratoires de confinement élevé, organisé par Santé Canada à Winnipeg du 11 au 15 octobre, a réuni 13 chercheurs venus de la Russie, de la République kirghize et du Tadjikistan qui travaillent directement sur des organismes hautement pathogènes et sur des questions de sûreté biologique. La rencontre a permis aux participants du Canada et de l'ex-URSS d'en apprendre davantage sur les pratiques les plus efficaces en matière de sûreté biologique, d'échanger des idées sur un vaste éventail de questions touchant au bioconfinement et de poursuivre les discussions sur les activités de collaboration actuelle et éventuelle dans le cadre du CIST.



Participants à la Conférence sur la coopération internationale pour la surveillance de la peste, tenue à Almaty, au Kazakhstan, du 22 au 24 septembre 2004. Le Canada a financé cette conférence par l'entremise du Centre international des sciences et de la technologie

<sup>6</sup> Les discussions ont porté sur un vaste éventail de sujets se rapportant à la biotechnologie et aux sciences de la vie dans quatre domaines : soins de santé; protection de l'environnement, qualité de l'eau et salubrité des aliments; agriculture et médecine vétérinaire; sûreté et sécurité biologiques.



## Communications et diffusion de l'information au Canada

Pour assurer l'efficacité de la coopération relative à la réduction des menaces, il faut un éventail de stratégies et de mécanismes permettant de passer en revue la gamme complète des problèmes suscités par les ADM. Le Canada a joué à la fois un rôle de premier plan et un rôle de soutien dans les démarches pour veiller à ce que les appuis envers les objectifs du Partenariat mondial restent solides au sein de la communauté internationale et au pays même.

Les activités de communications et de diffusion de l'information ont constitué un volet important du travail du Programme de Partenariat mondial du Canada au cours de la période initiale. Ces activités ont permis de sensibiliser la population canadienne aux mérites et bienfaits éventuels de l'initiative de réduction concertée des menaces, et facilité la collaboration future des experts canadiens à des projets du *Partenariat mondial*. Les activités entreprises s'inscrivent dans quatre grandes catégories : promotion auprès des milieux universitaires, des milieux industriels et du secteur public, et diffusion de renseignements généraux sur le Programme, notamment au moyen d'exposés auprès de la société civile et de consultations auprès des organismes qui la composent, et par le truchement du site Web du Programme de partenariat mondial ([www.globalpartnership.gc.ca](http://www.globalpartnership.gc.ca)).

*Promotion auprès des milieux universitaires* — Pour établir des contacts dans les milieux universitaires, des représentants de la Direction générale du Partenariat mondial du MAECI ont tenu des séances d'information dans de nombreuses universités (Dalhousie, McGill, Memorial, Mount St. Vincent, Queen's, Saint Mary's et York, Université de l'Île du Prince-Édouard, Université de Toronto et Université du Québec à Montréal<sup>7</sup>). En outre, le Programme de partenariat mondial du Canada a contribué au financement d'une grande conférence universitaire sur le *Partenariat mondial*, organisée à Moscou par le Center for Policy Studies in Russia (PIR) les 23 et 24 avril 2004. Grâce à ces activités, le Programme de partenariat mondial du Canada a établi des liens avec des universitaires et des ONG actives au Canada, en Russie et aux États-Unis.

*Promotion auprès des milieux industriels* — Des représentants de la Direction générale du Partenariat mondial ont mené des activités de promotion auprès de l'industrie à travers le Canada<sup>8</sup> en faisant des exposés dans des entreprises éventuellement aptes à fournir des biens et services aux projets du *Partenariat mondial* ou à

participer aux activités et projets financés par le CIST (voir les sections consacrées au Domaine prioritaire 4 et au Programme de non-prolifération des armes biologiques ci-dessus). Par ailleurs, les entreprises canadiennes peuvent soumissionner des projets du Partenariat pour l'environnement instauré dans le cadre de la Dimension septentrionale de la BERD.

*Promotion auprès du secteur public* — Des séances d'information sur le Programme de partenariat mondial ont eu lieu à l'intention des directions concernées au MAECI et dans d'autres ministères, ainsi qu'à l'intention des députés. Elles ont permis d'établir des rapports de coopération pour recueillir des points de vue différents et d'attirer d'autres experts. Le Groupe consultatif sur le Partenariat mondial, composé de représentants de divers ministères (Défense nationale, Industrie, Santé, Transports, Sécurité publique et Protection civile), constitue un mécanisme important de consultation intergouvernementale.



M. Allan Poole, coordonnateur principal, Affaires étrangères Canada, s'adresse aux participants à la Conférence internationale sur la démantèlement des armes chimiques, Saint Pétersbourg (Russie), mai 2004

<sup>7</sup> Les activités de diffusion d'information auprès des cinq universités de la région de l'Atlantique se sont déroulées du 27 au 29 octobre 2003.

<sup>8</sup> Montréal, 30 octobre 2003; Toronto, 4 novembre 2003; Edmonton, 16 mars 2005; Calgary, 17 mars 2005; Saskatoon, 18 mars 2005.



## Promotion dans l'arène internationale

Le *Partenariat mondial* est une initiative axée sur la coopération. Depuis ses débuts, le Canada a travaillé en collaboration étroite avec les autres membres du G8 et avec des pays extérieurs au sein de groupes spéciaux à tous les niveaux. En sa qualité de premier président du Groupe des hauts fonctionnaires du Partenariat mondial, le Canada a contribué à diriger les activités de promotion destinées à recruter d'autres partenaires parmi les pays extérieurs au G8. Dès le milieu de l'année 2003, six nouveaux pays avaient adhéré au Partenariat et pris des engagements financiers importants, soit la Finlande, les Pays-Bas, la Norvège, la Pologne, la Suède et la Suisse. Les démarches en vue d'obtenir d'autres participations se poursuivent, de sorte que le *Partenariat mondial* compte maintenant 22 membres (les pays participants sont énumérés dans la première section, sous la rubrique « Financement du *Partenariat mondial* »).

Au niveau opérationnel, le Canada copréside actuellement le Contact Experts Group (CEG), composé de 16 pays et organismes internationaux, qui aide à coordonner les travaux de démantèlement des sous-marins. La prochaine réunion du CEG se tiendra à Ottawa en octobre.

En plus de coordonner ses activités avec celles d'autres gouvernements, le Canada a pu négocier un accord avec un donateur non gouvernemental américain, Nuclear Threat Initiative, qui contribue au projet canadien de destruction des armes chimiques à Shchuch'ye.

Le financement accordé en 2004 pour mettre en place et diriger un bureau d'information et de sensibilisation de Green Cross à Izhevsk illustre une autre facette de la stratégie d'information et de communication déployée par la Direction générale du Partenariat mondial pour appuyer les objectifs du *Partenariat*. Comme on l'a souligné plus haut, le bureau a pour mission de renseigner la population russe locale au sujet des installations et des plans relatifs à l'entreposage et à la destruction des armes chimiques.

### Éloge du rôle du Canada au sein du *Partenariat mondial*

L'ancien sénateur Sam Nunn, co-créateur du programme américain de réduction concertée des menaces (Cooperative Threat Reduction Program), a souligné le rôle de premier plan que le Canada joue au sein du *Partenariat mondial* lors d'une conférence de presse donnée le 7 février 2005 à Washington, suivant la signature de l'accord de contribution conclu entre le Canada et NTI :

« Je tiens à féliciter les Canadiens d'avoir assumé un rôle très important en adhérant au *Partenariat mondial* [...] Non seulement ont-ils aidé à stimuler l'accord lui-même, mais ce qui est plus important de notre point de vue, nous voyons constamment le Canada travailler sans relâche pour obtenir des fonds additionnels au moyen des engagements qui doivent être pris et il s'emploie également à convertir les engagements en dollars réels et les dollars en programmes réels. » [Traduction libre]



## Coup d'oeil sur l'avenir

« Dans l'éventail des défis à relever et la gamme des parades possibles, le gouvernement du Canada cherchera à se distinguer sur trois grands fronts : contrer le terrorisme mondial, stabiliser les États en déroute ou fragiles; et lutter contre la prolifération des armes de destruction massive. »

— *Fierté et influence : notre rôle dans le monde* – Énoncé de politique internationale du Canada, avril 2005

## Engagement du Canada

Le gouvernement du Canada a été amené à mettre au point sa Stratégie en matière chimique, biologique, radiologique et nucléaire (CBRN) pour contrer un éventuel recours de groupes terroristes aux armes et matières de destruction massive, notamment à l'encontre de cibles canadiennes. Annoncée le 31 mars 2005 par la ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, la stratégie a pour but de protéger la population canadienne en prenant toutes les dispositions possibles pour prévenir les actes de terrorisme chimique, biologique, radiologique ou nucléaire au pays, ou bien, si de tels incidents se produisent, pour les atténuer et intervenir efficacement. La Stratégie CBRN établit un cadre détaillé pour guider les activités courantes de même que les plans, politiques et initiatives de financement futurs.

Le Programme de partenariat mondial, décrit comme un élément clé de la Stratégie CBRN du Canada, contribue aux engagements pris par le gouvernement, à savoir :

- continuer d'appuyer les démarches de la communauté internationale pour combattre le terrorisme au moyen de mesures cohérentes et compatibles, fondées sur des normes et des pratiques acceptées de tous;
- collaborer avec la communauté internationale en vue d'améliorer la sécurité de l'entreposage et du transport des matières servant à la fabrication d'armes CBRN, ainsi que la destruction sécuritaire de ces armes.

Le gouvernement a publié en avril 2005 un nouvel énoncé de politique étrangère dans lequel il réitère son engagement envers les objectifs du *Partenariat mondial* et envers la réduction concertée des menaces à la sécurité. L'énoncé souligne et renforce la nécessité d'agir avec souplesse au sein des institutions multilatérales afin de promouvoir les objectifs internationaux.

Il apparaît nettement dans ces deux documents officiels que le Canada entend continuer d'adapter et d'utiliser autant de stratégies et de mécanismes qu'il est pratique et nécessaire de le faire pour répondre aux défis et aux menaces que posent les ADM à travers le monde.

« Affaires étrangères Canada [le MAECI] visera à élargir sa contribution au Programme de Partenariat mondial du G8 contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes à d'autres pays décidés à appuyer les objectifs. »

— *Fierté et influence : notre rôle dans le monde*  
– Énoncé de politique internationale  
du Canada, avril 2005

## Le nouveau multilatéralisme

« La nouvelle conception de la souveraineté englobe de plus en plus des responsabilités à l'égard de la communauté internationale et de ses propres citoyens [...] secteurs autour desquels le Canada entend mobiliser la communauté internationale : la 'responsabilité d'empêcher' que des terroristes ou des gouvernements irresponsables acquièrent des armes de destruction massive susceptibles de tuer des millions de personnes innocentes. »

— *Fierté et influence : notre rôle dans le monde* – Énoncé de politique internationale du Canada, avant-propos du premier ministre Paul Martin, avril 2005



## Projets entrepris dans les domaines prioritaires

### Usine de destruction des armes chimiques de Shchuch'ye

Le Canada s'est engagé à verser une contribution initiale pouvant atteindre 10 millions de dollars à divers projets d'infrastructure hautement prioritaires à l'usine de Shchuch'ye (route d'accès, système d'alerte local et voies de communications, décrits plus haut dans le rapport) et il prévoit faire d'autres contributions importantes à la construction de cette usine entre 2005 et 2007.

### Démantèlement des sous-marins nucléaires russes

Un deuxième accord d'application a été conclu pour la période d'avril 2005 à juin 2006. Il prévoit la relocalisation de huit sous-marins, le retrait du combustible dans quatre d'entre eux et le démantèlement de trois autres, le coût pouvant aller jusqu'à 31 millions de dollars; il prévoit également une somme pouvant aller jusqu'à un million de dollars pour l'infrastructure nécessaire. Les négociations en vue d'un troisième accord d'application débiteront à la fin de 2005.

### Appui aux activités du Fonds de sécurité nucléaire de l'AIEA

Le Canada met tout en œuvre pour assurer la réussite du Fonds de sécurité nucléaire et envisage de prolonger l'accord de contribution en vigueur jusqu'en décembre 2006. Les projets que le Canada pourrait financer dans les trois secteurs d'activité (protection physique, détection d'actes malveillants et sécurité des sources radiologiques) comprennent les missions du Service consultatif international sur la protection physique, le projet relatif à la zone d'exclusion de Tchernobyl et la tenue d'un atelier

« Nous avons contribué au renforcement du contrôle international des transferts de technologie nucléaire sensible, à l'amélioration des traités en place et à la formation de coalitions contre des États clés [...] Cet engagement actif se poursuivra, que ce soit à la direction du Programme de Partenariat mondial, qui vise à réduire le risque d'acquisition d'armes de destruction massive par des terroristes dans l'ancienne Union soviétique, ou par notre collaboration continue avec la Russie en ce qui concerne la destruction de déchets de matières fissibles. La sécurité du Canada en dépend. »

— Fierté et influence : notre rôle dans le monde – Énoncé de politique internationale du Canada, avril 2005

régional sur le code de déontologie concernant la sûreté et la sécurité des sources radioactives.

### Protection physique des matières nucléaires

Des projets comportant des mesures destinées à améliorer la comptabilité des matières et les systèmes de contrôle frontalier sont au nombre de ceux qui pourraient bénéficier d'un soutien financier de la part du Canada. On envisage également la possibilité de collaborer avec d'autres membres du *Partenariat mondial*. Le Canada espère financer des projets de protection physique dans trois sites par an.



Participants à l'Atelier international sur le démantèlement des sous-marins nucléaires polyvalents, tenu au chantier Zvezdochka sous les auspices du Groupe de contact des experts



### Protection de sources hautement radioactives dans le nord de la Russie

Le Canada contribuera jusqu'à 500 000 dollars en 2005-2006 au programme entrepris par la Norvège pour retirer, protéger et remplacer des générateurs thermoélectriques à radioisotopes. La Norvège remplacera les GTR par des panneaux solaires pour alimenter les phares en énergie.

Dans le cadre de l'accord bilatéral canado-russe, le Canada étudie la possibilité de fournir une aide financière pour éliminer les goulots d'étranglement dans le traitement des GTR, ce qui constitue une priorité, selon le groupe de travail multilatéral sur les GTR. Par exemple, le Canada pourrait financer l'achat de contenants de transport sûrs et la construction d'entrepôts temporaires pour les GTR.

### Appui au Centre international des sciences et de la technologie

Les plans futurs relatifs à ce projet comprennent un volet qui intéresse directement le Canada :

- mise au point d'un programme national d'information visant à rehausser le profil du CIST au Canada et à recenser d'éventuels collaborateurs aux projets du CIST financés par le Canada;
- promotion du programme des partenaires du CIST;
- mise au point d'un mécanisme permettant de tirer parti des priorités et des programmes d'autres ministères fédéraux dans le cadre des activités de non-prolifération dans l'ex-URSS;

- mise au point de stratégies de collaboration visant un petit nombre d'instituts prioritaires de l'ex-URSS auprès desquels le Canada pourrait exercer une action fructueuse;
- transfert graduel de l'ACDI au MAECI, en 2005-2006, de la responsabilité relative à la participation du Canada au Centre des sciences et de la technologie en Ukraine.

« Affaires étrangères [...] vise[ra] également à l'adoption d'une stratégie destinée à renforcer les mécanismes de conformité et de vérification en ce qui concerne les ADM, et ce en tirant parti de notre avantage compétitif dans des secteurs technologiques clés. »

— Fierté et influence : notre rôle dans le monde – Énoncé de politique internationale du Canada, avril 2005



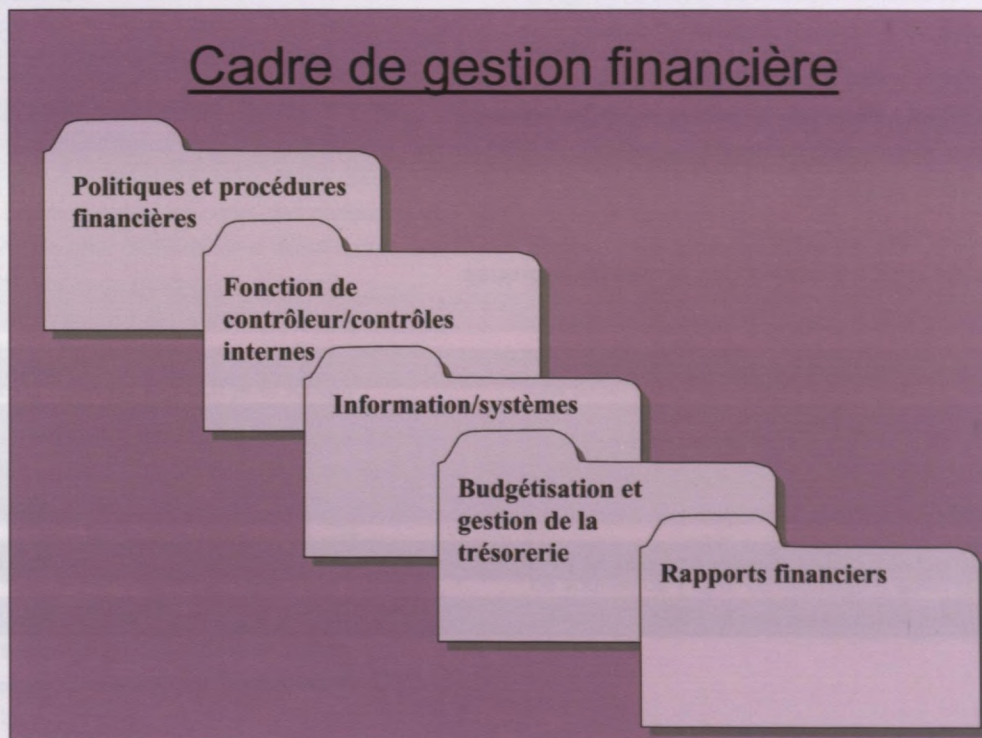
# Utilisation optimale des ressources

## Systèmes de gestion et de responsabilisation financière

Des spécialistes de la gestion de projet de l'industrie et du gouvernement ont mis au point un Cadre de Gestion de Projet, approuvé par les ministres du Conseil du Trésor, pour assurer l'intégrité du Programme de partenariat mondial du Canada. Ce Cadre fournit à la Direction générale du Partenariat mondial une approche qui recouvre toutes les étapes de la durée du projet. Les gestionnaires de projet et leurs équipes sont tenus, conformément aux critères qui régissent les demandes présentées au Conseil du Trésor, de respecter le Cadre de Gestion afin d'assurer une gestion disciplinée et uniforme.

Comme l'exigent également les règles du Conseil du Trésor, tous les projets sont régis par un cadre de vérification axé sur les risques afin d'évaluer les risques inhérents, et par un cadre de gestion et de responsabilisation axé sur les résultats, qui établit un ensemble d'indicateurs de rendement servant à la gestion du programme et à l'établissement de rapports de responsabilisation annuels.

La gestion financière du Programme de partenariat mondial du Canada fait également l'objet d'un contrôle et d'un suivi conformes aux objectifs de la « fonction de contrôleur moderne » du gouvernement fédéral, y compris ceux qui s'appliquent à la gestion efficace des risques, à l'administration, à la responsabilisation et à l'évaluation des résultats. L'ensemble des dépenses et des engagements liés au Programme de partenariat mondial sont soumis aux normes et pratiques établies en vertu de la *Loi sur l'administration des finances publiques* et des règlements et politiques apparentées. En outre, ces décisions sont prises dans le contexte d'un cadre de gestion financière rigoureux qui met l'accent sur le contrôle interne, la diligence raisonnable et la gestion budgétaire prudente. Le cadre de gestion financière se compose essentiellement des éléments compris dans le graphique ci-dessous.





## Programme de partenariat mondial : sommaire des dépenses

### Programme de partenariat mondial : dépenses effectives (en milliers de \$)

	2003-2004	2004-2005
<b>Dépenses directes dans les domaines prioritaires du PPM</b>		
<b>Destruction des armes chimiques</b>		
Projet ferroviaire (usine de destruction de Shchuch'ye)	4 000,0	0,0
Projets d'infrastructure (usine de destruction de Shchuch'ye)	0,0	250,0
Appui aux activités de diffusion de l'information	0,0	120,4
Suivi et administration des projets	40,6	85,2
<b>Sous-total : destruction des armes chimiques</b>	<b>4 040,6</b>	<b>455,6</b>
<b>Démantèlement des sous-marins nucléaires</b>		
Projet de démantèlement des sous-marins nucléaires	0,0	9 457,7
Partenariat pour l'environnement de la Dimension septentrionale de la BERD	32 000,0	0,0
Suivi et administration des projets	25,1	1 191,3
<b>Sous-total : démantèlement des sous-marins nucléaires</b>	<b>32 025,1</b>	<b>10 649,0</b>
<b>Réemploi des anciens chercheurs soviétiques en armement</b>		
Projets	11 380,3	0,0
Programmes complémentaires	4 658,0	2 854,1
Administration et activités du CIST	2 433,2	456,0
Suivi et administration des projets	7,8	233,9
<b>Sous-total : réemploi des anciens chercheurs soviétiques en armement</b>	<b>18 479,3</b>	<b>3 544,0</b>
<b>Sécurité nucléaire et radiologique</b>		
Fonds de sécurité nucléaire de l'AIEA	2 983,5	1 016,5
Fermeture d'un réacteur nucléaire (Zheleznogorsk)	0,0	9 000,0
Suivi et administration des projets	64,2	187,3
<b>Sous-total : sécurité nucléaire et radiologique</b>	<b>3 047,7</b>	<b>10 203,8</b>
<b>Destruction des armes biologiques</b>		
Biosûreté et biosécurité	0,0	80,5
Administration du programme	12,3	17,5
<b>Sous-total : destruction des armes biologiques</b>	<b>12,3</b>	<b>98,0</b>
Coûts opérationnels	2 045,1	2 349,9
<b>Dépenses directes totales (dépenses du PPM)</b>	<b>59 650,1</b>	<b>27 300,3</b>
<b>Dépenses indirectes du PPM</b>		
Vérification et évaluation	0,0	250,0
Coûts opérationnels indirects	1 465,0	2 132,7
<b>Dépenses indirectes totales (financées par le PPM)</b>	<b>1 465,0</b>	<b>2 382,7</b>
<b>Total des activités financées par le PPM</b>	<b>61 115,1</b>	<b>29 683,0</b>



## ANNEXE A : Résumé des engagements des autres membres du Partenariat mondial<sup>9</sup>

**Allemagne** — L'Allemagne a annoncé une contribution pouvant atteindre 1,5 milliard d'euros pour le démantèlement des sous-marins nucléaires, la destruction des armes chimiques et la sécurité nucléaire et radiologique. Les projets financés comprennent notamment la construction d'un entrepôt provisoire à long terme à Sayda Bay pour faciliter le démantèlement de sous-marins, la modernisation de la protection physique de matières fissibles et la construction d'usines de destruction des armes chimiques à Gorny et Kambarka.

**Danemark** — Le Danemark s'est engagé à verser 17 millions d'euros, somme qui servira principalement à des projets liés au secteur nucléaire.

**États-Unis** — Les États-Unis sont de loin le plus grand bailleur de fonds du *Partenariat mondial*. En effet, ils ont annoncé une contribution de 10 milliards de dollars US (soit environ 1 milliard de dollars par an pendant dix ans) pour financer la gamme complète des activités de non-prolifération qui relèvent du *Partenariat*. Voici quelques-uns des engagements annoncés en 2004 :

- Environ 590 millions de dollars US sont affectés à des projets en cours liés au secteur nucléaire, la priorité étant la protection et l'élimination de l'uranium hautement enrichi et du plutonium militaire.
- Environ 200 millions de dollars US sont destinés à la destruction d'armes chimiques, affectés principalement à la poursuite de la construction de l'usine de Shchuch'ye. En outre, des projets ont été financés pour démanteler et démilitariser d'anciennes usines de production d'armes chimiques à Volgograd et Novocheboksarsk et pour améliorer la sécurité des armes chimiques entreposées à Planovy/Shchuch'ye et Kizner.
- Environ 54 millions de dollars US ont été consacrés à des projets visant à freiner la prolifération des armes biologiques en Géorgie, au Kazakhstan, en Ouzbékistan et en Russie. Quelque 100 millions de plus ont été affectés à des programmes visant à réorienter les connaissances et l'expertise des chercheurs désaffectés spécialisés en armes biologiques (et chimiques) par l'entremise du CIST et du CSTU.

- Environ 76 millions de dollars ont été affectés à un éventail de projets visant à améliorer les contrôles à l'exportation et la sécurité aux frontières.

**Finlande** — La Finlande a annoncé une contribution de 15 millions d'euros, destinée surtout à financer des projets dans le secteur nucléaire (surtout dans le nord-ouest de la Russie et en Ukraine), y compris dans le volet « sécurité nucléaire » du Fonds de soutien du PEDS, la protection physique de matières nucléaires et la gestion des déchets nucléaires. Ces engagements comprennent une somme de 1,85 million d'euros affectée à des projets relatifs aux armes chimiques.

**France** — La contribution française, de 750 millions d'euros, sera affectée à des projets relatifs aux armes nucléaires, chimiques et biologiques. Les engagements à ce jour comprennent 70 millions d'euros versés au Groupe multilatéral pour l'élimination du plutonium; 40 millions d'euros au Fonds de soutien du volet « sûreté nucléaire » du PEDS; 17 millions d'euros au profit du démantèlement des sous-marins; 9 millions d'euros pour la destruction des armes chimiques; et 5 millions d'euros pour la sûreté et la sécurité biologiques des installations russes de confinement d'agents biologiques.

**Italie** — La majeure partie de la contribution d'un milliard d'euros annoncée par l'Italie sera affectée au démantèlement de sous-marins nucléaires et à des usines de destruction des armes chimiques (à Pochep et Shchuch'ye).

**Japon** — Le Japon a annoncé une contribution de 200 millions de dollars US, dont 100 millions pour le programme d'élimination du plutonium, et différents engagements financiers dans des projets de démantèlement des sous-marins nucléaires de la flotte du Pacifique.

**Norvège** — La Norvège a annoncé une contribution de 100 millions d'euros à des projets de sécurité nucléaire, notamment le démantèlement des sous-marins, la protection des GTR et le volet « sûreté nucléaire » du Fonds de soutien du PEDS. La Norvège a aussi contribué à la construction des infrastructures à l'usine de Shchuch'ye.

<sup>9</sup> Ces renseignements sont tirés des deux premiers rapports annuels du Royaume-Uni sur le *Partenariat mondial*, du *G8 Consolidated Report of Global Partnership Projects*, juin 2004 et du *G8 Global Partnership Consolidated Report*, juillet 2005.



**Pays-Bas** — Les Pays-Bas ont annoncé une contribution de quelque 24 millions d'euros, dont la moitié sera affectée à des projets de destruction d'armes chimiques (à l'usine de Kambarka, notamment). D'autres contributions ont été versées au Fonds de soutien du volet « sûreté nucléaire » du PEDS; enfin, d'autres sommes seront affectées à l'élimination du plutonium et à la gestion du CNI

**Pologne** — La Pologne s'est engagée à verser 10 000 dollars US par an à un programme bilatéral de destruction d'armes chimiques en Russie; elle contribue au financement d'un programme d'emploi d'anciens chercheurs en armement au Parc technologique polono-russe.

**République de Corée** — La République de Corée a annoncé une contribution d'environ 2,8 millions de dollars US, qui sera destinée principalement à l'embauche, par l'intermédiaire du CIST, de spécialistes en armement désaffectés.

**Royaume-Uni** — Le Royaume-Uni est actif dans les quatre domaines prioritaires du *Partenariat mondial*, ayant annoncé une contribution de 750 millions de dollars US dans le cadre du *Partenariat*. Cet engagement comprend les rubriques suivantes : 10 millions de livres sterling par an pour le démantèlement de sous-marins nucléaires; 70 millions de livres sur dix ans pour l'élimination du plutonium; jusqu'à 5 millions de dollars par an pour la protection physique des matières nucléaires; 5,5 millions de livres par an pour le programme permanent de sûreté nucléaire à travers l'ex-URSS; jusqu'à 100 millions de dollars US pour la destruction des armes chimiques; de 5 à 6 millions de livres par an pour des projets favorisant le réemploi d'anciens spécialistes en armement.

Le Royaume-Uni aide les pays de l'ex-URSS à se défaire des ADM dont ils ont hérité depuis les années 1990. Après avoir passé ses dépenses en revue en 2000, il a mis sur pied un « programme de gestion de l'héritage nucléaire » afin de mieux cibler les efforts. Dans le but de faciliter la collaboration et la coopération internationales vis-à-vis la destruction des armes chimiques à Shchuch'ye, le Royaume-Uni a signé avec le Canada, la République tchèque, l'Union européenne, la Norvège et la Nouvelle-Zélande des accords en vertu desquels il se charge de réaliser des projets financés par ces pays donateurs.

**Russie** — La Russie a annoncé une contribution de 2 milliards de dollars US aux travaux en cours dans deux grands domaines prioritaires, soit le démantèlement des sous-marins nucléaires et la destruction des armes chimiques. Grâce à l'aide étrangère, on procède à l'heure actuelle au démantèlement de plus de 65 % des sous-marins nucléaires déclassés des flottes du Nord et du Pacifique. Toutes les armes chimiques de catégorie 2 et 3 ont été détruites et les travaux se concentrent maintenant sur les armes de catégorie 1 (grâce à une aide substantielle de la communauté internationale).

**Suède** — La Suède a annoncé une contribution de 10-millions d'euros aux volets « sûreté nucléaire » et « environnement » du PEDS et un apport de 20 millions de dollars US à des projets de sécurité nucléaire et biologique. La majeure partie de ce dernier engagement est destinée à des projets de sécurité nucléaire dans l'ex-URSS et à des projets de sûreté nucléaire (surtout dans le nord-ouest de la Russie et en Lituanie). Environ 130 000 dollars US sont destinés à des projets de sûreté et biosécurité biologiques qui font appel à la coopération d'instituts russes, suédois et ukrainiens.

**Suisse** — La Suisse a annoncé une contribution de 15 millions de francs suisses pour la construction d'usines de destruction d'armes chimiques à Kambarka et Shchuch'ye.

**Union européenne** — L'Union européenne a annoncé une contribution d'un milliard d'euros pour des projets liés aux matières nucléaires et chimiques, la réinsertion des spécialistes en armement désaffectés et l'amélioration des contrôles à l'exportation et de la sécurité frontalière dans les pays de l'ex-URSS. La majeure partie des fonds sera affectée aux programmes TACIS<sup>10</sup> pour assurer la sécurité des installations nucléaires en Arménie, au Kazakhstan, en Russie et en Ukraine, ainsi qu'à la réinsertion des chercheurs désaffectés.

Pour en savoir plus, on consulte avec profit le site Web du Programme de partenariat mondial du Canada [<http://www.partenariatmondial.gc.ca>]. Sélectionner « Liens » pour consulter une liste des pages Web d'autres organismes et gouvernements renfermant des documents relatifs au *Partenariat mondial*.

<sup>10</sup> TACIS désigne le Programme d'assistance technique à la Communauté des États indépendants, un programme d'aide de l'UE destiné aux pays de l'ex-URSS, lancé en 1991.



## Acronymes

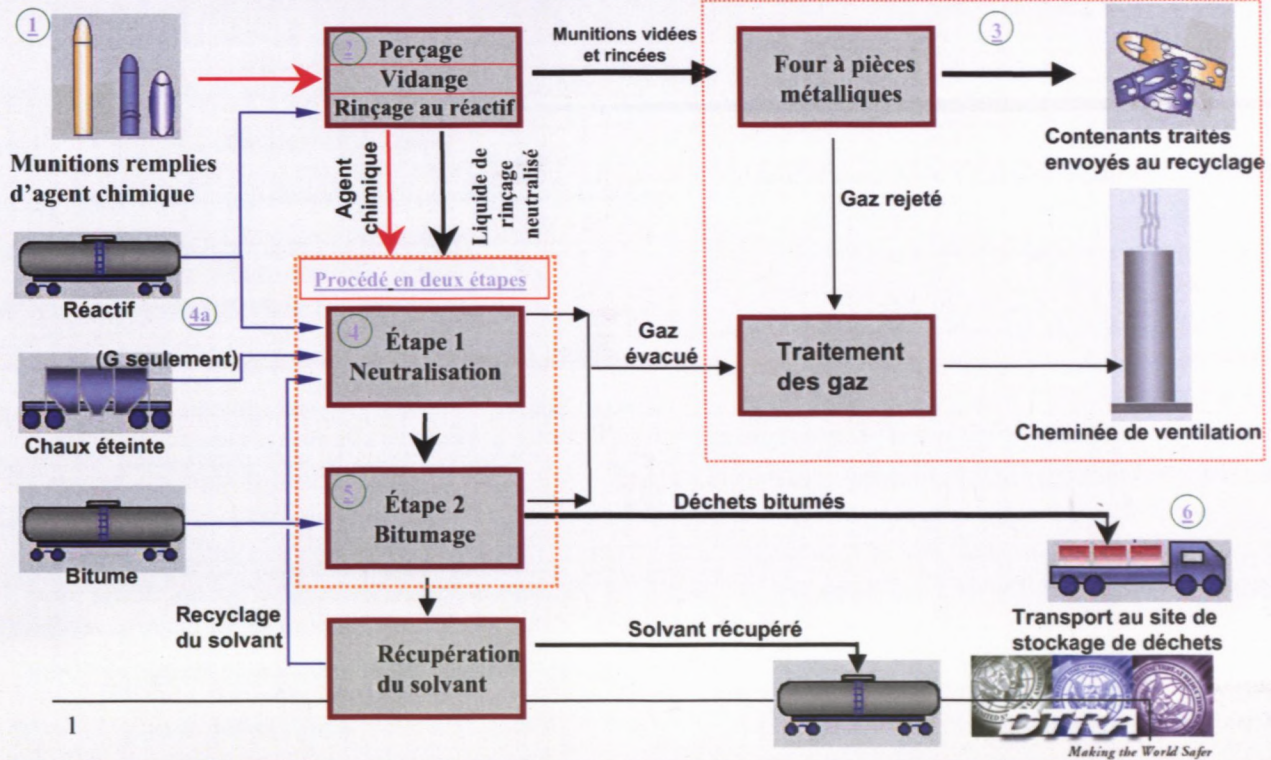
ADM	armes de destruction massive
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BSIP	bureau de sensibilisation et d'information publiques
CAC	Convention sur les armes chimiques
CBRN	chimique, biologique, radiologique et nucléaire
CIST	Centre international des sciences et de la technologie (Moscou)
CNI	combustible nucléaire irradié
CRSNG	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada
CSTU	Centre des sciences et de la technologie (Ukraine)
ex-URSS	ancienne Union des républiques socialistes soviétiques
FSN	Fonds de sécurité nucléaire
GHFPM	Groupe des hauts fonctionnaires du Partenariat mondial
GTPM	Groupe de travail du Partenariat mondial
GTR	générateur thermoélectrique à radioisotopes
MAECI	ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
NTI	Nuclear Threat Initiative
ONG	organisation non gouvernementale
PEDS	Partenariat pour l'environnement instauré dans le cadre de la Dimension septentrionale
Rosatom	agence fédérale de l'énergie atomique de la Russie
SCIPP	Service consultatif international sur la protection physique
SPN	sous-marin à propulsion nucléaire
UE	Union européenne
UGEUEF	Usine de génie de l'entreprise unitaire d'État fédérale





### Addenda

Ce graphique complète l'information de la page 25 du texte français.



Processus de destruction d'armes chimiques en Russie

Ceci est une traduction non officielle d'une publication officielle du Gouvernement des États-Unis disponible en anglais seulement.

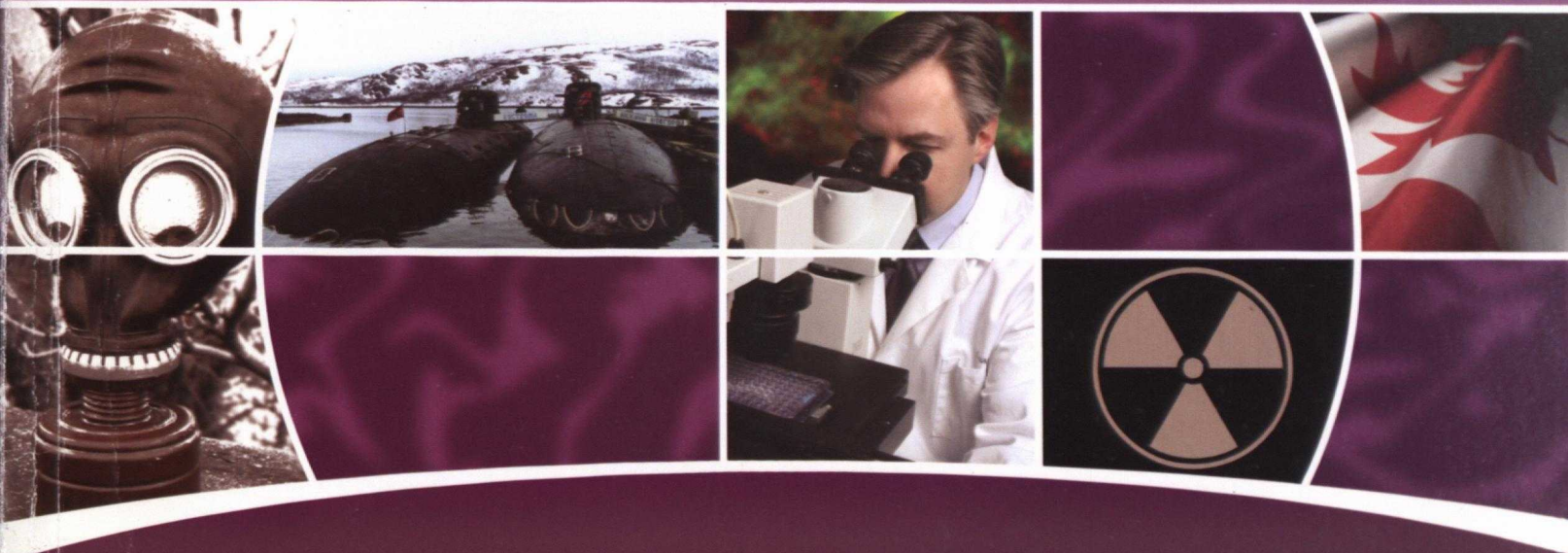


Department of Foreign Affairs  
and International Trade  
(Affaires étrangères)

Ministère des Affaires étrangères  
et du Commerce international  
(Affaires étrangères)

doc  
CA1  
EA410  
2005G46  
EXF

# Global Partnership Program



## Securing the Future

[www.globalpartnership.gc.ca](http://www.globalpartnership.gc.ca)

Canada



.b 4105461 (E)  
.b 4105473 (F)

Dept. of Foreign Affairs  
Min. des Affaires étrangères

MAR 15 2007

Return to Departmental Library  
Retourner à la bibliothèque du Ministère

# Table of Contents

Message from the Minister .....	7
Executive Summary .....	7
<b>Background</b> .....	7
A Global Problem, A Global Response .....	7
The International Threat .....	8
Meeting the Challenge .....	8
The Global Partnership: An Overview .....	8
Principles .....	13
Guidelines .....	13
Funding the Global Partnership .....	13
Priorities for Action .....	17
Monitoring Progress .....	17
Future Directions .....	18
<b>Canada and the Global Partnership Program</b> .....	19
Setting the Stage .....	19
Canada's Role and Priorities .....	19
Building the Team .....	20
Creating the Legal Framework .....	21
Other Key Arrangements .....	22
Canada's Response to the Global Partnership Priority Areas .....	23
Priority Area 1: Destruction of Chemical Weapons .....	23
Priority Area 2: Dismantlement of Nuclear Substances .....	23
Priority Area 3: Nuclear and Radiological Security .....	23
Priority Area 4: Repatriation of Former Weapons .....	23
Other Achievements .....	38
Biological Non-Proliferation Program .....	38
Communications and Outreach in Canada .....	40
International Outreach .....	41
Looking Ahead .....	42
Canada's Commitment .....	42
Priority Area Projects .....	43
<b>Ensuring Value</b> .....	45
Financial Monitoring and Accountability .....	45
Spending Summaries .....	46
Appendix A: Summary of Other Global Partnership Member Commitments .....	47
Acronyms .....	49

# Global Partnership Program

## Securing the Future

179 71516 (F) 179 71517 (C)

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, reproduced by the Minister of Foreign Affairs, 2002.  
Catalogue No.: F84-91/2002  
ISBN: 0-662-82309-1



10-10-2014  
10-10-2014

Page 1  
MAR 1 2005  
Library of Parliament

# Global Partnership Program

## Securing the Future

10-10-2014  
10-10-2014

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, represented by the Minister of Foreign Affairs, 2005

Catalogue No.: FR4-9/2005

ISBN : 0-662-69309-4



# Table of Contents

Message from the Minister .....	7
Executive Summary .....	9
<b>Background .....</b>	<b>12</b>
A Global Problem, A Global Response .....	13
The International Threat .....	13
Meeting the Challenge .....	14
The <i>Global Partnership</i> : An Overview .....	15
Principles .....	15
Guidelines .....	15
Funding the <i>Global Partnership</i> .....	16
Priorities for Action .....	17
Monitoring Progress .....	17
Future Directions .....	18
<b>Canada and the Global Partnership Program .....</b>	<b>19</b>
Setting the Stage .....	19
Canada's Role and Priorities .....	19
Building the Team .....	20
Creating the Legal Framework .....	21
Other Key Arrangements .....	22
Canada's Response to the <i>Global Partnership</i> Priority Areas .....	23
Priority Area 1: Destruction of Chemical Weapons .....	23
Priority Area 2: Dismantlement of Nuclear Submarines .....	28
Priority Area 3: Nuclear and Radiological Security .....	32
Priority Area 4: Redirection of Former Weapons Scientists .....	35
Other Achievements .....	38
Biological Non-Proliferation Program .....	38
Communications and Outreach in Canada .....	40
International Outreach .....	41
Looking Ahead .....	42
Canada's Commitment .....	42
Priority Area Projects .....	43
<b>Ensuring Value .....</b>	<b>45</b>
Financial Monitoring and Accountability Systems .....	45
Spending Summaries .....	46
Appendix A: Summary of Other <i>Global Partnership</i> Member Commitments .....	47
Acronyms .....	49



## Message from the Minister

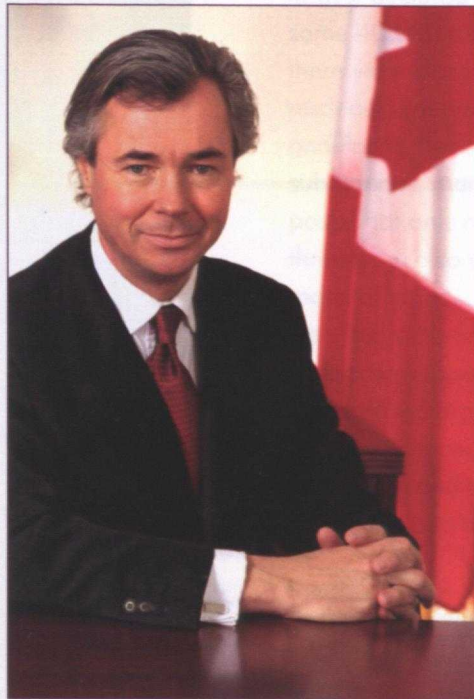
It is with great pleasure that I present to Parliament this inaugural report on Canada's participation in the *G8 Global Partnership Against the Spread of Weapons and Materials of Mass Destruction*. This initiative demonstrates what countries can accomplish when they agree to work cooperatively toward their common goal of creating a secure international environment.

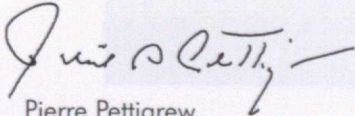
At the G8 Kananaskis Summit in 2002, Canada assumed a leadership role in creating the *G8 Global Partnership* and made a substantial commitment of up to \$1 billion over 10 years to address the threats posed by the Cold War legacy of weapons of mass destruction and related materials, initially in Russia. Making such a commitment is one thing; making good on it is another. Over the past three years, we have worked diligently and have successfully established a program—Canada's Global Partnership Program—that is making important contributions to both domestic and international security.

The Global Partnership Program is one of Canada's key security enhancement programs. These

programs, which also include the new Global Peace and Security Fund, the Landmine Action Task Force, the Counter-Terrorism Capacity Building Program, and the Human Security Program, constitute a new generation of funded mechanisms that deliver policy through direct project implementation. Together, they respond to the priorities set out in *Canada's International Policy Statement* issued in April 2005 and offer a vibrant reminder that Canada has an important role to play in international affairs.

I am especially pleased with Canada's *Global Partnership* accomplishments since Kananaskis. Starting from a nominal non-proliferation assistance program in 2002, we have been able to complete a legal framework with Russia, create a bureau to administer the Global Partnership Program, and turn our commitments into effective actions. I invite all Canadians to read this report and take pride in how we are meeting our international responsibilities.



  
Pierre Pettigrew,  
Minister of Foreign Affairs



## Executive Summary

*"One truth is undeniable: security in the 21st century is a common interest, and a shared responsibility."*

*—Canada's International Policy Statement: A Role of Pride and Influence in the World, April 2005.*



*"There is no contradiction between Canada doing well and Canada doing good. Canada benefits directly when the world is more secure. ... If we are to take our responsibilities seriously to ourselves and the Canadian generations to follow, then we must take our responsibilities to the global community seriously as well."*

*—Canada's International Policy Statement: A Role of Pride and Influence in the World, Foreword by Prime Minister Paul Martin, April 2005.*

The dissolution of the Soviet Union in 1991 represented a critical and memorable turning point in recent history, but it did not end the most serious threat from the Cold War era. In fact, it created new challenges, not the least of which stemmed from the formidable legacy associated with Soviet weapons of mass destruction (WMD) programs. This legacy extended beyond the Soviet WMD arsenal to include associated materials and expertise that continue to pose serious security risks. Facilities across the former Soviet Union were home to an estimated

600 tonnes of highly enriched uranium and weapons-grade plutonium; this material was in addition to the significant quantities incorporated into nuclear weapons. Still other facilities contained the world's largest declared stockpile of chemical weapons, at some 40,000 tonnes. Apart from these materials, there were close to 200 retired and vulnerable nuclear-powered submarines from Russia's Northern and Pacific fleets awaiting dismantlement. These submarines, many with spent nuclear fuel on board, posed not only nuclear and radiological proliferation threats but also environmental risks. Beyond this material legacy, the dissolution of the Soviet Union also had a human impact as tens of thousands of former weapons scientists were suddenly left unemployed or underemployed. The difficulties these individuals faced were exacerbated by the atmosphere of political and economic instability that followed in the region and in other parts of the world.

Addressing this Cold War legacy was an enormous task and one well beyond the capacity of Russia and other countries of the former Soviet Union. A few nations responded in the 1990s with a number of bilateral and multilateral projects to help deal with the





risks posed by these weapons and the infrastructure that supported their production. Some progress was made, most notably through the United States' Cooperative Threat Reduction program initiated by Senators Sam Nunn and Richard Lugar, but much more work was required. The terrorist attacks in the United States on September 11, 2001, provided a tragic reminder of the seriousness of terrorist threats and underscored the urgency of preventing terrorists and states of proliferation concern from adding weapons and materials of mass destruction to their repertoires. They also provided the catalyst for the formation of the G8 *Global Partnership Against the Spread of Weapons and Materials of Mass Destruction*.<sup>1</sup>

The *Global Partnership* has strong links to Canada. It was launched at the G8 Kananaskis Summit in June 2002 to indicate strong political support and provide a framework for increased cooperation in global threat reduction. At this summit, G8 leaders committed to raising up to US\$20 billion over a 10-year period to support projects that would address the Cold War WMD legacy.



Final negotiations of the Global Partnership at Kananaskis, June 2002

Canada, as host of the 2002 Summit, played a pivotal role in shaping the *Global Partnership*, particularly in drafting the principles and guidelines that underpin the *Partnership's* activities. Serving as the first chair of the Global Partnership Senior Officials Group, Canada led the initiative during

the early stages of implementation—securing initial financial commitments, facilitating the development of multilateral and bilateral projects, and broadening the *Partnership* beyond G8 members.

By the time of the G8 Summit at Sea Island in June 2004, 13 additional countries had joined the *Global Partnership* and overall commitments were in the US\$19-billion range. These commitments targeted a range of projects, with special emphasis on activities in the four areas identified as priorities by G8 leaders:

- the destruction of chemical weapons;
- the dismantlement of nuclear submarines;
- the disposition of fissile materials; and
- the redirection of former weapons scientists.

Canada's Global Partnership Program was launched in September 2002. Initial efforts focused on establishing the organization, defining the Program's structure, and recruiting specialized expertise. Once this initial base was established, it became possible to negotiate the bilateral and multilateral agreements and specific contractual arrangements that enable projects to move ahead. Canada's Global Partnership Program is now fully operational. It is implementing projects in all the priority areas, and it is working with the Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT)'s Audit and Evaluation Bureau to ensure that the necessary systems are in place to meet or exceed Canadian standards for accountability and comptrollership.

Milestones and achievements of Canada's Global Partnership Program are listed below:

- The Global Partnership Bureau was created in September 2002 as a new unit within DFAIT. The Bureau began assembling a team of experts and establishing the infrastructure abroad to oversee program development and implementation in all four priority areas of the *Global Partnership*.

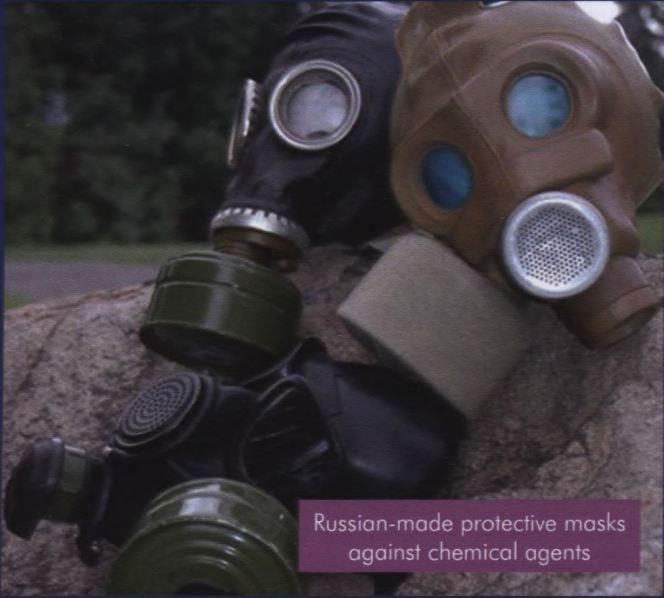
<sup>1</sup> Also referred to as the "Global Partnership" or "Partnership."



- The Government of Canada, fulfilling its Kananaskis commitment to provide up to \$1 billion for *Global Partnership* programming over 10 years, authorized the funding of projects beginning in fiscal year 2003–04.
- A Canada–United Kingdom memorandum of understanding (MOU) was signed in November 2003, enabling Canada to support the construction of a key chemical weapons destruction facility in Russia through the U.K.’s bilateral agreement with that country.
- The signature of another MOU in December 2003 enabled Canada, through the Moscow-based International Science and Technology Center (ISTC), to contribute to research projects and supplemental programs that support the redirection of former Soviet weapons scientists into peaceful and sustainable employment.
- In March 2004, Canada acceded to the ISTC as a full party. By March 2005, Canada had committed approximately \$10.6 million to 38 projects, involving 881 former weapons scientists.
- In March 2004, Canada finalized arrangements with the European Bank for Reconstruction and Development and the International Atomic Energy Agency to fund projects that will secure nuclear and other radioactive materials.
- The Canada–Russia Bilateral Agreement was signed in June 2004 to cover cooperative projects in the fields of nuclear security, chemical weapons destruction and submarine dismantlement. This agreement governs a significant proportion of Canada’s funding commitment to the *Global Partnership*.
- In the fall of 2004, Canada supported or organized six workshops and conferences to promote exchanges between scientists and researchers from Canada and the former Soviet Union; these activities were aimed at encouraging future collaboration on projects consistent with *Global Partnership* priorities.
- In June 2004, Canada signed an arrangement to defuel and dismantle three decommissioned Russian nuclear submarines.
- In January 2005, Canada and the U.K. signed a second MOU in Moscow to provide the framework for additional Canadian contributions to the construction of the Shchuch’ye chemical weapons destruction facility. These contributions included an initial \$10 million for key industrial infrastructure projects.
- In February 2005, Canada signed an agreement with the U.S.-based non-governmental organization (NGO) Nuclear Threat Initiative (NTI). NTI will contribute US\$1 million through Canada to the railway project at the Shchuch’ye chemical weapons destruction facility. This funding represents the first major NGO contribution to *Global Partnership* programming.
- In March 2005, Canada and the United States signed an MOU to expedite the shutdown of the Zheleznogorsk nuclear reactor, one of three remaining weapons-grade plutonium-producing nuclear reactors in Russia.
- Disbursements by Canada’s *Global Partnership* Program in the four priority programming areas totalled \$59.7 million in 2003–04 and just over \$27.3 million in 2004–05.



## Global Partnership Activities



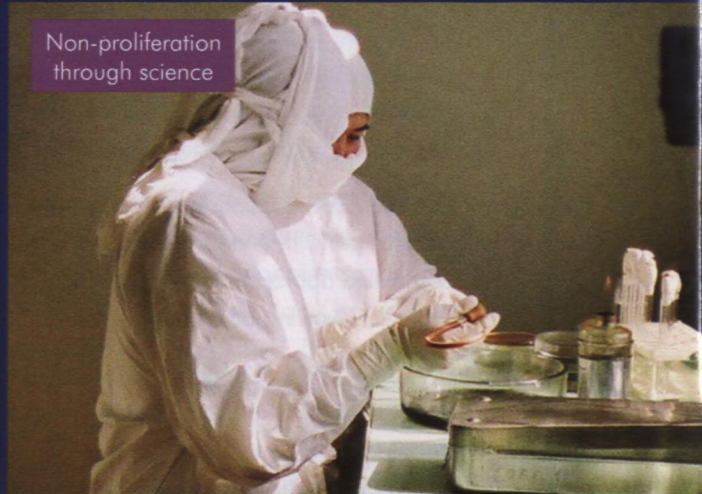
Russian-made protective masks against chemical agents



Submarine hull #643 in drydock



Perimeter security fences to help ensure that terrorists do not gain access to dangerous nuclear materials  
Photo Credit: Canadian Nuclear Safety Commission



Non-proliferation through science

## Background

*"In 2003, the global security environment was characterized by a level of instability not seen in years. There is a clearly demonstrated willingness by individuals, groups and states to use violence in support of political, religious, ideological and territorial agendas. Preferred target venues include locations that could yield maximum destruction and casualties, and the potential for use of weapons of mass destruction remains of primary concern."*

*—Canadian Security Intelligence Service: 2003 Public Report.*



# A Global Problem, A Global Response

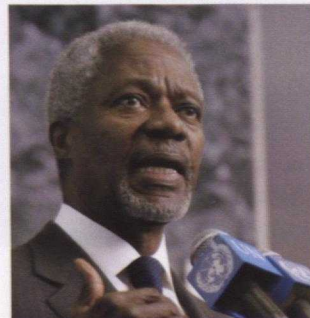
## The International Threat

More than 15 years after the fall of the Berlin Wall, the problems posed by the weapons of mass destruction (WMD) produced and stockpiled during the Cold War remain a serious threat to global security. The coordinated attacks in the United States on September 11, 2001, demonstrated just how well organized and financed terrorist networks had become and how vulnerable the world would be if WMD were to fall into terrorist hands. The vast stockpiles of such materials, the randomness and scale of subsequent attacks against civilian populations, and the growing sophistication of terrorist organizations in the 21st century have confirmed the urgency of properly securing and disposing of WMD stocks.

This is a complex and daunting task. Following the breakup of the Soviet Union, Russia became the central storage point for vast quantities of WMD and related destructive and dangerous materials. These include:

- approximately 40,000 tonnes of chemical weapons (CW);
- large stockpiles of fissile materials, including highly enriched uranium (HEU) and weapons-grade plutonium (the key ingredients of nuclear weapons); and
- decommissioned nuclear submarines with spent nuclear fuel on board.

As well, tens of thousands of former weapons scientists in the region lost a major source of income as they became unemployed or underemployed. The marketable expertise of these scientists and the difficult economic prospects facing many of them made them highly vulnerable to offers from terrorist groups or states of proliferation concern. Even a relatively small number of experts willing to pass on WMD expertise to the wrong people could seriously impact global security.



Kofi Annan, Secretary-General, United Nations

*We live in a world of excess hazardous materials and abundant technological know-how, in which some terrorists clearly state their intention to inflict catastrophic casualties.*

*Were such an attack to occur, it would not only cause widespread death and destruction, but would stagger the world economy and thrust tens of millions of people into dire poverty.*

—Secretary-General Kofi Annan's keynote address to the Closing Plenary of the International Summit on Democracy, Terrorism and Security – "A Global Strategy for Fighting Terrorism" Madrid, Spain, 10 March 2005



## Meeting the Challenge

*"The threat posed by the proliferation of weapons of mass destruction (WMD)—nuclear, chemical and biological weapons and their means of delivery—is complex and global, undermining both Canadian national security and global stability."*

*—Canadian Security Intelligence Service: 2003 Public Report.*

The magnitude and scope of the Cold War WMD legacy in Russia and other countries of the former Soviet Union (FSU) dictated the need for a truly multilateral and cooperative solution. Initiatives from the international community in the early 1990s, led by U.S. Senators Sam Nunn and Richard Lugar, set the stage for more concerted action. The U.S. Cooperative Threat Reduction program, launched in 1991, now includes programs implemented by the Defense, Energy and State departments and other agencies and responds to a full range of proliferation concerns. Approximately US\$7.9 billion was directed by the U.S. over a 12-year period to help Russia and other former Soviet states reduce the risk posed by their WMD stockpiles.

Canada was also active multilaterally during the 1990s to address chemical, biological and nuclear WMD concerns through a number of international instruments and organizations. These included, for example, the Chemical Weapons Convention (CWC),



Photo Credit: Office of Senator Lugar

During a visit to the chemical weapons depository at Shchuch'ye, Russia in December 2000, Senator Lugar demonstrates the proliferation risk by placing an 85mm chemical shell into an ordinary briefcase

the Biological and Toxin Weapons Convention, the Nuclear Non-Proliferation Treaty and the International Atomic Energy Agency (IAEA).

Although considerable progress had been made, there remained a need for a methodical and committed approach to the risks posed by vulnerable WMD, principally in Russia and other FSU countries. It fell on the G8 countries to take the lead and provide the framework and political support for a new, coordinated threat reduction initiative.

Under Canada's leadership, the *G8 Global Partnership Against the Spread of Weapons and Materials of Mass Destruction*<sup>2</sup> was launched at the Kananaskis meeting of G8 leaders in June 2002. The G8 agreed to contribute up to US\$20 billion over a 10-year period for projects to address non-proliferation, disarmament, counterterrorism and nuclear safety issues. The initial geographic focus for *Global Partnership* initiatives was Russia. However, the G8 also indicated a willingness to enter into negotiations with other countries, particularly those of the former Soviet Union, for inclusion in the *Partnership*.

*"We must anticipate that terrorists will use weapons of mass destruction if allowed the opportunity. The minimum standard for victory in this war is the prevention of any terrorist cell from obtaining weapons or materials of mass destruction. We must make certain that all sources of WMD are identified and systematically guarded or destroyed."*

*—The Lugar Survey on Proliferation Threats and Responses, June 2005.*

*"... all countries face new and diverse challenges. Terrorists have harnessed the modern tools of globalization and exploited our open societies with devastating effect."*

*—Canada's International Policy Statement: A Role of Pride and Influence in the World, April 2005.*

<sup>2</sup> Also referred to as the "Global Partnership" or "Partnership."



# The Global Partnership: An Overview

## Principles

The *Global Partnership* is grounded in six principles designed to prevent terrorist interests from acquiring or developing nuclear, chemical, radiological and biological weapons, or related materials, equipment, technology and expertise.

These principles, developed by Canada in preparation for Kananaskis, call upon states to:

- strengthen global non-proliferation efforts through the adoption and full implementation of relevant multilateral treaties and other international instruments;
- develop and maintain appropriate measures to account for and secure WMD materials in use, storage and transport;
- develop and maintain secure storage facilities for WMD materials;
- strengthen border controls, law enforcement and international cooperation to deter, detect and interdict illicit trafficking of WMD;

- strengthen national export and transshipment control systems over items that could be used in the development or production of WMD; and
- strengthen efforts to reduce stockpiles of WMD materials.

These six principles were subsequently unanimously endorsed by the United Nations General Assembly, through a resolution adopted in the fall of 2002.<sup>3</sup> Central to the implementation of these principles was the commitment that countries lacking the resources to address the problems of WMD would be assisted by the international community.

*"We call on all countries to join us in adopting the set of non-proliferation principles we have announced today."*

*—Statement by G8 Leaders,  
Kananaskis Summit, June 2002.*

## Guidelines

Leaders also agreed to a set of guidelines at Kananaskis to facilitate the implementation of bilateral and multilateral cooperation projects funded through the *Global Partnership*. These guidelines were based on practices that had proven their value in other cooperation work. They require all *Global Partnership* projects to:

- be transparent and open to monitoring and audit;
- adhere to accepted environmental protection and safety standards;
- be based on clearly defined project milestones;
- adhere to peaceful use provisions and the application of adequate physical protection measures;
- provide full exemption from taxes, duties, levies and other charges;

- base project implementation on international procurement standards;
- provide adequate liability protection for project personnel and contractors;
- provide appropriate privileges and immunities for donor representatives working on cooperation projects; and
- ensure adequate protection of sensitive information and intellectual property.

Integrating these guidelines generally requires a bilateral or multilateral legal framework for partner operations, supplemented by contractual agreements for project implementation.

<sup>3</sup> Resolution 57/68: *Bilateral Strategic Nuclear Arms Reductions and the New Strategic Framework*. Adopted without a vote on November 22, 2002.



## Funding the *Global Partnership*

### G8 Donor Nations



Canada



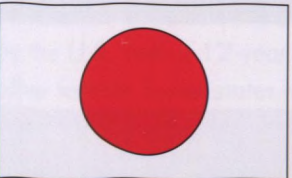
France



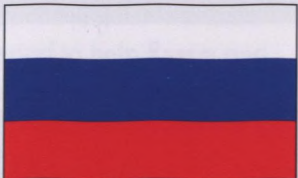
Germany



Italy



Japan



Russia



United Kingdom



United States



European Union

G8 members have made the following pledges to the *Global Partnership* (amounts are given in the currency units of the pledge):

- Canada (C\$1 billion<sup>4</sup>);
- France (€750 million);
- Germany (€1.5 billion);
- Italy (€1 billion);
- Japan (US\$200 million);
- Russia (US\$2 billion);
- United Kingdom (US\$750 million); and
- United States (US\$10 billion).
- European Union (€1 billion);

### Inviting global participation to promote global security

*"Recognizing that this Global Partnership will enhance international security and safety, we invite other countries that are prepared to adopt its common principles and guidelines to enter into discussions with us on participating in and contributing to this initiative."*

*—Statement by G8 Leaders,  
Kananaskis Summit, June 2002.*

<sup>4</sup> Elsewhere in this report, Canadian dollar amounts are indicated simply by "\$."



Since its inception, the *Global Partnership* has included an outreach component to encourage and facilitate the participation of non-G8 countries in this cooperative threat reduction initiative. Canada played a leading role in encouraging more countries to enter the *Partnership* as donors. By 2003, six additional countries had joined—Finland, the Netherlands, Norway, Poland, Sweden and Switzerland—committing about US\$200 million to specific projects. Australia, Belgium, the Czech Republic, Denmark, Ireland, New Zealand and the Republic of Korea were welcomed as new partners at the 2004 G8 Sea Island Summit, and Ukraine joined later in the year as a recipient.

A summary of *Global Partnership* member commitments can be found in Appendix A.

*“The proliferation of weapons of mass destruction is a real and immediate threat. ... We must have the strength to confront this threat directly with concrete action, not mere talk of action.”*

—Alexander Downer, Australia’s Minister of Foreign Affairs, Remarks at the opening session of the Australia Group Annual Plenary Meeting, Sydney, April 18, 2005.

## Priorities for Action

At the Kananaskis Summit in 2002, G8 members highlighted four priority areas to receive support under the initiative:

1. The destruction of chemical weapons;
2. The dismantlement of nuclear submarines;
3. The disposition of fissile materials; and
4. The redirection of former weapons scientists.

*Global Partnership* partners make specific commitments to projects that fit within one or more of these priority areas. For example, Japan is focusing on dismantling nuclear submarines and plutonium disposition, while Canada, the United Kingdom and the United States are supporting all four of the priority non-proliferation activities. Canada and other partners also have programs to support biological non-proliferation initiatives in several countries of the former Soviet Union.

## Monitoring Progress

The G8 established the Global Partnership Senior Officials Group (GPSOG) in 2002 to facilitate project implementation, develop and exchange best practices, monitor ongoing progress, maintain program priorities in line with international security obligations and objectives, and prepare a progress report for G8 leaders. This group also assisted in identifying project gaps and potential overlap.

In 2004, G8 groups were restructured. The Senior Group was created to oversee the full range of non-proliferation issues, while responsibility for

implementing *Global Partnership* projects was vested in the newly formed Global Partnership Working Group (GPWG). The GPWG, which includes members from non-G8 countries, now reports to the G8 Senior Group. The GPWG is charged with reviewing implementation guidelines and issues, initiating and developing projects, and undertaking outreach activities associated with expansion of the *Partnership* to non-G8 countries. It also compiles consolidated reports of project activity and prepares an annual progress report for G8 leaders.



## Future Directions

The *Global Partnership* is open to potentially expanding its reach to address threat reduction activities in other countries. A number of FSU countries have expressed interest in joining the *Partnership* as recipient countries, and Ukraine was formally welcomed as such in late 2004. Beyond the FSU, the *Global Partnership* provides a model for programs in other regions where recent developments suggest new opportunities for cooperative risk

reduction and non-proliferation projects. Libya and Iraq were both discussed in this context during the U.S. presidency of the G8 in 2004. While some countries have undertaken activities in other regions, there remains a consensus within the G8 that materials and expertise in Russia and other FSU countries continue to pose the most serious risks to international security and will thus continue to be the primary focus for the *Global Partnership*.

### The G8 expands the mandate

*"We reaffirm that we will address proliferation challenges worldwide. ... We also support projects to eliminate over time the use of highly-enriched uranium fuel in research reactors worldwide, secure and remove fresh and spent HEU fuel, control and secure radiation sources, strengthen export control and border security, and reinforce biosecurity. We will use the Global Partnership to coordinate our efforts in these areas."*

—G8 Action Plan on Nonproliferation,  
Sea Island, Georgia, June 9, 2004.

*"No matter where you call home, the central organizing security principle of the 21st century should be preventing the spread or use of nuclear and other weapons of mass destruction. For this mission, we need all the tools in all of our collective arsenals. ... We are in a race between cooperation and catastrophe."*

—Senator Sam Nunn, Co-chair and CEO,  
Nuclear Threat Initiative, Remarks at the IAEA-  
organized International Conference on Nuclear  
Security: Global Directions for the Future,  
London, March 16, 2005.





Signing of the historic treaty to implement bilateral cooperation between Canada and Russia under the Global Partnership, June 2002

## Canada and the Global Partnership Program

In keeping with commitments made at the G8 Kananaskis Summit in 2002, the Government of Canada authorized the establishment of Canada's Global Partnership Program with a funding allocation of up to \$1 billion over 10 years. Project funding commenced in 2003.

### Setting the Stage

#### Canada's Role and Priorities

As host of the 2002 G8 Summit in Kananaskis and as the first chair of the GPSOG, Canada played a pivotal role in establishing and shaping the *Global Partnership Against the Spread of Weapons and Materials of Mass Destruction*. The host role included drafting the principles and guidelines that constitute the *Partnership's* operational framework. Since then, Canada has played a leading role in the *Partnership's* transition from a strong political commitment to a focused program of support, with accompanying legal agreements and project-level funding commitments from both G8 and non-G8 partners.

As chair of the GPSOG in 2002, and subsequently in support of the French chair in 2003, Canada was instrumental in efforts to encourage non-G8 countries

to participate in the *Global Partnership*. The fact that six new members had joined and made significant financial commitments by mid-2003 was an important endorsement of the *Partnership's* principles, guidelines and priorities and confirmed it as a model for international cooperation.

Canada's initial efforts focused on two areas: establishing the necessary international legal frameworks and implementation arrangements to underpin the project's rollout in Russia; and creating the domestic support structure and monitoring framework needed to contribute in an effective and accountable manner to the four priority areas identified by the G8.



## Working together to promote international partnership

*"The Conference on the Non-Proliferation and Disarmament Co-operation Initiative hosted by the European Commission in Brussels under EU, US and Canadian Chairmanship also furthered the aims of the Global Partnership by facilitating information exchange, outreach to other countries and co-ordination of projects."*

*—Global Partnership Against the Spread of Weapons and Materials of Mass Destruction, G8 Senior Officials Group Annual Report, 2003.*

## Building the Team

In September 2002, the Government of Canada established a separate Global Partnership Bureau within the Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT) with specific responsibility for Canada's Global Partnership Program. Having a team dedicated to project development, coordination and implementation helped ensure that Canada could move quickly in launching projects and that funds would be used appropriately to meet the goals set at Kananaskis.

The Global Partnership Bureau consists of 30 staff. It incorporates technical expertise in all of the *Global Partnership's* priority areas as well as sector-relevant experience in non-proliferation areas. In addition, there is an office at the Canadian Embassy in Moscow, consisting of four staff members (including two locally engaged staff) to deal directly with the Russian government and *Global Partnership* stakeholders.



Global Partnership Program Bureau Team 2005

Photo Credit: Jean-Marc Carisse, Ottawa



## Creating the Legal Framework

Reducing the threat of WMD is a complex business that requires a comprehensive legal framework in order to operate effectively and control risks. This framework consists of a combination of multilateral agreements, bilateral agreements and third-party arrangements, which are supplemented by specific implementing arrangements governing the release of funds. In all cases, these arrangements must be consistent with national and international law, as well as other international agreements to which Canada is a party.

To effectively carry out a wide range of cooperative risk reduction projects, Canada's Global Partnership Program has made use of different delivery mechanisms, established and protected by the framework of arrangements and agreements. These mechanisms enable Canada to build on the resources of other *Global Partnership* contributors. The result is a truly cooperative international program that makes effective use of contributed resources.

### **Canada-Russia Bilateral Agreement**

*Priority Areas: Nuclear Submarine Dismantlement, Nuclear and Radiological Security, and Chemical Weapons Destruction*

The legal foundation for bilateral cooperation between Canada and Russia was put in place on June 9, 2004, with the signing of a treaty: *The Agreement between the Government of Canada and the Government of the Russian Federation Concerning Cooperation on the Destruction of Chemical Weapons, the Dismantlement of Decommissioned Nuclear Submarines and Nuclear and Radioactive Material Protection, Control and Accountancy*. The

conclusion of the treaty represented a milestone in the implementation of Canada's Global Partnership Program, as it provided the protections necessary for Canada to negotiate and implement bilateral projects in Russia.

### **Multilateral Agreements**

*International Science and Technology Center  
Priority Area: Redirection of Former Weapons Scientists*

Canada acceded to the International Science and Technology Center (ISTC) on March 1, 2004, as a full party. This Moscow-based intergovernmental organization is dedicated to the redirection of former weapons scientists to peaceful research. Canada is now the third largest contributor (up to \$18 million per year) and participates in all decision-making bodies of the organization. A memorandum of understanding (MOU) was signed on December 16, 2003, covering the conditions governing Canada's support to the ISTC. Canada began committing funds to research proposals and projects in March 2004.

*Multilateral Plutonium Disposition Group*

*Priority Area: Nuclear and Radiological Security*

Canada is a member of the Multilateral Plutonium Disposition Group, a G8 group that is working on the framework necessary to enable work to proceed on the disposition of 34 tonnes of weapons-grade plutonium in Russia. Key objectives at this stage of the program are resolving cost issues, ensuring adequate international financing and achieving agreement on an appropriate program management structure.



## Other Key Arrangements

### *Canada–United Kingdom Memorandums of Understanding*

#### *Priority Area: Chemical Weapons Destruction*

On November 19, 2003, Canada and the U.K. signed the Memorandum of Understanding Regarding Assistance with the Destruction of Chemical Weapons in the Russian Federation. The MOU covers arrangements for funding chemical weapons destruction activities through the U.K.'s bilateral agreement with Russia. As an initial contribution to the *Global Partnership*, Canada committed \$33 million to the construction of a secure railway link between the munitions storage area and the destruction facility at Shchuch'ye.

This first arrangement was followed by the Memorandum of Understanding Regarding Further Assistance with the Destruction of Chemical Weapons in the Russian Federation, which was concluded on January 18, 2005. This second MOU provides the framework for Canada to make additional financial contributions to the construction of the Shchuch'ye facility, including an initial \$10 million for key industrial infrastructure projects.

### *International Atomic Energy Agency*

#### *Priority Area: Nuclear and Radiological Security*

On March 16, 2004, Canada concluded a contribution arrangement with the IAEA, allocating \$4 million to the Agency's Nuclear Security Fund (NSF) in support of nuclear and radiological security projects in the FSU.

### *Nuclear Threat Initiative (NTI)*

#### *Priority Area: Chemical Weapons Destruction*

On February 7, 2005, Canada entered into a supplementary agreement with the U.S.-based non-governmental organization (NGO) Nuclear Threat Initiative that enabled that organization to contribute US\$1 million toward Canada's construction of a railway bridge at the Shchuch'ye chemical weapons destruction facility. This agreement represented the first major NGO contribution to the *Global Partnership*.



Mohamed ElBaradei,  
Director General, IAEA

"I am pleased to accept your contribution and express the sincere appreciation of the Secretariat for the support extended by your Government to the Agency's approved activities to protect against acts of nuclear terrorism."

—Mohamed ElBaradei, Director General, IAEA, Letter to Canada's Minister of Foreign Affairs, March 22, 2004, accepting Canada's contribution of \$4 million to the IAEA's Nuclear Security Fund.

### *U.S. Department of Energy*

#### *Priority Area: Nuclear and Radiological Security*

On March 30, 2005, Canada and the United States announced the signing of an MOU covering the arrangements for a Canadian contribution of \$9 million to a U.S.-led project to facilitate the shutdown of one of the last weapons-grade plutonium-producing nuclear reactors in Russia at Zheleznogorsk.

"This agreement is key to halting the production of nuclear weapons materials. ... We are pleased to be able to cooperate with our U.S. partners on this important security initiative."

—Pierre Pettigrew, Minister of Foreign Affairs,  
Remarks on the Zheleznogorsk project,  
March 30 2005.

Photo Credit: Dean Calma, IAEA





Gas mask used to prevent inhalation of chemical agents

## Canada's Response to the Global Partnership Priority Areas

### Priority Area 1: Destruction of Chemical Weapons

Russia has the largest declared stocks of chemical weapons in the world—approximately 40,000 tonnes. These chemical weapons are stored at seven facilities. Two of these sites house the vesicants (i.e. blister agents) mustard, lewisite and lewisite/mustard mixture (a total of roughly 5,500 tonnes, or 20 percent of the total CW stockpile). Five others are repositories for the deadly organophosphorous agents (i.e. nerve agents) sarin, soman and VX (a total of approximately 32,500 tonnes, or 80 percent of Russia's total CW stockpile). Of particular concern are the nearly four million nerve agent-filled artillery shells stored at Shchuch'ye (Kurgan Oblast) and Kizner (Udmurt Republic). The small-calibre artillery shells pose a particular risk since they are both rugged and portable (they can fit into a briefcase)—two characteristics that make them an especially attractive target for terrorists.



Under the terms of the Chemical Weapons Convention, which entered into force in April 1997, Russia has agreed to destroy its chemical weapons stockpile. However, an initial lack of resources has meant that Russia will not be able to meet the CWC's final destruction deadline of 2007. As permitted under the Convention, Russia has requested a five-year extension of its final destruction deadline, but even so there is a need for international assistance to complete this important task in a timely fashion.

### Complying with the Chemical Weapons Convention

Compliance with the terms of the CWC requires possessor countries to destroy their CW stockpiles not later than 10 years after the Convention's entry into force (i.e. by April 29, 2007). Although a State Party can choose its own destruction methods, there is an obligation under the CWC to "assign the highest priority to ensuring the safety of people and to protecting the environment." The Convention also determines a rate and sequence for destruction, and destruction of all stocks is verified through the continuous on-site presence of inspectors from the Organization for the Prohibition of Chemical Weapons. The 2007 deadline for the final destruction of national stockpiles may be extended to 2012 in exceptional circumstances.

The international community's support for Russia's CW destruction efforts pre-dates the *Global Partnership*. Russia's first chemical weapons destruction facility (CWDF) was established at Gornyy with significant assistance from Germany. That facility, which destroys blister agents, became operational in December 2002. Russia expects that the completion of two more CWDFs, at Kambarka and Maradykovsky, will enable it to destroy 20 percent of its stock by 2007. Up to four more facilities are planned or in progress. The Shchuch'ye CWDF, which Canada is helping to fund, is expected to be operational in 2008.

*"The destruction of chemical weapons is a high priority for Canada under the Global Partnership. Not only will destruction of Russia's chemical weapons stores enhance international security and safety by helping to prevent terrorists, or those that harbour them, from acquiring chemical weapons, it will also help Russia to meet its Chemical Weapons Convention obligations, thereby strengthening multilateral non-proliferation, arms control and disarmament efforts."*

—Green Cross National Forum—Canadian Statement, Moscow, November 12, 2003.



Computer generated image of the Shchuch'ye Chemical Weapons Destruction Facility

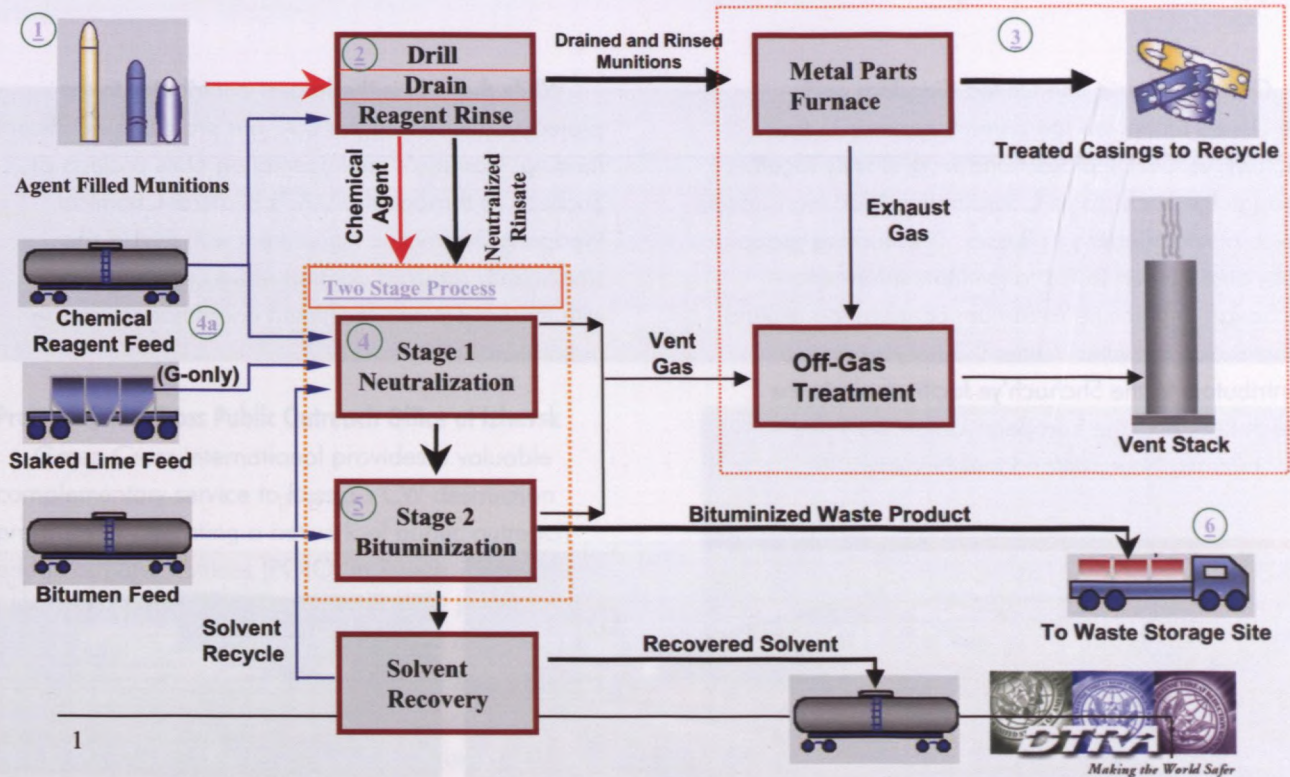
Photo Credit: US Defense Threat Reduction Agency (DTRA)

### International cooperation at work

*"Many Global Partnership countries are supporting projects related to chemical weapons destruction. Cooperation projects begun in previous years have led to the destruction of over 640 tons of chemical weapons. Canada, the European Union, Finland, France, Germany, Italy, the Netherlands, Norway, Poland, Russia, Switzerland, the United Kingdom and the United States are making contributions to chemical weapons destruction at sites including Gornyy, Shchuch'ye and Kambarka."*

—G8 Senior Group, G8 Global Partnership Annual Report, June 2004.





Source: US Defense Threat Reduction Agency (DTRA)

### Russian Chemical Weapons Destruction Process

#### Project: Construction of the Shchuch'ye Chemical Weapons Destruction Facility

Canada considers the Shchuch'ye chemical weapons destruction facility to be the top CW priority, as it will destroy Russia's most lethal and proliferation-prone chemical weapons. The arsenal consists of 5,440 tonnes of the deadly nerve agents sarin, soman and VX, which are stored in more than 1.9 million artillery and rocket-launched munitions. The artillery shells pose a particular risk because they are small enough to be carried and are thus especially

attractive to terrorists. While the Shchuch'ye stockpile accounts for 13.6 percent of Russia's total agent stockpile by volume, it represents almost 44 percent of the total number of chemical weapons in Russia's declared stockpile of 4.5 million. Prior to the *Global Partnership*, Canada had already contributed \$5.35 million to assist with road, electric power and gas pipeline infrastructure for the Shchuch'ye facility.



Production Building: Russian Chemical Weapons Destruction Complex

Photo Credit: US Defense Threat Reduction Agency (DTRA)

#### Canada's prior contribution to the Shchuch'ye facility

In 2000 and 2001, Canada contributed \$350,000 for the design of an access road to the site's industrial area, and for the design and partial construction of 10-kilovolt and 110-kilovolt power lines to supply electricity to the site. In 2002, Canada contributed \$5 million directly to the Russian Munitions Agency to help fund the construction of a natural gas pipeline to provide energy for the facility. The pipeline project, which also included support from Italy, was successfully concluded in September 2003.



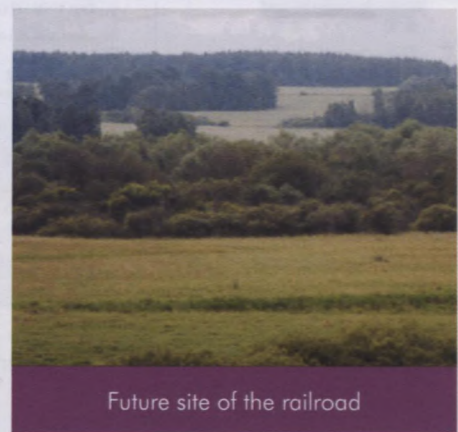
Canada, Russia, the United Kingdom and the United States are the primary partners in the Shchuch'ye CWDF project and work closely together through the Shchuch'ye Coordination Working Group, which meets quarterly in Russia. The working group was constituted in 2003 to facilitate information exchange and ensure maximum cooperation around construction activities. Other *Global Partnership* contributors to the Shchuch'ye facility include the Czech Republic, the European Union, Italy, the Netherlands, New Zealand and Norway.

While the U.S. is the largest contributor to the project, Canada and the U.K. are providing significant funding. Canada's implementation of its projects at Shchuch'ye through the U.K.'s bilateral Chemical Weapons Destruction Agreement with Russia has significantly reduced administrative costs associated with the project and facilitated coordination among major donors.

Photo Credit: US Defense Threat Reduction Agency (DTRA)



Artist's Rendition of railway entering the CWDF industrial zone and arriving at Main Destruction Building



Future site of the railroad

Photo Credit: US Defense Threat Reduction Agency (DTRA)

### Railway Project

Canada has committed up to \$33 million to help fund the construction of a key program component, an 18-kilometre railway spur. The railway will provide a secure link between the Shchuch'ye destruction facility and the chemical weapons storage facility at Planovy. While the primary purpose of this line is to enable the chemical munitions to be transported to the destruction site in a safe and secure manner, it will also be used to deliver operational supplies and remove waste materials. Canada has obtained a US\$1-million contribution to its program from the U.S. NGO Nuclear Threat Initiative, which will be applied to the construction of a rail bridge across the Miass River.

Difficulties in the subcontractor tendering process that delayed project implementation in 2004 have now been resolved. Canada and the U.K. are

currently finalizing the remaining legal arrangements. To date, \$4 million has been transferred to the U.K. for initial planning work. Railway construction is expected to start in November 2005 and will take an estimated 20 to 24 months to complete.

### Other Infrastructure Projects

In January 2005, a second MOU was signed by Canada and the U.K. to cover other key industrial infrastructure projects at the Shchuch'ye CWDF, including the construction of a 3.8-kilometre access road, a local warning system at the facility and inter-site communication lines.



*"I would like to highlight the very close and effective working relationship that [the United Kingdom has] with Canada, and the great value that we attach to it. This partnership enables our two countries to provide assistance in a way which provides best value both for our taxpayers and for the Russian Federation."*

—Adam Ingram, U.K. Minister of State for the Armed Forces, Edinburgh, April 12, 2005.

#### **Project: Green Cross Public Outreach Office at Izhevsk**

Green Cross International provides a valuable complementary service to Russia's CW destruction program by operating a network of public outreach and information offices (POIO) in Russia. These offices help enhance understanding at the local level about the importance and realities of chemical weapons destruction and address public concerns about related health, environmental, economic and social issues. POIOs are established to serve populations living near Russia's CW storage and destruction facilities.

In November 2004, through the Global Partnership Program's Special Projects Fund, Canada committed up to US\$100,000 annually to Green Cross for four years to establish and operate a POIO in Izhevsk. This facility is located near two CW stockpile sites—Kambarka and Kizner. The Izhevsk POIO opened in early April 2005 and joins an existing network of 10 Green Cross offices.

Canada believes the Kizner site, with its arsenal of 5,680 tonnes of nerve agents, to be the second most important CW facility after Shchuch'ye, and is considering contributing to the destruction of the Kizner stockpile once the Shchuch'ye CWDF is completed. The opening of the POIO office in Izhevsk will help raise public awareness about CW and facilitate future work in that region.



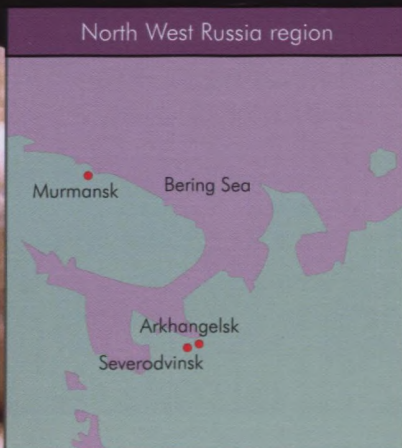
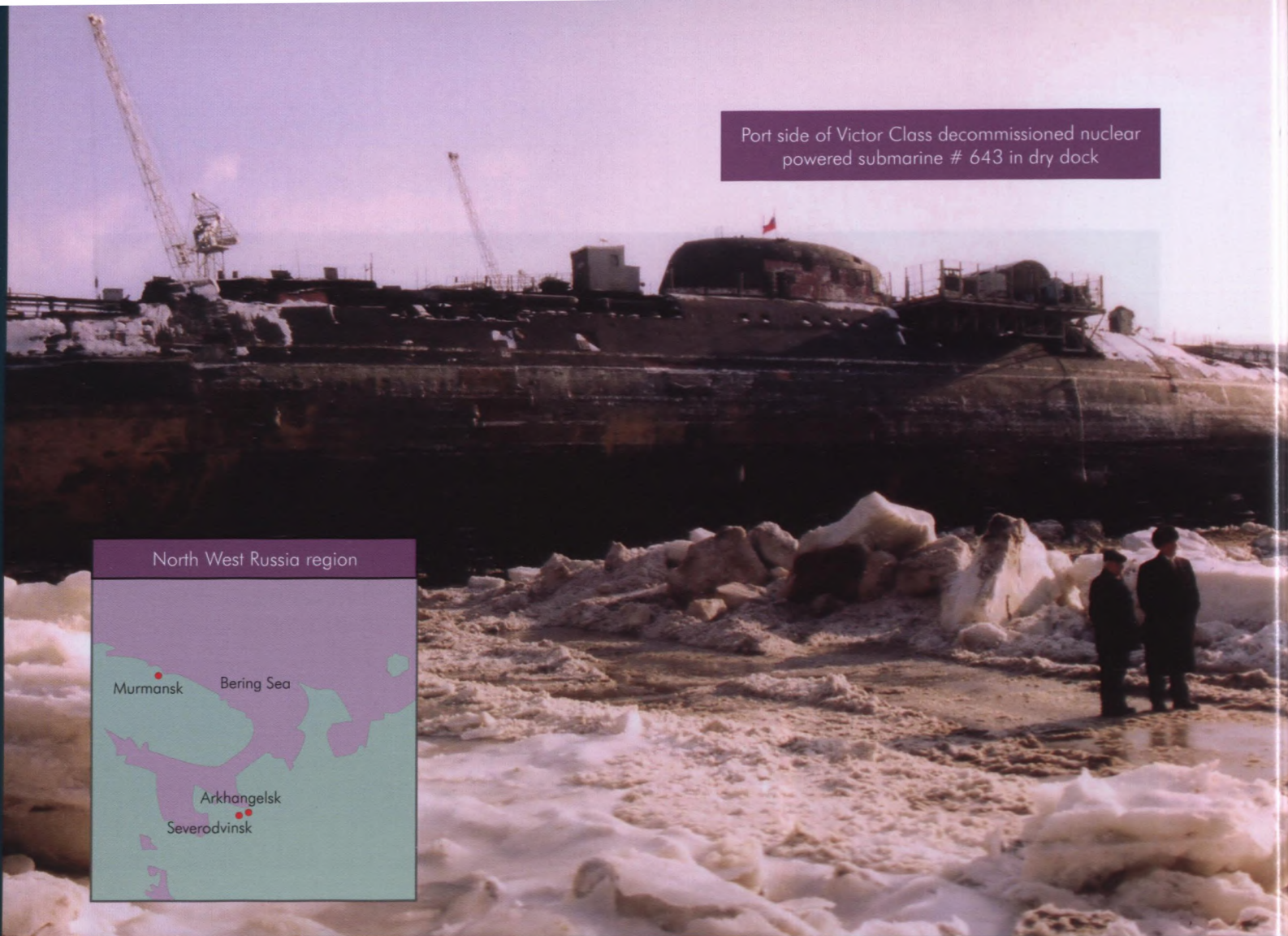
Sign on the exterior of the Green Cross Public Outreach and Information Office in Izhevsk, capital of the Udmurt Republic. The sign reads: "Russian Green Cross Information-Analytical Center, Izhevsk"

#### **Green Cross International**

Founded in 1994 by former Soviet President Mikhail Gorbachev and other senior officials from Japan, the Netherlands, Russia and Switzerland, Green Cross International aims to foster a new sense of global interdependence and shared responsibility in humanity's relationship with nature. Green Cross International, which is headquartered in Geneva, has over two dozen national affiliates worldwide and manages several international environmental programs.



Port side of Victor Class decommissioned nuclear powered submarine # 643 in dry dock



## Priority Area 2: Dismantlement of Nuclear Submarines

Following the collapse of the Soviet Union, nearly 200 decommissioned nuclear-powered submarines from Russia's Northern and Pacific fleets required dismantlement and disposal. Poorly maintained and protected in many cases, these submarines continue to pose serious nuclear and radiological proliferation risks. Materials within each submarine, or stored in shipyards awaiting disposal, are vulnerable to theft and sabotage. Spent nuclear fuel (SNF) is considered a particular enticement for terrorists. Moreover, serious environmental contamination can result if SNF or radioactive wastes enter the Arctic or Pacific ocean environments. Without international assistance, it is estimated that Russia would be able to dismantle only three to four such submarines per year.

Fifteen years after the collapse of the Soviet Union, there are still nearly 60 decommissioned nuclear-powered submarines (NPS) from Russia's Northern Fleet awaiting safe dismantlement. About half of these have nuclear fuel on board. Removing the risk posed by aged and fragile nuclear submarines involves 13 stages, including transportation, defuelling, dismantlement and safe storage of reactor compartments. Canada, Germany, Japan, Norway, the United Kingdom, and the United States are all helping Russia tackle this *Global Partnership* priority area.

### Project: Dismantling 12 Decommissioned Russian Nuclear Submarines

Through the bilateral agreement with Russia, Canada has committed to dismantling 12 decommissioned nuclear-powered submarines from Russia's Northern Fleet by 2008 at a total cost of approximately \$120 million. Canada's commitment represents a significant contribution to addressing the problem and the risk presented by SNF on decommissioned Russian submarines.



## Selected Stages of Submarine Dismantlement



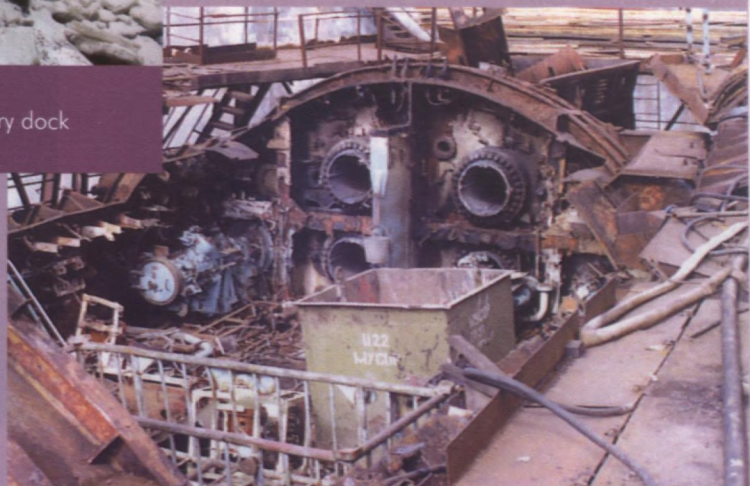
Aerial view of the Zvezdochka Shipyard, Severodvinsk



Decommissioned submarine being towed to the Zvezdochka shipyard by main and auxiliary tug boats



Stern of decommissioned submarine #608 in dry dock



Reactor unit shell with radioactive waste storage container



The Canadian project will be implemented by the Federal State Unitary Enterprise Engineering Plant (FSUEEP)—known as the “Zvezdochka” shipyard—at Severodvinsk in the Arkhangelsk Oblast. The Russian Federal Agency for Atomic Energy (Rosatom) has confirmed that the submarines to be dismantled through this project include 11 Victor Class and one Yankee Pod Class general purpose attack submarines.



Chris Westdal (center), Canadian Ambassador to Russia, with Mr. N. Kalistratov (right), Director General of the Zvezdochka Shipyard

An implementation arrangement was negotiated in 2004 to cover the first year of work. Under the terms of the arrangement, Canada agreed to provide up to \$24.4 million to cover defuelling and dismantlement of the first three submarines. Nuclear defuelling commenced in October, following an environmental assessment. As of April 2005, all three submarines had been defuelled, one was completely dismantled, and another over 50 percent dismantled. A second implementation arrangement, signed in March 2005, provides for an additional four submarines to be defuelled and three to be dismantled.

*“Cooperation with Canada in NPS dismantlement is an excellent example of a harmonious combination of the political will to achieve a clearly defined goal and the pragmatic approach towards its practical implementation.”*

—S.V. Antipov, Deputy Director, Rosatom, Remarks, March 2005.



Foreign Affairs Canada Merit Award Winner Michael Washer, Senior Project Manager Nuclear Submarine Dismantlement Project, receiving his award from Marie-Lucie Morin, Associate Deputy Minister and Robert Fonberg, Deputy Minister of International Trade

### Canada leading by example: From agreement to implementation

*“... to show interest is one thing, and to move from intentions to concrete projects and financing is quite another thing. Canada persevered and is currently funding the dismantlement of three Victor Class Multi-Purpose Nuclear Powered Submarines at ‘Zvezdochka’.*

*... I would like to note specifically the record-breaking time period ... from the date of signing the document on funding the contract to the start of its implementation. This proves that very professional and interested people work on the Canadian side. ... We truly hope that our experience of fruitful cooperation with Canada will encourage other countries to take concrete steps in implementation of international agreements against the spread of weapons of mass destruction, and we will acquire new allies and partners.”*

—N. Kalistratov, Director General, FSUEEP, Remarks, March 2005.



**Project: Northern Dimension Environmental Partnership Support Fund (Nuclear Window) of the European Bank for Reconstruction and Development**

The threat of serious environmental contamination and related security concerns are also part of Russia's nuclear submarine legacy. The Northern Dimension Environmental Partnership (NDEP), established in 2001, is an innovative cooperative effort that responds to calls from both Russia and the international community for a concerted effort to tackle some of the most pressing problems, such as the safe and secure management of spent nuclear fuel and radioactive wastes from Russia's Northern Fleet. Funds assigned to the "nuclear window" of the NDEP Support Fund are used specifically for nuclear-related environmental projects in northwestern Russia.

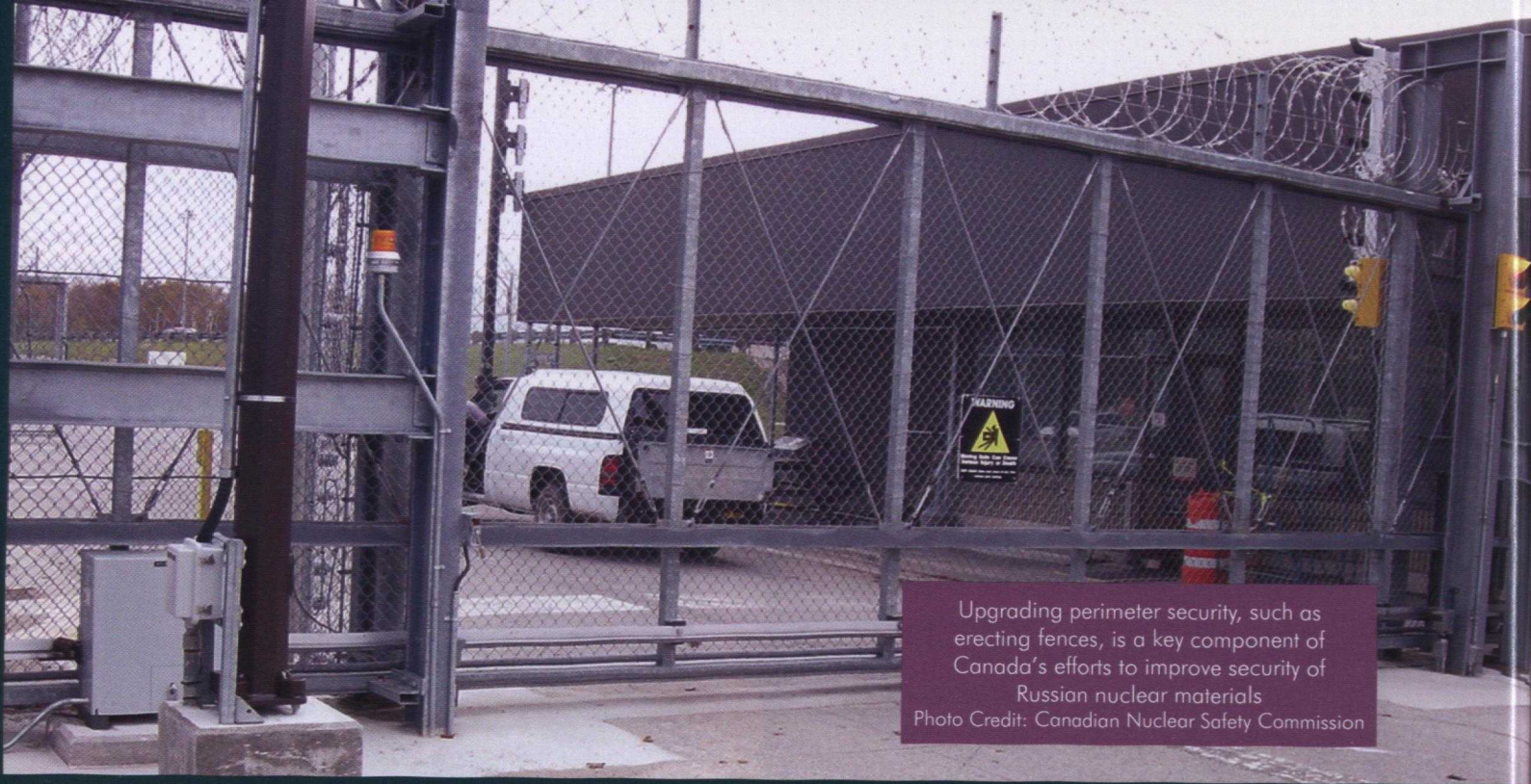
Canada contributed \$32 million to this program in March 2004 as a logical complement to the submarine dismantlement project. The European Bank for Reconstruction and Development (EBRD) manages the NDEP Support Fund on behalf of donors (including Canada, Finland, France, Germany, the Netherlands, Norway, Russia, Sweden, the United Kingdom and the European Union). The current Canada-EBRD funding arrangement is in place until March 2006.

Five urgent projects have been identified for support: four deal with the safe and secure handling and storage of highly unstable SNF, and one is looking to establish a radiological monitoring system for northwestern Russia.



**European Bank  
for Reconstruction and Development**





Upgrading perimeter security, such as erecting fences, is a key component of Canada's efforts to improve security of Russian nuclear materials  
 Photo Credit: Canadian Nuclear Safety Commission

### Priority Area 3: Nuclear and Radiological Security

*There are an estimated 600 tonnes of potentially vulnerable nuclear material located outside nuclear weapons in facilities throughout Russia and the FSU.*

At the end of the Cold War, Russia inherited vast stockpiles of nuclear material for nuclear weapons, much of which has since been declared surplus to defence requirements. Russia lacks sufficient financial resources to adequately secure and protect these materials. As a consequence, there is an urgent need to support the accounting, securing and conversion of these materials into non-weapon-useable forms (dispositioning) in the interest of international security. Another area of concern relates to highly radioactive materials that are not related to nuclear weapons.

These materials pose a serious threat due to their potential malicious use in a radiological dispersal device or "dirty bomb." A "dirty bomb" could be used to damage human health and the environment by, for example, dispersing radioactivity in a populated area. Canada is addressing these threats through a number of multilateral and bilateral arrangements.

#### Project: Replacing the Zheleznogorsk Nuclear Reactor

The nuclear power plant at Zheleznogorsk, in eastern Siberia, has one of the three remaining weapons-grade plutonium-producing nuclear reactors in Russia. The reactor produces enough plutonium for about one nuclear bomb per week. Built in the 1960s, it presents serious safety concerns because of its antiquated design and aging technology. The local population is anxious to see these threats addressed, but they also depend on the facility as the region's only source of heat and electricity.

The Zheleznogorsk project is part of the U.S. Department of Energy's broader Elimination of Weapons-Grade Plutonium Production Program in Russia, which seeks to phase out the production of weapons-grade plutonium and complement the Plutonium Disposition Program (see below). The



Canada's contribution to the US-led construction of an alternative energy source will enable Russia to shut down its last weapons-grade plutonium producing reactor, located in Zheleznogorsk

Photo Credit: US Department of Energy (DOE)



*"Ending the production of weapons-grade plutonium is a non-proliferation priority for the United States and the international community. ... The signing of this MOU with our Canadian partners is another key step toward meeting this priority."*

—Samuel Bodman, U.S. Secretary of Energy,  
Remarks on the Zheleznogorsk project, March 30, 2005.

project involves the construction of a fossil fuel plant to provide an alternative energy source, allowing Russia to close the Zheleznogorsk reactor. The potential environmental impact will be minimal and will be far outweighed by the enormous security and environmental benefits to be gained. Canada's contribution to the project includes \$9 million to fund design work in 2005. Construction of the replacement facility is scheduled to begin in the summer of 2006.

#### **Project: Plutonium Disposition Program**

The disposition of fissile materials is a key priority of the *Global Partnership*.<sup>5</sup> Canada has committed \$65 million to support G8 funding of Russia's Plutonium Disposition Program. This program flows out of the U.S.–Russia bilateral agreement signed in 2000, which commits each party to the disposition of 34 tonnes of weapons-grade plutonium. The initiative is dependent on international funding for Russia's portion of the program.

Canada is a member of the G8 Multilateral Plutonium Disposition Group, which is working to resolve cost issues, gather required international financing, and finalize the program's management structure. A formal multilateral agreement is required to provide the legal framework for the program to move to the implementation stage.

#### **Project: Support to the IAEA Nuclear Security Fund**

The IAEA's Nuclear Security Fund (NSF) is an effective vehicle for Canadian efforts to strengthen nuclear and radiological security throughout the FSU. Canada and the IAEA signed a \$4-million contribution arrangement in March 2004, making Canada the second largest contributor to the NSF. Under this arrangement, Canada is funding a variety of security activities until December 2006 including

IAEA International Physical Protection Advisory Service (IPPAS) missions, physical protection upgrades at nuclear facilities, physical protection training sessions, improvements to radiation detection at international borders, missions for the recovery of radioactive sources, and workshops to assist states in developing national systems of control over radioactive sources. In addition, Canada is funding one staff position in the IAEA's Office of Nuclear Security to assist with the implementation of NSF projects.

An advantage of the NSF is that it enables Canada to fund nuclear and radiological security activities in FSU countries where Canada does not currently have appropriate legal frameworks in place. To date, the Canadian contribution has been used to fund:

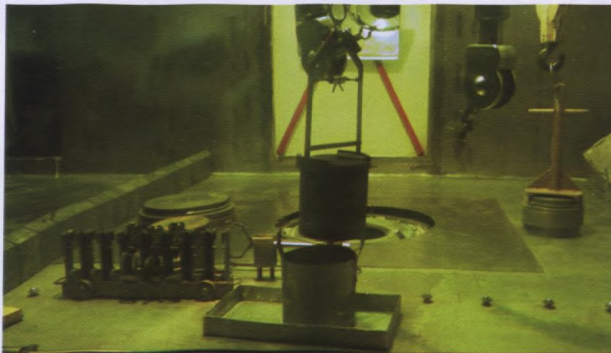
- one IPPAS mission;
- work in the Chernobyl Exclusion Zone, including the provision of equipment and training related to detecting, identifying and responding to malicious acts; and
- the recovery of highly radioactive sources.



Canadian manufactured dosimeter to detect radiation emissions

<sup>5</sup> G8 leaders first acknowledged the magnitude of the risk posed by weapons-grade plutonium at the 2000 Okinawa Summit, when they sought to establish an international financing plan for plutonium disposition in Russia.





An easily carried, highly radioactive heat source is extracted from a RTG inside a special hot chamber

Photo Credit: Country Governor - Norway

### Project: Physical Protection of Nuclear Material

The very real possibility that even small quantities of Russia's vast stockpile of nuclear material could be stolen and passed to terrorists or states of proliferation concern constitutes a major threat to international security. In July 2004, DFAIT and Rosatom successfully negotiated critical access and information transfer procedures to facilitate nuclear security cooperation. Canada is currently working with Rosatom to improve physical protection measures (e.g. barriers, key-card access, fences) at two Russian nuclear sites, and plans to support physical protection upgrades at two to three Russian nuclear facilities per year in the future.

### Project: Securing Highly Radioactive Sources in Northern Russia

Radioactive materials have been used in small-scale power sources for decades in the FSU. For example, hundreds of lighthouses along Russia's northern coastline are currently powered by radioisotope thermoelectric generators (RTGs). These highly radioactive sources often have inadequate physical protection.

Reports of breaches involving RTGs have raised serious security and environmental concerns. As noted earlier, highly radioactive material that falls into the wrong hands could be used to make a "dirty bomb." Securing these vulnerable sources and replacing them with a sustainable alternative energy source is a leading priority for Canada and other *Global Partnership* donors.

Canada has made progress in developing projects to secure RTGs in the White Sea and Arctic regions, working bilaterally with Russia and in cooperation with other partners. To help ensure effective coordination of donor efforts in this area, Rosatom has established a multilateral RTG working group.



Solar cell panels provide a sustainable alternative power source for lighthouses formerly powered by highly radioactive material

Photo Credit: Country Governor - Norway



Highly radioactive materials that could be used in a "dirty bomb" are currently used to power lighthouses in the remote Russian north

Photo Credit: Country Governor - Norway



## Priority Area 4: Redirection of Former Weapons Scientists

The dissolution of the Soviet Union left tens of thousands of weapons scientists in the FSU without gainful employment—literally overnight. Finding a way to redirect the skills and knowledge of these scientists to peaceful research pursuits was identified as a priority by the Global Partnership. The international community felt that, without sustainable, peaceful employment opportunities in their field, these scientists might well be tempted by offers from terrorist interests and states of proliferation concern.

The Moscow-based International Science and Technology Center is an intergovernmental organization currently funded primarily by Canada, the United States and the European Union.

The ISTC coordinates the efforts of governments, international organizations and private sector industries to provide former weapons scientists from Armenia, Belarus, Georgia, Kazakhstan, the Kyrgyz Republic, Russia and Tajikistan with opportunities to use their expertise and engage in international partnerships for peaceful purposes.



Governing Board and a participant in its Scientific Advisory Committee.<sup>6</sup> Canada has pledged up to \$18 million annually to support ISTC research projects, various redirection programs and day-to-day operations.

Between March 2004 and March 2005, Canada committed \$10.6 million to 38 scientific research projects involving 881 former weapons scientists in nuclear, chemical, biological and other sciences. These projects involve collaborators from the Government of Canada, industry and academic institutions from coast to coast.

A new Department of Global Security and Strategic Planning was created as a result of Canadian accession. Its mandate covers technologies relevant to safety and security at weapons institutes, counterterrorism, and other non-proliferation, arms control and disarmament issues. In December 2004, the ISTC Governing Board approved a deputy executive director from Canada to head the new department.

*"The mandate of the ISTC is a noble one. Many of us have had the opportunity as students to debate the guns and butter trade-off or the swords into ploughshares transition. The ISTC has taken this type of academic discussion one step further and actually made it happen."*

—Allan Poole, Senior Coordinator, Global Partnership Program, DFAIT, Remarks at the ISTC 10th-Year Anniversary Conference, October 28, 2004.

### Project: Support to the International Science and Technology Center

When Canada formally acceded to the ISTC as a full party in March 2004, it became the third largest contributor to the work of the Center (after the United States and European Union), a member of the six-nation



ISTC Acting Executive Director Didier Gambier (left) and DFAIT's James R. Wright (right) after signing of Canada - ISTC MOU, March 2004

<sup>6</sup> Canada brings 10 years of relevant experience to the ISTC, through a program supporting the Science and Technology Center in Ukraine (STCU); the STCU is currently managed by the Canadian International Development Agency.



## How Canada reviews ISTC proposals

DFAIT coordinates a multi-faceted project review system for ISTC proposals. Proposals for funding consideration by Canada are submitted to the Natural Sciences and Engineering Research Council of Canada (NSERC) for a technical and scientific review. An NSERC committee, composed of experts from government and academia, ranks these proposals in order of scientific merit and identifies the commercialization potential as well as dual-use risks or ethical concerns. DFAIT also submits these proposals to representatives of Canada's science-based departments and agencies, to ensure consistency with Canadian science and technology policies and priorities and to identify potential Canadian collaborators. Primary emphasis in this process is placed on consistency with and promotion of Canadian non-proliferation goals and the objectives of the *Global Partnership*. The applicability of Canadian environmental legislation is also assessed.



As a result of ISTC redirection programming a scientist proudly displays the Institute's recently developed biological products



Scientist at work at Pushchino Laboratory, using equipment funded by the ISTC

## The International Science and Technology Center

The Moscow-based ISTC was established as a non-proliferation organization in November 1992 through an international agreement between the European Union, Japan, Russia and the United States. Norway and the Republic of Korea subsequently became funding members, while six FSU countries (Armenia, Belarus, Georgia, Kazakhstan, the Kyrgyz Republic and Tajikistan) joined as recipients. Through the Center's political, legal and financial frameworks, ISTC parties are able to contribute to programs that redirect scientists away from WMD research and toward sustainable, peaceful employment. In doing so, they enable the exceptional pool of talent in Russia and other FSU countries to make a meaningful contribution to scientific advancement, while helping to reduce the risk of WMD expertise proliferation.

The ISTC serves as a project clearinghouse, offering a pool of research project proposals from FSU scientists to ISTC parties for funding consideration. The ISTC conducts funding sessions in March, July and October of each year. In addition to managing research projects, ISTC activities include commercialization support initiatives, information technology upgrades, training, partner development, and workshops and seminars to better integrate former weapons scientists into the global science and technology and industrial communities.

The ISTC's Partner Program enables governments, academic institutions and NGOs to employ scientific experts at relatively low cost to conduct research and development. The initiative focuses on addressing existing global problems through research and development in many areas, including environmental rehabilitation, alternative energy sources and life sciences.



## Benefits to Canada

The benefits of the ISTC go beyond reducing the risks posed by the proliferation of weapons-based science. For example, Canadian individuals and organizations (public and private) that become involved as collaborators or partners in ISTC research projects can benefit from early and privileged access to new technologies developed at moderate cost by world-class scientists in Russia and other FSU countries. Such access to new technologies can contribute to the research goals of many government departments and research organizations (e.g. those involved in atmospheric monitoring, border protection or soil decontamination) while also enabling Canadian companies to improve their products and possibly their export performance. In 2004, the ISTC Governing Board approved Pratt & Whitney Canada as Canada's first industrial partner to the ISTC.

ISTC-sponsored seminars have provided opportunities for Canadian stakeholders to meet with FSU scientists, exchange information and explore areas for future collaboration. For example:

- Canada participated in the first annual Chemical Science and Commercialization Conference held from September 27 to 29, 2004, in Moscow. Canadian participants included representatives from government

(including Environment Canada and the National Research Council), academia and industry. As a result of this conference, Canadian and Russian scientists are working together to develop new project proposals for submission to the ISTC.

- A biosafety workshop, held in Winnipeg in October 2004, enabled Canadian and FSU experts to pursue discussions on current and potential collaboration through the ISTC. (This workshop is described in more detail in the next section on the Biological Non-Proliferation Program.)
- Following the Winnipeg workshop, the 13 participating FSU scientists travelled to Ottawa to attend Health Canada's Third Annual Science Forum, held from October 18 to 19. That meeting allowed for further discussion of research activities between the FSU scientists and researchers/scientists from across Canada representing a variety of disciplines.

These and other activities have led to numerous new project ideas involving government, industry and university scientists from Canada and countries of the FSU.

## A survey of Russian scientists: Is the ISTC effective?

A survey on the role and work of the ISTC, conducted at 20 research institutes and involving 602 Russian scientists, found that 21 percent of respondents would consider working in a country such as the Democratic People's Republic of Korea, Iran, Iraq or Syria for one year in their area of specialization. The survey also revealed that those receiving ISTC and Western grants were less likely to consider accepting such employment. Overall, 90 percent of respondents characterized ISTC research grants as "very useful," and 48 percent identified support for research as the most successful aspect of the ISTC. Helping to establish contacts with foreign collaborators and facilitating travel was acknowledged as another successful aspect. About 20 percent of respondents had begun a joint project with either a Western university or firm.

—Source: Deborah Yarsike Ball and Theodore P. Gerber, *A Survey of Russian Scientists: Is the ISTC Effective?* April 2004; and *A Survey of Russian Scientists: Assessing Willingness to Work for Rogue States and the Effectiveness of Western Aid*, December 2004.



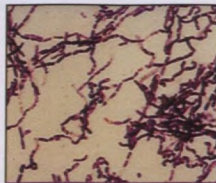
## Other Achievements

### Biological Non-Proliferation Program

Curbing the proliferation of biological weapons (BW) is an essential element of the *Global Partnership*. In accordance with the commitment made by leaders at the Kananaskis Summit in 2002, Canada is pursuing a number of initiatives in Russia and other countries of the FSU to prevent terrorists and states of proliferation concern from acquiring or developing biological weapons and related materials, equipment and technology. BW proliferation is of growing concern, particularly as many underfunded biological facilities are unable to adequately safeguard their deadly collections of pathogens and manufacturing equipment. The vulnerability of these facilities demands attention, bearing in mind that only a microscopic quantity of biological agent is required to produce a biological weapon.

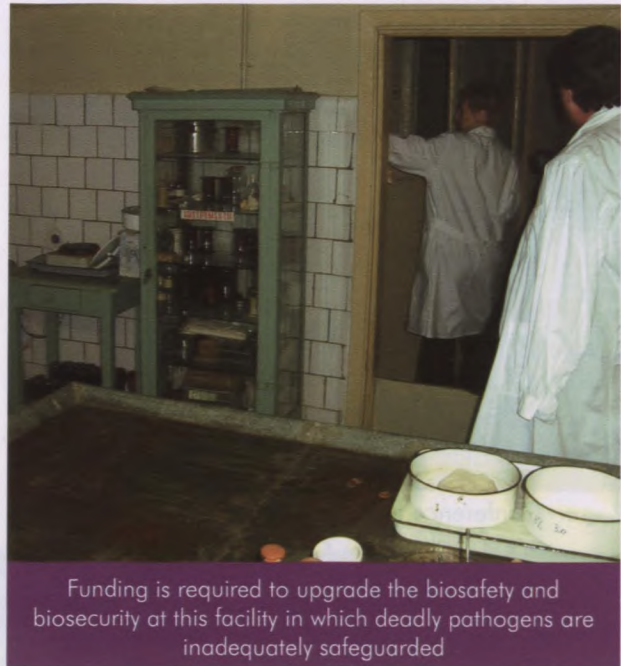
To contribute to the non-proliferation of BW, Canada is prepared to provide assistance under the *Global Partnership* to countries seeking to:

- promote the adoption, universalization, full implementation and strengthening of the Biological and Toxin Weapons Convention, which prohibits the development, production, acquisition, stockpiling or retention of biological weapons;
- develop and maintain appropriate, effective measures to account for and secure biological items (i.e. biosafety);
- develop and maintain appropriate, effective physical protection measures at facilities that house biological items (i.e. biosecurity);
- develop and maintain effective border controls, law enforcement efforts and international cooperation to detect, deter and interdict cases of illicit trafficking in biological items (e.g. through installation of detection systems, training of customs and law enforcement personnel, and cooperation in tracking these items);



Brucella causes disease in both humans and animals and is considered a possible target for terrorist acquisition and use

- develop, review and maintain effective national export and transshipment controls over items on multilateral export control lists (as well as any other items that may contribute to the development, production or use of BW); and
- adopt and strengthen efforts to minimize holdings of dangerous biological pathogens and toxins.



Funding is required to upgrade the biosafety and biosecurity at this facility in which deadly pathogens are inadequately safeguarded

DFAIT's Global Partnership Bureau has developed a comprehensive biological non-proliferation strategy, which complements and supports Canada's activities through the ISTC. Based on consultations with Russian and other FSU and international partners, it is prepared to pursue initiatives in the following areas:

- assisting with the development and implementation of effective and practical biosafety/biosecurity standards;
- assisting with the establishment of national and/or regional biosafety associations in Russia and other countries of the FSU;
- providing biosafety/biosecurity training; and
- funding required biosafety/biosecurity upgrades at facilities of priority non-proliferation concern.



In 2004, Canada supported a number of seminars and workshops that brought together scientists and other experts from Canada and the FSU countries to discuss respective and shared priorities, exchange ideas and examine possibilities for collaboration in the biological sector:

- The Canadian Biological Sciences Colloquium, held in Moscow from September 15 to 17, enabled 17 officials and scientists from Canada to discuss this country's biotechnology and life sciences research priorities with former BW scientists from Armenia, Belarus, Georgia, Kazakhstan, the Kyrgyz Republic, Russia and Tajikistan. At the colloquium, representatives from the Canadian government, academia and the private sector met with nearly 120 scientists from priority biological institutes in the region, with a view to developing collaborative projects.<sup>7</sup>
- The Biosafety, Biosecurity and Non-proliferation Workshop for Central Asia and the Caucasus was held in Almaty, Kazakhstan, from September 20 to 21. This training workshop, co-organized by the Monterey Institute of International Studies and Ministry of Public Health of the Republic of Kazakhstan, was attended by 70 scientists and government officials from Armenia, Azerbaijan, Belarus, Georgia, Kazakhstan, the Kyrgyz Republic, Moldova, Russia, Tajikistan and Turkmenistan. It also included officials from DFAIT, Health Canada, the World Health Organization and the Monterey Institute.

- A second workshop was organized in Almaty by the Kazakh Scientific Center for Quarantine and Zoonotic Diseases from September 22 to 24. The International Workshop on Plague Surveillance brought together for the first time since the dissolution of the Soviet Union all the institutes that were part of the anti-plague system in the FSU.

Representatives from Armenia, Azerbaijan, Georgia, Kazakhstan, the Kyrgyz Republic, Russia, Tajikistan, Turkmenistan, Ukraine and Uzbekistan attended, as well as officials from DFAIT, the National Microbiology Laboratory (Winnipeg) and the World Health Organization. This meeting represented a first step toward re-establishing contacts between the various anti-plague institutes and coordinating disease surveillance across the region.

- Health Canada's Workshop on Biosafety in High Containment Laboratories, held in Winnipeg from October 11 to 15, involved 13 scientists from the Kyrgyz Republic, Russia and Tajikistan who work directly with highly pathogenic organisms and biosafety issues. The workshop enabled Canadian and FSU experts to learn about best practices in biosafety, exchange views on a wide range of biocontainment issues, and pursue discussions on current and potential collaboration through the ISTC.



Participants at the "International Cooperation on Plague Surveillance" conference held September 22 - 24, 2004 in Almaty, Kazakhstan. The conference was funded by Canada through the International Science and Technology Center

<sup>7</sup> A broad range of biotechnology and life sciences subjects were discussed during the colloquium under four areas: health care; ecological, water and food safety; agriculture and veterinary; and biosafety and biosecurity.



## Communications and Outreach in Canada

Effective cooperative threat reduction requires a variety of strategies and mechanisms to ensure that the range of problems posed by WMD are addressed effectively. Canada has been both proactive and responsive in helping to ensure that support remains high for the aims of the Global Partnership within the international community and at home.

Communications and outreach activities have been important components of the work of Canada's Global Partnership Program during this initial period. These activities are raising Canadian awareness about the value and potential of cooperative threat reduction, as well as facilitating the future collaboration of Canadian experts in *Global Partnership* projects. Activities fall into four main categories: academic outreach, industry outreach, government outreach, and provision of general information about the Canadian initiative, notably through presentations to and consultations with civil society and through the Global Partnership Program website ([www.globalpartnership.gc.ca](http://www.globalpartnership.gc.ca)).

*Academic outreach:* To develop contacts within the academic community, officials from the Global Partnership Bureau at DFAIT have visited and given presentations at a number of universities, including Dalhousie, McGill, Memorial, Mount Saint Vincent, Queen's, Saint Mary's, Prince Edward Island, Toronto, York and Université du Québec à Montréal.<sup>8</sup> Canada's Global Partnership Program has also supported a major academic conference on the *Global Partnership*, organized by the Center for Policy Studies in Russia. The conference took place in Moscow from April 23 to 24, 2004. Through these efforts, Canada's Global Partnership Program has developed ties with academics and NGOs working in Canada, Russia and the United States.

*Industry outreach:* Officials from the Global Partnership Bureau have undertaken industry outreach across Canada,<sup>9</sup> making presentations to companies potentially capable of providing goods and services for *Global Partnership* projects or of participating in

ISTC-funded projects and activities (see Priority Area 4 and Biological Non-Proliferation Program above). In addition, Canadian companies are eligible to bid on all EBRD Northern Dimension Environmental Partnership projects.

*Government outreach:* Briefings on Canada's Global Partnership Program for other government departments and relevant divisions in DFAIT, as well as for parliamentarians, have forged cooperative working relationships and drawn in additional expertise and views. The Global Partnership Advisory Group, composed of representatives from departments such as National Defence, Industry Canada, Health Canada, Transport Canada, and Public Safety and Emergency Preparedness Canada, represents an important intergovernmental consultation mechanism.



Allan Poole, Senior Coordinator, Foreign Affairs Canada, addressing the International Chemical Weapon Demilitarisation Conference, St Petersburg, Russia, May 2004

<sup>8</sup> Academic outreach to the five Atlantic region universities took place from October 27 to 29, 2003.

<sup>9</sup> Montreal, October 30, 2003; Toronto, November 4, 2003; Edmonton, March 16, 2005; Calgary, March 17, 2005; Saskatoon, March 18, 2005.



## International Outreach

The *Global Partnership* is a cooperative initiative. Since the *Partnership's* inception, Canada has worked closely with other G8 and non-G8 nations through specially formed groups at all levels. Canada, as the first chair of the Global Partnership Senior Officials Group, was instrumental in directing initial outreach efforts to expand participation in the *Partnership* to non-G8 countries. By midB2003, there were six new members, all of which had made significant financial commitments to the *Global Partnership*—Finland, the Netherlands, Norway, Poland, Sweden and Switzerland. This effort to bring in new countries continues, and the *Partnership* now counts 22 member nations (participating countries are identified in section I under the heading "Funding the *Global Partnership*").

At the working level, Canada is a vice-chair of the Contact Experts Group. Composed of 16 countries or international organizations, this group helps coordinate work related to submarine dismantlement. Its next meeting will take place in Ottawa in October.

Apart from reaching out to other governments, Canada has been successful in negotiating an agreement with a non-government donor, the U.S.-based Nuclear Threat Initiative, which is contributing to Canada's chemical weapons destruction effort at Shchuch'ye.

The provision of funding in 2004 to establish and operate a Green Cross public outreach and information office in Izhevsk illustrates another facet of the Global Partnership Bureau's outreach and communications strategy in support of the *Global Partnership*. As noted earlier in this report, this facility will keep the local Russian population informed about CW storage and destruction facilities and plans.

### Commending Canada's role in the *Global Partnership*

Sam Nunn, former U.S. senator and co-creator of the U.S. Cooperative Threat Reduction Program, noted Canada's prominent role in the *Global Partnership* at a February 7, 2005, press conference in Washington, D.C., following the signing of the Canada-NTI Contribution Agreement:

*"I want to commend the Canadians for taking a very prominent role in coming to the Partnership—the Global Partnership. ... not only did they help stimulate the agreement itself ... but most importantly from our point of view, we keep seeing Canada time after time work on securing the additional funds from the pledges that need to be made, and they're also working on converting the pledges to actual dollars and the dollars to actual programs."*



## Looking Ahead

*"In the face of a panoply of challenges, and a range of possible responses, the Government of Canada will seek to make a difference in three main areas: countering global terrorism, stabilizing failed and fragile states, and combatting the proliferation of weapons of mass destruction."*

—Canada's International Policy Statement: A Role of Pride and Influence in the World, April 2005.

## Canada's Commitment

The possibility of weapons and materials of mass destruction being used by terrorists, including against targets in Canada, prompted the Government of Canada to develop a Chemical, Biological, Radiological and Nuclear (CBRN) Strategy. Announced on March 31, 2005, by the Minister of Public Safety and Emergency Preparedness, the CBRN Strategy aims to protect Canadians by taking all possible measures to prevent, mitigate and respond effectively to a CBRN terrorist incident in this country. The strategy provides a comprehensive framework for directing current activities, as well as future plans, policies and funding initiatives.

Canada's Global Partnership Program, which is identified as an element of Canada's CBRN Strategy, contributes to the Government's commitments to:

- continue to support the global effort to combat terrorism through coherent and consistent international action based on agreed-upon standards and practices; and
- work with the international community to improve security for the storage and movement of CBRN weapons capable materials as well as the safe destruction of CBRN weapons.

Canada released a new foreign policy statement in April 2005, which also reaffirmed the Government's commitment to the goals of the *Global Partnership* and cooperative threat reduction. Within this statement, the need to act multilaterally and with flexibility, in order to advance the international agenda, was highlighted and reinforced.

It is clear from these two recent government statements that Canada intends to continue to adapt and use as many strategies and mechanisms as are practical and necessary, in order to respond to the challenges and threats posed by WMD worldwide.

*"Foreign Affairs [DFAIT] will seek to expand its contribution to the G8's Global Partnership Against the Spread of Weapons and Materials of Mass Destruction to include other countries willing to support the Partnership's goals."*

—Canada's International Policy Statement:  
*A Role of Pride and Influence in the World,*  
April 2005.

## The new multilateralism

*"Modern sovereignty encompasses responsibilities to the international community as well as to one's own citizens ... areas where Canada intends to push forward the international agenda for action [include]: the 'Responsibility to Deny', to prevent terrorists and irresponsible governments from acquiring weapons of mass destruction that could destroy millions of innocent people."*

—Canada's International Policy Statement: A Role of Pride and Influence in the World,  
Foreword by Prime Minister Paul Martin, April 2005.



## Priority Area Projects

### Shchuch'ye Chemical Weapons Destruction Facility

Canada has made an initial commitment of up to \$10 million to other upcoming high-priority infrastructure projects at the Shchuch'ye CWDF—the access road, local warning system and communication lines described earlier in the report—and is anticipating making significant additional contributions to construction of this facility during the period 2005–07.

### Russian Nuclear Submarine Dismantlement

A second implementing arrangement has been concluded for the period April 2005 through June 2006. This will cover relocating eight submarines, defuelling four and dismantling three, at a cost of up to \$31 million, plus up to \$1 million for related infrastructure. Negotiations for a third implementing arrangement will commence in late 2005.

### Support to the IAEA Nuclear Security Fund

Canada is working to ensure the success of the Nuclear Security Fund and is considering extending the current contribution arrangement until December 2006. Future Canadian-supported projects in the three activity areas (physical protection, detection of malicious activities and security of radiological sources) could include International Physical Protection Advisory Service missions, the Chernobyl Exclusion Zone project

*"We have been instrumental in strengthening international controls on transfers of sensitive nuclear technology, improving existing treaties, and forging coalitions among key states. ... This active engagement will continue, whether through our direction of the Global Partnership program to reduce the threat of terrorist acquisition of weapons of mass destruction in the former Soviet Union or our ongoing collaboration with Russia to destroy surplus fissile material. Canadian security depends on it."*

*—Canada's International Policy Statement:  
A Role of Pride and Influence in the World,  
April 2005.*

and a regional workshop on the Code of Conduct on the Safety and Security of Radioactive Sources.

### Physical Protection of Nuclear Material

Future possibilities for Canadian funding may include projects that involve measures to improve material accountancy procedures as well as border control systems. There is also the prospect of cooperating on projects with other *Global Partnership* members. Canada hopes to fund physical protection projects at up to three sites per year.



Participants of the CEG International Workshop on Multi-Purpose Nuclear Powered Submarine Dismantling at the Zvezdochka Shipyard



### **Securing Highly Radioactive Sources in Northern Russia**

Canada will contribute up to \$500,000 in 2005–06 to Norway's ongoing program to remove, secure and replace radioisotope thermoelectric generators. Norway will replace the RTGs with solar panels as new sources of energy for the lighthouses.

Within the framework of the Canada–Russia Bilateral Agreement, Canada is considering providing financial support to address bottlenecks in the processing of RTGs, which have been identified by the multilateral RTG working group. Support could include funding for secure transportation containers and temporary storage facilities for RTGs.

### **Support to the International Science and Technology Center**

Future plans for this project include a particular focus in Canada, including:

- development of a domestic outreach program to enhance ISTC visibility in Canada and to identify collaborators for Canadian-funded ISTC projects;
- promotion of the ISTC's Partner Program;
- development of a mechanism to leverage other government department priorities and programs toward non-proliferation activities in the FSU;

- development of engagement strategies for a small number of priority FSU institutes where Canada can make a difference; and
- gradual transfer from the Canadian International Development Agency to DFAIT in 2005–06 of responsibility for Canada's participation in the Science and Technology Center in Ukraine.

*"Foreign Affairs ... will also pursue a strategy to reinforce compliance and verification mechanisms for WMD, reflecting our comparative advantage in key technology sectors. ..."*

*—Canada's International Policy Statement:  
A Role of Pride and Influence in the World,  
April 2005.*



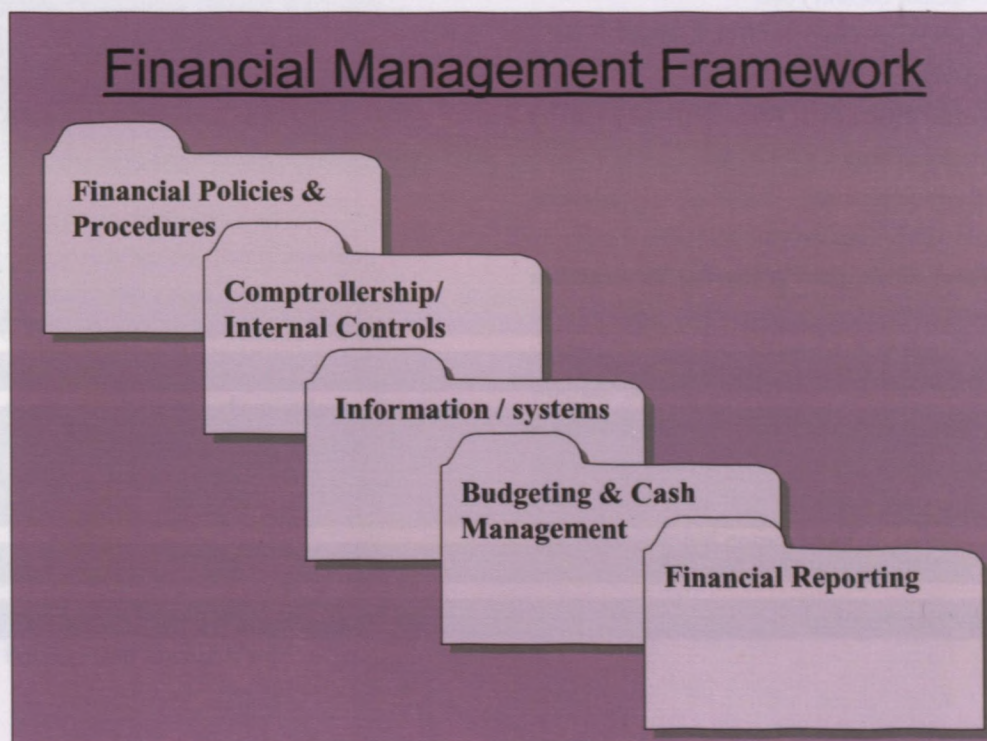
## Ensuring Value

### Financial Monitoring and Accountability Systems

To ensure the integrity of Canada's Global Partnership Program, a Project Management Framework has been developed by project management professionals from industry and government and approved by Treasury Board ministers. It provides the Global Partnership Bureau with a project delivery methodology that encompasses all stages of the project cycle. Project managers and their teams are required under the terms and conditions of Treasury Board submissions to adhere to the Project Management Framework, which results in disciplined and consistent project management.

As required by Treasury Board authorities, all projects are covered by a Risk-based Audit Framework, to review a project's inherent risks, and a Results-based Management and Accountability Framework, which outlines a series of performance indicators used for program management and annual accountability reporting.

The financial management of Canada's Global Partnership Program is also controlled and monitored in accordance with the federal government's Modern Comptrollership objectives, including effective risk management, stewardship, accountability, and performance measurement. All expenditures and commitments of the Global Partnership Program are subject to the standards and practices prescribed under the Government of Canada's *Financial Administration Act* and related regulations and policies, and are made within the context of a stringent financial management framework which emphasizes internal control, due diligence, and prudent fiscal management. Key components of the financial management framework include those depicted below:



<sup>10</sup> Information for this appendix was drawn from the UK's first two annual Global Partnership reports, the G3 Consolidated Report of Global Partnership Projects, June 2004, and the G3 Global Partnership Consolidated Report, July 2005.

<sup>11</sup> TACIS refers to Technical Assistance to the Commonwealth of Independent States, a European Union assistance program for countries of the FSU, which was launched in 1991.



## Spending Summaries

### Global Partnership Program - Actual Expenditures (\$ thousands)

	2003-04	2004-05
<b>Direct Spending by GPP Programme Area</b>		
<b>Chemical Weapons Destruction</b>		
Railway Project (Shchuch'ye CWDF)	4,000.0	0.0
Infrastructure Projects (Shchuch'ye CWDF)	0.0	250.0
CWD Outreach Support	0.0	120.4
Project Monitoring & Administration	40.6	85.2
<b>Subtotal: Chemical Weapons Destruction</b>	<b>4,040.6</b>	<b>455.6</b>
<b>Nuclear Submarine Dismantlement</b>		
Nuclear Submarine Dismantlement Project	0.0	9,457.7
EBRD Northern Dimensions Environment Partnership	32,000.0	0.0
Project Monitoring & Administration	25.1	1,191.3
<b>Subtotal: Nuclear Submarine Dismantlement</b>	<b>32,025.1</b>	<b>10,649.0</b>
<b>Redirection of Former Weapons Scientists</b>		
Projects	11,380.3	0.0
Supplemental Programs	4,658.0	2,854.1
ISTC Administration & Operations	2,433.2	456.0
Project Monitoring & Administration	7.8	233.9
<b>Subtotal: Redirection of Former Weapons Scientists</b>	<b>18,479.3</b>	<b>3,544.0</b>
<b>Nuclear &amp; Radiological Security</b>		
IAEA Nuclear Security Fund	2,983.5	1,016.5
Nuclear Reactor Shutdown (Zhelezngorsk)	0.0	9,000.0
Project Monitoring & Administration	64.2	187.3
<b>Subtotal: Nuclear &amp; Radiological Security</b>	<b>3,047.7</b>	<b>10,203.8</b>
<b>Biological Weapons Destruction</b>		
Biosafety & Biosecurity	0.0	80.5
Program Administration	12.3	17.5
<b>Subtotal: Biological Weapons Destruction</b>	<b>12.3</b>	<b>98.0</b>
Operational Costs	2,045.1	2,349.9
<b>Total direct spending (expenditures by GPP)</b>	<b>59,650.1</b>	<b>27,300.3</b>
<b>Indirect Spending by Global Partnership Program</b>		
Audit & Evaluation	0.0	250.0
Indirect operational costs	1,465.0	2,132.7
<b>Total indirect spending (funded by GPP)</b>	<b>1,465.0</b>	<b>2,382.7</b>
<b>Total GPP Activities Funded</b>	<b>61,115.1</b>	<b>29,683.0</b>



## APPENDIX A:

# Summary of Other Global Partnership Member Commitments<sup>10</sup>

**European Union:** The European Union's €1-billion pledge is committed to nuclear and chemical projects, the employment of former weapons scientists, and improving export control and border security in FSU countries. The majority of the funding is for TACIS<sup>11</sup> programs to ensure the safety of nuclear installations in Armenia, Kazakhstan, Russia and Ukraine and to re-employ former weapons scientists.

**Denmark:** Denmark has pledged €17 million, most of which will be used for nuclear-related projects.

**Finland:** Finland has pledged €15 million, primarily to support nuclear projects (mainly in northwestern Russia and Ukraine), including the NDEP Support Fund's nuclear window, physical protection of nuclear materials and nuclear waste management. Of the total pledge, €1.85 million has been committed to chemical weapons projects.

**France:** France's €750-million pledge will be spent on nuclear, chemical and biological projects. Commitments to date include €70 million to the Multilateral Plutonium Disposition Group; €40 million to the NDEP Support Fund's nuclear window; €17 million to submarine dismantlement; €9 million to chemical weapons destruction; and €5 million to biosecurity and biosafety in Russian biological facilities.

**Germany:** Germany has committed up to €1.5 billion to nuclear submarine dismantlement, chemical weapons destruction and nuclear and radiological security. Activities to be funded include the construction of a long-term interim storage facility in Sayda Bay to support submarine dismantlement; work to upgrade the physical protection of fissile materials; and the construction of CWDFs at Gorny and Kambarka.

**Italy:** The majority of Italy's €1-billion pledge will be spent on nuclear submarine dismantlement activities and CWDFs (at Pochev and Shchuch'ye).

**Japan:** Japan has pledged US\$200 million, including US\$100 million for the plutonium disposition program and various funding commitments to Pacific Fleet nuclear submarine dismantlement projects.

**Netherlands:** The Netherlands has committed some €24 million, about half of which will be spent on chemical weapons destruction projects (e.g. at the Kambarka facility). Other contributions have been made to the NDEP Support Fund's nuclear window, and will go toward plutonium disposition and SNF management.

**Norway:** Norway has pledged €100 million for nuclear projects, including submarine dismantlement, securing RTGs and the NDEP Support Fund's nuclear window. Norway has also contributed to infrastructure construction at the Shchuch'ye CWDF.

**Poland:** Poland is committing US\$10,000 annually to a bilateral chemical weapons destruction program with Russia, and is supporting a program to employ former weapons scientists at the Polish-Russian Technological Park.

**Republic of Korea:** The Republic of Korea has pledged approximately US\$2.8 million, most of which will support the redirection of former weapons scientists through the ISTC.

**Russia:** Russia has pledged US\$2 billion to ongoing work in two key priority areas: nuclear submarine dismantlement and chemical weapons destruction. With foreign assistance, the dismantlement process is underway on over 65 percent of the decommissioned nuclear submarines in the Northern and Pacific fleets. All Category 2 and 3 chemical weapons have been destroyed, and efforts are now focused on Category 1 CW (with substantial support from the international community).

<sup>10</sup> Information for this appendix was drawn from the U.K.'s first two annual *Global Partnership* reports, the *G8 Consolidated Report of Global Partnership Projects*, June 2004, and the *G8 Global Partnership Consolidated Report*, July 2005.

<sup>11</sup> TACIS refers to Technical Assistance to the Commonwealth of Independent States, a European Union assistance program for countries of the FSU, which was launched in 1991.



**Sweden:** Sweden has committed €10 million to the nuclear and environmental windows of the NDEP, and a further US\$20 million to nuclear and biological projects. The majority of the latter commitment is for nuclear security projects in the FSU and for nuclear safety projects (primarily in northwestern Russia and Lithuania). Approximately US\$130,000 is for biosafety and biosecurity projects involving cooperating institutes in Russia, Sweden and Ukraine.

**Switzerland:** Switzerland has pledged CHF15 million to chemical weapons destruction facilities in Kambarka and Shchuch'ye.

**United Kingdom:** The U.K. is active in all four *Global Partnership* priority areas, having pledged US\$750 million within the *Partnership*. This commitment includes £10 million annually for nuclear submarine dismantlement; £70 million over 10 years for plutonium disposition; up to £5 million annually for the physical protection of nuclear materials; £5.5 million annually for the ongoing Nuclear Safety Programme across the FSU; up to US\$100 million for chemical weapons destruction; and between £5 million and £6 million per year for projects that support the redirection of former weapons scientists.

The U.K. has been providing assistance to help countries of the FSU deal with their WMD legacies since the 1990s and, following a spending review in 2000, established the FSU Nuclear Legacy Programme to help focus efforts. To enhance international cooperation and collaboration on chemical weapons destruction at Shchuch'ye, the U.K. has signed agreements with Canada, the Czech Republic, the European Union, Norway and New Zealand, under which the U.K. is responsible for implementing projects funded by these other donor countries.

**United States:** The U.S. is by far the largest contributor to the *Global Partnership*, having pledged US\$10 billion (approximately US\$1 billion per year for 10 years) to be spent on the full range of non-proliferation activities within the *Partnership*. In 2004, commitments included:

- about US\$590 million for ongoing nuclear-related projects, with an emphasis on securing or disposing of weapons-usable HEU and plutonium;
- about US\$200 million for chemical weapons destruction, mainly the ongoing construction of the facility at Shchuch'ye. As well, there were projects to dismantle and demilitarize former CW production facilities at Volgograd and Novocheboksarsk, and to enhance security for CW stored at Planovy/Shchuch'ye and Kizner.
- about US\$54 million for projects to prevent the proliferation of biological weapons in Georgia, Kazakhstan, Russia and Uzbekistan. Roughly \$100 million was committed to programs to help redirect the skills and expertise of former BW (and CW) scientists through the ISTC and STCU.
- about \$76 million for a range of export control and border security projects.

For further information, visit Canada's Global Partnership Program Web site at <http://www.globalpartnership.gc.ca>. Select "links" to reach a list of other organizational and government Web pages containing material related to the *Global Partnership*.



## Acronyms

BW	Biological weapons
CBRN	Chemical, biological, radiological and nuclear
CW	Chemical weapons
CWC	Chemical Weapons Convention
CWDF	Chemical weapons destruction facility
DFAIT	Department of Foreign Affairs and International Trade
EBRD	European Bank for Reconstruction and Development
EU	European Union
FSU	Former Soviet Union
FSUEEP	Federal State Unitary Enterprise Engineering Plant
GPSOG	Global Partnership Senior Officials Group
GPWG	Global Partnership Working Group
HEU	Highly enriched uranium
IAEA	International Atomic Energy Agency
IPPAS	International Physical Protection Advisory Service
ISTC	International Science and Technology Center
MOU	Memorandum of Understanding
NGO	Non-governmental organization
NDEP	Northern Dimension Environmental Partnership
NPS	Nuclear-powered submarines
NSERC	Natural Sciences and Engineering Research Council of Canada
NSF	Nuclear Security Fund
NTI	Nuclear Threat Initiative
POIO	Public outreach and information office
Rosatom	Russian Federal Agency for Atomic Energy
RTG	Radioisotope thermoelectric generator
SNF	Spent nuclear fuel
STCU	Science and Technology Center in Ukraine
WMD	Weapons of mass destruction